



Paraissant
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

170^e Année - Spécial No. 4

PORT-AU-PRINCE

Jeudi 1^{er} Octobre 2015

SOMMAIRE

DÉCRET ÉTABLISSANT LE BUDGET GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE
2015-2016.

NUMÉRO SPÉCIAL

BUDGET DE L'EXERCICE 2015 – 2016

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 159, 161, 163, 200, 200-4, 222, 227-2, 227-4, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu les articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-3, 228, 234-1 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution de 1987;
- Vu les Articles 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la Dette Interne et Externe de l'État;
- Vu la Loi du 3 septembre 1971 concernant les droits d'accises sur les cigarettes et les boissons alcoolisées modifiée par les Décrets du 6 mars 1985, du 31 août 1988 et du 28 septembre 1990;

- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC);
- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État;
- Vu la Loi du 15 février 1995 portant modification du tarif douanier;
- Vu la Loi du 10 juin 1996 relative à la taxe pour l'obtention du passeport;
- Vu la Loi du 18 décembre 2002 relative au Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- Vu la Loi du 27 novembre 2008 portant sur les gages sans dépossession;
- Vu la Loi du 9 octobre 2009 portant modification de certains taux et positions tarifaires;
- Vu la Loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics;
- Vu la Loi du 17 juillet 2012 portant sur les banques et autres institutions financières;
- Vu la Loi du 7 avril 2014 portant création de l'Académie du Créole Haïtien;
- Vu la Loi du 10 juin 1996 relative à la Patente;
- Vu le Décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1977 portant sur la conservation foncière et l'enregistrement;
- Vu le Décret du 4 octobre 1984 créant au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe un fonds dénommé «Fonds d'Investissements Publics»;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget ;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
- Vu le Décret du 5 avril 1979 modifié par celui du 23 décembre 1981 sur la Contribution Foncière des Propriétés Bâties;
- Vu le Décret du 14 octobre 1988 relatif à la taxe sur la masse salariale ;
- Vu le Décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- Vu le Décret du 2 juillet 1997 ratifiant la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la Fonction Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État ;

- Vu le Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires;
- Vu le Décret du 1^{er} juin 2005 modifiant celui du 4 avril 1979 relatif au permis de conduire;
- Vu le Décret du 22 septembre 1964 relatif au Fermage et au Loyer des Biens du domaine privé de l'État;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la Carte d'Identité Fiscale;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 établissant l'Organisation et le Fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif désigné sous le sigle CSCCA.
- Vu l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics ;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la comptabilité publique;
- Vu l'Arrêté du 25 mai 2012 révisant les seuils de Passation de Marchés Publics et les seuils d'intervention de la CNMP;
- Vu le Décret du 17 septembre 2015 portant modification du Budget rectificatif 2014-2015.
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures conformes aux programmes économiques et financiers établis ;
- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, d'établir les voies et moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, le service de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations pour dommage, les prêts et avances et les interventions de l'État sur les plan économique, social et culturel pour la période allant du 1^{er} octobre 2015 au 30 septembre 2016;
- Sur le rapport du Ministre de l'Économie et des Finances et du Ministre de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

DÉCRÈTE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1.- Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues dans le Budget Général. Ces ressources doivent être établies par des lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au compte «Trésor Public».

Elles comprennent aussi les recettes provenant des entreprises publiques, dividendes et autres.

Article 2.- Les institutions de l'Administration d'État, fournissant des services rémunérés, doivent faire approuver leurs barèmes et tarifs par les autorités de tutelle.

Article 3. - Les impôts, droits et taxes à percevoir au 30 septembre 2015, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales, sont prorogés pour l'exercice fiscal 2015-2016 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets régissant la matière.

Article 4.- Le troisième paragraphe de l'article 6 de la loi du 10 juin 1996 relative à la Patente se lit désormais comme suit :

Le droit variable est obtenu en multipliant la base définie ci-après par le taux de quatre pour mille (4/1000).

Article 5.- L'article 7 de la loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

Le Chiffre d'Affaires à retenir pour le calcul du montant de la patente est représenté par le montant des ventes réalisées et celui des rémunérations et commissions acquises comme prix des services rendus sous déduction des commissions payées, rabais, rendus et frais sur vente.

Article 6.- L'article 8 de la loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

La masse salariale déductible comprend les sommes payées pendant la période de référence à titre de : traitements, salaires, émoluments, boni, étrennes, heures supplémentaires et autres rémunérations.

Les salaires versés aux membres de la famille de l'exploitant individuel ou d'un associé d'une société de personnes sont déductibles s'ils correspondent à un travail réel.

Article 7.- L'article 12 de la loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

En cas de création d'établissement, la patente due au titre de la première période imposable est limitée à un droit fixe de 5,000.00 gourdes quel que soit le secteur d'activité. Ce droit ne peut faire l'objet de réduction au prorata du temps d'activité.

Article 8.- Il est ajouté à l'article 20 de la loi du 10 juin 1996 relative à la patente le paragraphe suivant:

Les institutions financières sont tenues d'exiger, des entreprises, sociétés et toutes personnes morales detentrices d'un ou de plusieurs comptes effectuant des transactions autres que des dépôts, la justification du paiement de la patente pour l'exercice en cours. Le non-respect de cette disposition par l'institution financière entraine contre elle l'application d'une amende de cinq mille (5,000.00) gourdes par transaction.

Article 9.- L'article 29 de la loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

Les entreprises travaillant sous l'égide du code des investissements seront soumises à une patente comportant uniquement un droit fixe dont le montant est de Trente Mille (30,000.00) gourdes.

Nonobstant les dispositions de l'article 2, les Partis politiques et toutes associations à but non lucratif paieront comme autorisation de fonctionnement une patente chaque année sur la base d'un droit fixe de Quinze mille (15,000.00) gourdes. Ce droit est de vingt-cinq mille (25,000.00) gourdes pour les Fondations et les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Article 10.- L'article 8 du Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 29 septembre 1986 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Il est fait obligation aux personnes physiques ou morales qui utilisent les services d'un prestataire dont le domicile fiscal est situé hors d'Haïti de verser à la Direction Générale des Impôts, dans les quinze jours qui suivent le paiement intégral ou partiel des prestations, le montant de l'Impôt sur le Revenu calculé au taux de 5% libératoire pour les personnes morales et de 15% libératoire pour les personnes physiques.

Tout contrat signé entre deux parties, ou entre un représentant d'un pouvoir public et un particulier, contenant les clauses d'exonération d'impôts sur le revenu en dehors des prescriptions légales, rend le responsable de la partie directement redevable du paiement dudit impôt.

Article 11.- L'article 33 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Sont assujettis au paiement de l'Impôt sur le Revenu sur la base forfaitaire, les commerçants, industriels et entreprises généralement quelconques dont le chiffre d'affaires annuel ou l'actif total est inférieur à Deux Millions Cinq Cent Mille (2,500,000.00) gourdes.

Article 12.- Le 2^e paragraphe de l'article 35 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

En aucun cas, l'Impôt sur le Revenu sur la base forfaitaire ne peut être inférieur à Dix mille (10,000.00) gourdes.

Article 13.- L'article 43 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Sont astreintes au paiement de l'Impôt sur le Revenu sur la base du bénéfice réel toutes les entreprises individuelles ou sociétaires dont le chiffre d'affaires ou le montant de l'actif total est supérieur ou égal à Deux Millions Cinq Cent Mille (2,500,000.00) gourdes.

Article 14.- Le 2^e paragraphe de l'article 45 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Si malgré l'injonction à lui faite, le contribuable s'abstient de se conformer à la loi, l'impôt sur la base des états financiers sera établi d'office en doublant le montant de l'acompte payé ou qui devrait être payé. En cas de récidive, l'impôt et l'amende seront doublés.

Article 15.- Les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 49 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lisent désormais comme suit :

Les états financiers annuels, présentés à la Direction Générale des Impôts par les compagnies, les sociétés et les entreprises individuelles dont le montant total de l'actif ou le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à Vingt cinq millions (25,000,000.00) de gourdes doivent être vérifiés et accompagnés du rapport d'un comptable professionnel agréé indépendant ou d'une firme de vérificateurs dûment autorisée, membre de l'Ordre des Comptables Professionnels Agréés d'Haïti.

Les états financiers annuels des entreprises individuelles dont l'actif total ou le chiffre d'affaires annuel est inférieur à Vingt cinq millions (25,000,000.00) de gourdes, seront signés par le propriétaire et un comptable haïtien patenté, membre de l'Ordre des Comptables Professionnels Agréés d'Haïti.

Par arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances, le seuil de Vingt cinq millions (25,000,000.00) de gourdes peut être modifié.

Article 16.- L'article 81 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit comme suit:

Les demandes de services, ci-après énumérées, adressées à l'Administration Publique sont désormais assujetties à la présentation d'un certificat de déclaration définitive d'impôts: Timbre et livraison passeport; Plaques d'Immatriculation de véhicules; Permis de séjour; Permis de conduire; Enregistrement des titres de propriétés et de sûretés mobilières;

Demande de franchise et de subvention; Passation de contrats entre l'Etat et prestataires de services; Assurances Véhicules Contre Tiers; Légalisation de pièces; Patente, Impôt locatif; Fermage et loyer des biens du domaine privé de l'Etat.

Les personnes dont le domicile fiscal est situé hors d'Haïti devront fournir la preuve qu'elles sont en règle avec l'administration fiscale de leur pays de résidence et payeront un impôt minimum forfaitaire de dix mille (10,000.00) gourdes.

Article 17.- Il est créé un Fonds de Solidarité Inter-Haitienne dont les modalités de financement et de gestion seront définies par Arrêté Présidentiel.

Article 18.- Le 1^{er} paragraphe de l'article 96 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Les commissions et courtages sont frappés d'une retenue à la source au taux de 15%. L'entreprise sociétaire ou individuelle est obligée d'effectuer le prélèvement et de verser l'impôt accompagné d'un état explicatif à la Direction Générale des Impôts du 1^{er} au 15 du mois qui suit celui du paiement, sous peine d'une amende fixe de Cent mille (100,000.00) gourdes pour chaque cas constaté.

Article 19.- L'article 99 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Les plus-values effectivement réalisées par les personnes physiques ou morales lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits de toute nature sont passibles de l'Impôt sur le Revenu.

Au sens du présent article, les datations en paiement et les échanges de biens sont considérés comme des transactions réalisées à titre onéreux pouvant donner lieu à la plus value.

Article 20.- L'article 103 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

Les plus-values sur les biens mobiliers et immobiliers sont assimilés à des revenus et taxés comme tels. Elles donnent droits à l'application d'une retenue de 10% du montant de la plus value au titre de l'Impôt sur le Revenu.

Article 21.- L'article premier du Décret du 5 avril 1979 modifié par celui du 23 décembre 1981 se lit désormais comme suit :

La Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB) est un impôt réel, local, basé sur la valeur vénale de tout immeuble. La valeur vénale correspond à la valeur marchande du bien c'est-à-dire le prix auquel il peut être vendu.

Article 22.- L'article 2 du Décret du 5 avril 1979 modifié par celui du 23 décembre 1981 est ainsi modifié :

Tout immeuble pouvant abriter des personnes ou des biens, occupé ou non, habité par son propriétaire, en usufruit ou en location est assujéti à la CFPB selon le barème suivant :

Pour les immeubles d'une valeur marchande allant de:

1 gourde à 1,500,000.00 gourdes.....0.12%

1, 500,001.00 à 3, 000,000.00 gourdes.....0.14%

3, 000,001.00 à 8, 000,000.00 gourdes.....	0.16%
8, 000,001.00 à 20, 000,000.00 gourdes.....	0.18%
20, 000,001.00 gourdes et plus.....	0.20%

Un abattement de 60% sera appliqué sur le montant principal de la CFPB de la résidence principale des pensionnaires.

Pour tout immeuble logeant des hôtels ou assimilés, il sera appliqué un abattement de 50% sur le montant principal de la CFPB.

En aucun cas, le montant principal de l'impôt ne peut être inférieur à mille (1,000.00) gourdes.

Article 23.- L'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1996 relative à la taxe pour l'obtention du droit de passeport est ainsi modifié :

Le passeport simple se présente sous la forme d'un livret. Il est validé pour une durée de cinq (5) ans. Le droit de passeport perçu par la Direction Générale des Impôts est de Trois mille (3,000.00) gourdes, toutes taxes comprises.

Article 24.- L'alinéa II de l'article 68 du Décret du 1^{er} juin 2005 modifiant celui du 4 avril 1979 relatif au permis de conduire est ainsi modifié :

- a) Permis de Conduire – Type A, E 3,000.00 gourdes
- b) Permis de Conduire – Type B 4,500.00 gourdes
- c) Permis de Conduire – Type C 1,000.00 gourdes
- d) Permis de Conduire – Type D 250.00 gourdes

Le tarif peut être modifié par Arrêté ministériel.

Article 25.- Le paragraphe b de l'article 13 du Décret du 23 novembre 2005 traitant de la déduction de la TCA avancée se lit désormais comme suit :

b) Les commerçants, lors de l'importation ou de l'acquisition des biens revendus en l'état, c'est-à-dire la proportion de la taxe payée sur les bordereaux de douane et/ou factures d'achat pour les unités et quantités de produits effectivement vendues.

Article 26.- Le premier paragraphe de l'article 19 du Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) se lit désormais comme suit :

Tout assujetti à la TCA, exerçant une activité économique, a pour obligation de déposer, à l'office des impôts le plus proche de son domicile fiscal, une déclaration mensuelle entre le 1^{er} et le 15 de chaque mois pour le mois précédent.

Cette déclaration, dûment signée, sera produite sur un imprimé fourni sans frais par la DGI.

Article 27.- Le premier paragraphe de l'article 34 du Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) se lit désormais comme suit :

Il est établi un régime simplifié de TCA pour les redevables ayant un chiffre d'affaires inférieur à Deux millions cinq cent mille (2,500,000.00) gourdes et se trouvant dans l'une des catégories suivantes:

- a) Façonniers
- b) Commerçants (Petits détaillants)
- c) Prestataires de service.

Article 28.- L'article 40 du Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) se lit désormais comme suit :

Tout propriétaire de local aménagé en vue de recevoir des spectacles publics ou assimilés (représentation musicale ou théâtrale, danse, défilé de mode, etc.) doit déposer une déclaration et remplir un formulaire prévu à cette fin à la Direction Générale des Impôts.

Article 29.- L'article 41 du Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) se lit désormais comme suit :

Le propriétaire du local, avant l'organisation du spectacle, doit déposer une déclaration à la Direction Générale des Impôts (DGI) préparée sur un formulaire délivré sans frais par l'Administration fiscale. Cette déclaration comprendra les informations essentielles telles que, nom, prénom, Nif de l'organisateur du spectacle, la date du spectacle et le montant de la location.

Le propriétaire du local collectera de l'organisateur du spectacle au moment de la signature du contrat de location une avance de TCA basée sur le montant de la location qu'il versera à la DGI en même temps que le dépôt de la déclaration.

Les inspecteurs de la DGI pourront au cours du déroulement du spectacle procéder à la collecte du solde de la TCA à payer par l'organisateur après déduction de la TCA déjà avancée au propriétaire pour le compte de la DGI.

Article 30.- L'article 5 du Décret du 22 septembre 1964 relatif au Fermage et au Loyer des Biens du domaine privé de l'Etat se lit désormais comme suit :

Le loyer ou fermage annuel à payer par les fermiers ou occupants de toute propriété du domaine privé de l'Etat est fixé à:

- 20 000.00 gourdes par hectare pour les terrains destinés aux activités commerciales, industrielles et touristiques ;
- 7 500.00 gourdes par hectare pour les terrains, destinés aux activités agricoles, situés dans les zones viabilisées ;
- 3 500.00 gourdes par hectare pour les terrains, destinés aux activités agricoles, situés dans les zones non viabilisées;
- 40.00 gourdes par mètre carré ou centiare pour les terrains situés sur le littoral ;
- 25.00 gourdes par mètre carré ou centiare pour les terrains situés dans les zones résidentielles.

Ce droit sera encaissé par les services de la Direction Générale des Impôts (DGI) du lieu dans lequel la propriété est située.

Article 31.- Toute personne ou entreprise évoluant dans le secteur informel et n'ayant produit aucune déclaration à la Direction Générale des Impôts (DGI), acquittera un montant forfaitaire de 10 000 gourdes pour le compte du Trésor Public et de la commune à la Direction Générale des Impôts. Le paiement de ce

montant lui donne droit à une patente, une carte d'identité professionnelle, un numéro d'immatriculation fiscale et une quittance du paiement de l'Impôt sur le Revenu.

Ce montant sera réparti de la manière suivante :

- 20% pour la commune;
- 80% pour le Trésor Public.

Article 32.- L'article 45 du décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires devient l'article 46.

Article 33.- Il est ajouté au Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires, l'article suivant.
Article 45 :

Dans le souci de promouvoir le civisme fiscal, il est instauré une lotterie fiscale. Les modalités de fonctionnement de cette lotterie seront définies par arrêté ministériel.

L'administration pourra déterminer le matériel le plus approprié pour cette activité.

Article 34.- L'article 11 du Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la Carte d'Identité Fiscale se lit désormais comme suit :

L'émission de la Carte d'Immatriculation Fiscale se fait moyennant le paiement annuel d'un droit de:

- 2,000.00 gourdes pour les entreprises et personnes morales ;
- 1,000.00 gourdes pour les personnes physiques en situation d'emploi ;
- 250.00 gourdes pour les journaliers, le personnel vacataire et les autres.

Article 35.- L'article 77 du Code douanier (modifié par le Décret du 13 Septembre 1990) se lit désormais comme suit :

La déclaration enregistrée, vérifiée, liquidée et reconnue conforme par le Service des Douanes constitue un document dont l'Administration Générale des Douanes pourra se prévaloir dans l'exercice de son droit de contrôle a posteriori.

Le bulletin de liquidation signé du Directeur de la Douane devient un titre valant espèce qui doit obligatoirement être payé au guichet de la Banque de la République d'Haïti dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date de liquidation. Dans le cas contraire, l'importateur sera frappé d'une pénalité de retard égale à:

- 0,50% du montant du bordereau par mois ou fraction de mois si ce montant est inférieur ou égal à deux (2) millions de gourdes ;
- 1% du montant du bordereau par mois ou fraction de mois si ce montant est supérieur à deux (2) millions de gourdes.

Le montant de cette pénalité sera reçu par l'Officier-Receveur et déposé à la Banque de la République d'Haïti (BRH) sur formule 49.

Article 36.- Il est institué des redevances dénommées « Redevances informatiques douanières ». Ces redevances sont ainsi fixées:

- *Pour le Traitement Automatisé des déclarations :*

Les importateurs payeront 2.5 % du montant du bordereau ou 1000 gourdes pour les importations en franchise des droits et taxes. Ces montants seront perçus sur le bulletin de liquidation de toute importation, à l'exception des produits pétroliers.

Pour le Traitement des manifestes et des titres de transport :

Les transporteurs payeront 250 gourdes par Titre de Transport avant l'enregistrement du manifeste ou 250 gourdes par Titre de Transport dégroupé avant la validation du manifeste de dégroupage. Ces montants seront reçus par l'Officier-receveur et déposés à la BRH sur formule 49 au titre de recettes diverses.

Article 37.- Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi regroupés:

Art. 1.- Recettes Fiscales

Art. 2.- Recettes non Fiscales

Art. 3.- Recettes en Capital

Art. 5.- Dons

Art. 6.- Remboursements de prêts et avances et ventes de participation ou restitution de capital

Art. 8.- Emprunts

Art. 9.- Recettes perçues pour le compte de tiers

Article 38.- Tout agent public qui aura :

- empêché ou perturbé le déroulement de la procédure d'établissement et de perception des droits, des impôts et des taxes ;
- détruit, détourné, soustrait ou contrefait des justifications de recettes ; encourra des sanctions disciplinaires, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront être engagées contre lui, et de la réparation personnelle et pécuniaire du dommage subi par l'État .

Article 39.- Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu du Budget de l'exercice fiscal 2015-2016 sont estimés à soixante dix sept milliards deux cent six millions cinq cent mille un et 00/100 de gourdes (Gdes 77 206 500 001.00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 55 du présent décret.

Article 40.- Les dons en appui budgétaire et en aide aux projets sont estimés à vingt cinq milliards neuf cent quarante six millions neuf cent cinquante six mille quatre cent trente huit et 00/100 de gourdes (GDES 25 946 956 438.00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 55 du présent décret.

Article 41.- Les produits du financement interne et externe sont estimés à dix neuf milliards cinq cent vingt six millions trois cent soixante quatorze mille trois cent soixante trois et 00/100 de gourdes (GDES 19 526 374 363.00), répartis dans les tableaux présentés à l'article 55 du présent décret.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 42.- Les crédits budgétaires de l'exercice 2015-2016 pour les dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses courantes des institutions de l'Administration d'État, les dépenses d'immobilisation et l'amortissement de la Dette Publique, sont fixés à soixante cinq milliards huit cent trente six millions de gourdes (GDES 65 836 000 000,00) distribués selon les tableaux présentés aux articles 55, 56 et 57 du présent décret.

- Article 43.-** Les crédits budgétaires de l'exercice 2015-2016 pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à cinquante six milliards huit cent quarante trois millions huit cent trente mille huit cent un et 00/100 de gourdes (GDES 56 843 830 801,00) répartis selon les tableaux présentés aux articles 55 et 56 du présent décret.
- Article 44.-** Les crédits budgétaires sont votés par entité administrative et par titre de dépenses. Ils sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs ou limitatifs.
- Article 45.-** Sont considérés comme crédits évaluatifs au sens du présent décret, les crédits destinés au service de la Dette Publique, à la couverture de frais de justice, aux réparations civiles, expropriations, dégrèvements, restitutions et à la mise en jeu des garanties accordées par l'État, ainsi que les dépenses financées à partir des dons.
- Article 46.-** Tous les autres crédits sont limitatifs. Les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées ni ordonnancées au-delà des dotations budgétaires. Les crédits limitatifs ne peuvent être augmentés que par une loi de finances rectificative. Cependant, des crédits supplémentaires aux crédits limitatifs peuvent être ouverts par arrêté pris en Conseil des Ministres et publié au journal officiel de la République. Le Gouvernement motive sa décision par la nécessité de répondre à l'une ou l'autre des situations suivantes:
- Les catastrophes naturelles ou des cas de calamités publiques;
- Les urgences quand il y a nécessité impérieuse d'intérêt national.
- Article 46.1.-** Les crédits supplémentaires décidés par le Pouvoir Exécutif ne sauraient en aucune façon affecter l'équilibre budgétaire et leur montant ne peut dépasser 10% du total des ressources domestiques.
- Article 46.2.-** Un projet de loi portant ratification de ces crédits est, dans les trente (30) jours qui suivent leur ouverture, déposé au Parlement qui doit en toute urgence se prononcer sur la question. La non ratification par le Parlement d'un crédit supplémentaire ouvert par décision du Gouvernement élimine immédiatement ce crédit, sans rétroagir.
- Article 47.-** Les crédits budgétaires ne peuvent être utilisés que pour l'objet pour lequel ils ont été prévus, sauf dispositions contraires.
- Article 48.-** L'entité administrative correspond aux organes des trois Pouvoirs et à ceux des Institutions Indépendantes conformément aux articles 3 et 14 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale d'État. On distingue comme entité administrative de premier rang : la Présidence, la Primature, les Ministères, le Sénat de la République, la Chambre des Députés, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Conseil Électoral, l'Office de la Protection du Citoyen et l'Université d'État d'Haïti et l'Académie du Créole Haïtien.
- Article 49.-** Est désignée entité administrative de second rang, le premier niveau de subdivision administrative de l'entité administrative de premier rang. Elle correspond aux structures administratives placées sous le contrôle hiérarchique de la plus haute autorité de l'entité administrative de premier rang correspondant.
- Article 50.-** Les crédits de l'entité administrative de premier rang comprennent ceux des Services Territorialement Déconcentrés conformément aux prescrits de l'article 85 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale d'État.

Article 51.- Les titulaires des entités administratives de premier rang sont ordonnateurs principaux. Ils détiennent l'entière responsabilité quant à la gestion des ressources affectées à leur entité administrative, y compris la gestion assurée par les ordonnateurs qui bénéficient de leur délégation. Ils sont corresponsables de la gestion assurée par les ordonnateurs secondaires placés sous leur responsabilité hiérarchique.

Article 52.- Les crédits budgétaires de chaque entité administrative sont regroupés sous les titres ci-dessous mentionnés.

Titres de dépenses	Articles de dépenses
Titre I. Dépenses de personnel	Article 1 : Dépenses de personnel
Titre II. Dépenses de biens et services	Article 2 : Dépenses de Services et charges diverses
	Article 3 : Achat de biens de consommation et petit matériel
Titre III. Dépenses d'immobilisations	Article 4 : Immobilisations corporelles
	Article 5 : Immobilisations incorporelles
Titre IV. Dépenses de transferts	Article 7 : Subventions, quotes-parts, contributions, allocations, indemnisations
Titre V. Service de la Dette Publique	Article 8 : Amortissement de la dette publique
	Paragraphe 26 de l'Article 2 : Charges Financières
Titre VI. Autres dépenses publiques	Article 9 : Autres dépenses publiques
Titre VII. Dépenses d'opérations financières	Article 6 : Prêts, avances, prises de participation et placements

Article 53.- Les crédits du **titre VI ; Autres dépenses publiques** peuvent être redistribués, au besoin, entre ceux des titres **II** et **III**, toutefois les mouvements de crédits des **titres II** et **III** vers le **titre VI** ne sont pas autorisés.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Article 54.- Les conditions d'équilibre du Budget de l'exercice fiscal 2015-2016 sont assurées par les recettes fiscales et non fiscales, les dons, les emprunts et les dispositions relatives au financement des charges publiques.

Article 55.- Les opérations du Budget pour l'exercice fiscal débutant le 1^{er} octobre 2015 pour s'achever le 30 septembre 2016 sont ainsi réparties :

BUDGET 2015-2016
Tableau des opérations financières de l'Etat
(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET 2014-2015 RECTIFIE	BUDGET 2015-2016	VARIATION	
			absolue	relative
ENVELOPPE GLOBALE	109 736 846 513	122 679 830 801	12 942 984 288	11%
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	60 860 107 002	77 206 500 001	16 346 392 999	27%
A1. Impot direct	15 765 271 110	18 417 883 216	2 652 612 106	17%
A2. Impot indirect	42 573 135 413	48 053 373 131	5 480 237 718	13%
A2.1. sur production locale	8 833 574 513	9 057 545 475	223 970 962	3%
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	25 187 544 100	28 144 312 209	2 956 768 109	11%
A2.3. sur produits pétroliers	8 552 016 800	10 851 515 447	2 299 498 647	29%
A3. Autres recettes domestiques	2 521 700 479	10 735 243 654	8 213 543 175	529%
B- Dépenses totales (B1+D2)	104 282 507 998	116 031 198 456	11 748 690 457	10%
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.)	50 187 685 896	58 333 748 918	8 146 063 022	16%
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	49 315 394 655	56 040 027 722	6 724 633 067	13%
Salaires et traitements	28 993 098 533	32 571 985 531	3 578 886 998	12%
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	14 868 986 444	16 624 010 247	1 755 023 803	12%
Transferts et subventions	5 453 309 678	6 844 031 944	1 390 722 266	24%
B1.2. Intérêts	872 291 241	2 293 721 196	1 421 429 955	106%
Dette interne	488 650 494	1 396 111 454	907 460 960	122%
Dette externe	383 640 747	897 609 742	513 968 995	87%
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	11 544 712 347	21 166 472 279	9 621 759 932	95%
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	10 672 421 106	18 872 751 083	8 200 329 977	94%
D2. Dépenses en capital (D2.1+D2.2+D2.3)	54 094 822 102	57 697 449 538	3 602 627 436	5%
D2.1 Immobilisations	646 510 220	853 618 737	207 108 517	23%
D2.2 Investissements publics (financement interne)	16 051 909 667	28 564 807 977	12 512 898 310	63%
Trésor Public	10 294 052 369	15 686 500 000	5 392 447 631	40%
Annulation dette FMI	3 349 941 757	3 269 935 560	-80 006 198	-3%
Autres Financements	2 407 915 541	9 608 372 417	7 200 456 876	229%
D2.3 Investissements publics (financement externe)	37 396 402 216	28 279 022 825	-9 117 379 391	-19%
Sur Dons	27 003 246 939	21 630 956 438	-5 372 290 500	-20%
Sur Emprunt	10 393 155 277	6 648 066 386	-3 745 088 891	-18%
y/c PETROCARIBE	10 393 155 277	6 648 066 386	-3 745 088 891	-18%
E-Solde global (hors dons) (A-B)	-43 422 400 996	(38 824 698 455)	4 597 702 542	-8%
F-Dons	31 225 726 939	25 946 956 438	-5 278 770 500	-17%
F1. Appui budgétaire global	4 222 480 000	4 316 000 000	93 520 000	2%
F2. Aide projets	27 003 246 939	21 630 956 438	-5 372 290 500	-20%
G-Solde global incluant dons (E+F)	-12 196 674 058	(12 877 742 016)	-681 067 959	2%
H- Financement (H1+H2)	12 196 674 061	12 877 742 017	681 067 957	2%
H1. Financement externe net	8 087 570 520	3 305 892 527	-4 781 677 993	-26%
H1.1. Tirages sur emprunt	10 393 155 277	6 648 066 386	-3 745 088 891	-18%
H1.2. Amortissement de la dette externe	-2 305 584 757	(3 342 173 859)	-1 036 589 102	49%
H2. Financement interne net	4 109 103 540	9 571 849 490	5 462 745 950	55%
H2.1. Bons du Trésor	1 500 000 000	-	-1 500 000 000	-27%
H2.2. Autres financements internes des projets	5 757 857 298	12 878 307 977	7 120 450 679	115%
H2.3. Amortissement Interne	-3 148 753 758	(3 306 458 487)	-157 704 729	10%

BUDGET DE L'EXERCICE 2015-2016

Tableau d'équilibre du Budget de l'exercice 2015-2016

VOIES ET MOYENS	122 679 830 801	DEPENSES TOTALES	122 679 830 801
Ressources Domestiques	77 206 500 001	Dépenses courantes	58 333 748 918
Recettes Internes	61 519 795 681	Salaires et traitements	32 571 985 531
Recettes douanières	15 266 704 320	Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	16 624 010 247
Autres ressources domestiques	420 000 000	Transferts et subventions	6 844 031 944
		Intérêts	2 293 721 196
Solde Budgétaire de base			18 872 751 083
Dons	25 946 956 438		
Appui budgétaire global	4 316 000 000	Dépenses de Capital	64 346 081 884
Aide projets	21 630 956 438	Immobilisations	853 618 737
		Programmes et Projets	56 843 830 801
Financement	19 526 374 363	Trésor Public	15 686 500 000
Tirages sur emprunt	6 648 066 386	Annulation dette FMI	3 269 935 560
Bons du Trésor	0	Autres Financements	9 608 372 417
Autres financements internes des projets	12 878 307 977	Dons et emprunts	28 279 022 825
		Amortissement de la Dette	6 648 632 346

DÉTAIL DES OPÉRATIONS

Article 56.- Les crédits du Budget pour l'exercice fiscal 2015-2016 sont répartis par entité administrative et par titre de dépenses tels qu'indiqués dans le tableau ci-après :

BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 15-16	Pond.	Crédits d'investissement 15-16	Pond.	Total des crédits 15-16	Pond.
	TOTAL	65 836 000 000	100,0%	56 843 830 801	100,0%	122 679 830 801	100,0%
1	POUVOIR EXECUTIF	59 663 514 613	90,6%	56 202 330 801	98,9%	115 865 845 415	94,4%
11	SECTEUR ECONOMIQUE	8 485 736 881	12,9%	38 873 560 348	68,4%	47 359 297 229	38,6%
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	969 912 527	1,5%	6 286 050 501	11,1%	7 255 963 028	5,9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	405 373 902	0,6%	0	0,0%	405 373 902	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	198 275 778	0,3%	1 469 853 805	2,6%	1 668 129 583	1,4%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	16 163 548	0,0%	4 486 196 696	7,9%	4 502 360 244	3,7%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	189 099 300	0,3%	0	0,0%	189 099 300	0,2%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	161 000 000	0,2%	330 000 000	0,6%	491 000 000	0,4%
TITRE VII	Opérations financières	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 455 219 069	6,8%	3 968 796 880	7,0%	8 424 015 949	6,9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 627 511 587	4,0%	0	0,0%	2 627 511 587	2,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 189 126 986	1,8%	664 861 334	1,2%	1 853 988 319	1,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	163 243 133	0,2%	3 303 916 774	5,8%	3 467 159 907	2,8%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4 609 346	0,0%	18 772	0,0%	4 628 118	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	470 728 018	0,7%	0	0,0%	470 728 018	0,4%
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	1 065 882 070	1,6%	10 829 285 861	19,1%	11 895 167 931	9,7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	804 863 485	1,2%	0	0,0%	804 863 485	0,7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	159 378 955	0,2%	1 734 613 058	3,1%	1 893 992 013	1,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	49 387 229	0,1%	7 775 328 347	13,7%	7 824 715 576	6,4%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10 306 618	0,0%	1 319 344 456	2,3%	1 329 651 074	1,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	41 945 783	0,1%	0	0,0%	41 945 783	0,0%
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	975 105 481	1,5%	15 068 223 597	26,5%	16 043 329 078	13,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	688 849 273	1,0%	0	0,0%	688 849 273	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	269 992 458	0,4%	272 000 000	0,5%	541 992 458	0,4%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 315 205	0,0%	14 796 223 597	26,0%	14 806 538 802	12,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	700 476	0,0%	0	0,0%	700 476	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5 248 070	0,0%	0	0,0%	5 248 070	0,0%
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 345 859	0,8%	1 821 598 247	3,2%	2 323 944 107	1,9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	358 022 502	0,5%	0	0,0%	358 022 502	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	131 302 262	0,2%	27 322 602	0,0%	158 624 864	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7 700 000	0,0%	765 981 463	1,3%	773 681 462	0,6%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 500 000	0,0%	1 012 294 183	1,8%	1 013 794 183	0,8%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3 821 096	0,0%	16 000 000	0,0%	19 821 096	0,0%
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	343 298 352	0,5%	384 500 000	0,7%	727 798 352	0,6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	244 722 496	0,4%	0	0,0%	244 722 496	0,2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	65 067 944	0,1%	142 000 000	0,2%	207 067 944	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 867 355	0,0%	242 500 000	0,4%	253 367 355	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7 959 574	0,0%	0	0,0%	7 959 574	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	14 680 983	0,0%	0	0,0%	14 680 983	0,0%
1117	MINISTERE DU TOURISME	173 973 522	0,3%	515 105 262	0,9%	689 078 784	0,6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	115 187 475	0,2%	0	0,0%	115 187 475	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	40 156 047	0,1%	201 947 367	0,4%	242 103 414	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	6 630 000	0,0%	313 157 895	0,6%	319 787 895	0,3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	12 000 000	0,0%	0	0,0%	12 000 000	0,0%
12	SECTEUR POLITIQUE	17 254 042 442	26,2%	2 173 348 418	3,8%	19 427 390 860	15,8%
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	9 689 360 697	14,7%	1 173 125 000	2,1%	10 862 485 697	8,9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	7 442 301 894	11,3%	0	0,0%	7 442 301 894	6,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 803 482 731	2,7%	82 125 000	0,1%	1 885 607 731	1,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	76 663 430	0,1%	1 091 000 000	1,9%	1 167 663 430	1,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	35 296 463	0,1%	0	0,0%	35 296 463	0,0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	331 616 178	0,5%	0	0,0%	331 616 178	0,3%

BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 15-16	Pond.	Crédits d'investissement 15- 16	Pond.	Total des crédits 15-16	Pond.
TOTAL		65 836 000 000	100,0%	56 843 830 801	100,0%	122 679 830 801	100,0%
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	89 125 427	0,1%	0	0,0%	89 125 427	0,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	45 897 767	0,1%	0	0,0%	45 897 767	0,0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19 295 540	0,0%	0	0,0%	19 295 540	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 208 051	0,0%	0	0,0%	3 208 051	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	140 095	0,0%	0	0,0%	140 095	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	20 583 974	0,0%	0	0,0%	20 583 974	0,0%
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 774 357 888	4,2%	0	0,0%	2 774 357 888	2,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	313 902 311	0,5%	0	0,0%	313 902 311	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	73 985 993	0,1%	0	0,0%	73 985 993	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	26 093 869	0,0%	0	0,0%	26 093 869	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 360 375 715	3,6%	0	0,0%	2 360 375 715	1,9%
1214	LA PRESIDENCE	1 193 674 740	1,8%	0	0,0%	1 193 674 740	1,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	529 969 470	0,8%	0	0,0%	529 969 470	0,4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	277 970 596	0,4%	0	0,0%	277 970 596	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	37 354 661	0,1%	0	0,0%	37 354 661	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3 263 624	0,0%	0	0,0%	3 263 624	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	345 116 389	0,5%	0	0,0%	345 116 389	0,3%
1215	LA PRIMATURE	1 648 701 291	2,5%	196 823 418	0,3%	1 845 524 709	1,5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	643 791 688	1,0%	0	0,0%	643 791 688	0,5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	432 205 007	0,7%	196 823 418	0,3%	629 028 425	0,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	42 200 306	0,1%	0	0,0%	42 200 306	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	90 648 373	0,1%	0	0,0%	90 648 373	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	439 855 917	0,7%	0	0,0%	439 855 917	0,4%
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 458 467 731	2,2%	783 400 000	1,4%	2 241 867 731	1,8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	739 680 427	1,1%	0	0,0%	739 680 427	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	413 722 918	0,6%	139 400 000	0,2%	553 122 918	0,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	31 030 328	0,0%	638 000 000	1,1%	669 030 328	0,5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	8 500 000	0,0%	0	0,0%	8 500 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	265 534 057	0,4%	6 000 000	0,0%	271 534 057	0,2%
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	400 354 669	0,6%	20 000 000	0,0%	420 354 669	0,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	160 088 915	0,2%	0	0,0%	160 088 915	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	44 117 262	0,1%	0	0,0%	44 117 262	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	20 000 000	0,0%	20 000 000	0,0%	40 000 000	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	50 000 000	0,1%	0	0,0%	50 000 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	126 148 492	0,2%	0	0,0%	126 148 492	0,1%
13	SECTEUR SOCIAL	15 541 359 119	23,6%	14 896 422 036	26,2%	30 437 781 155	24,8%
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	10 492 148 108	15,9%	10 703 083 942	18,8%	21 195 232 050	17,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	8 093 492 364	12,3%	0	0,0%	8 093 492 364	6,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1 459 708 482	2,2%	10 440 543 742	18,4%	11 900 252 224	9,7%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	54 925 984	0,1%	188 300 000	0,3%	243 225 984	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	435 533 834	0,7%	74 240 200	0,1%	509 774 034	0,4%
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	448 487 444	0,7%	0	0,0%	448 487 444	0,4%
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	918 335 723	1,4%	858 907 694	1,5%	1 777 243 417	1,4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	716 762 332	1,1%	0	0,0%	716 762 332	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	127 073 160	0,2%	0	0,0%	127 073 160	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14 784 098	0,0%	233 920 000	0,4%	248 704 098	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 000 000	0,0%	624 987 694	1,1%	625 987 694	0,5%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	58 716 133	0,1%	0	0,0%	58 716 133	0,0%

BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 15-16	Pond.	Crédits d'investissement 15- 16	Pond.	Total des crédits 15-16	Pond.
TOTAL		65 836 000 000	100,0%	56 843 830 801	100,0%	122 679 830 801	100,0%
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 521 822 201	5,3%	3 100 930 400	5,5%	6 622 752 601	5,4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2 987 264 595	4,5%	0	0,0%	2 987 264 595	2,4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	270 998 027	0,4%	905 500 000	1,6%	1 176 498 027	1,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	28 221 682	0,0%	2 195 430 400	3,9%	2 223 652 082	1,8%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7 344 765	0,0%	0	0,0%	7 344 765	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	227 993 133	0,3%	0	0,0%	227 993 133	0,2%
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	135 192 832	0,2%	40 000 000	0,1%	175 192 832	0,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	107 454 387	0,2%	0	0,0%	107 454 387	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	18 916 986	0,0%	15 000 000	0,0%	33 916 986	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 990 253	0,0%	25 000 000	0,0%	26 990 253	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6 831 207	0,0%	0	0,0%	6 831 207	0,0%
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	473 860 255	0,7%	193 500 000	0,3%	667 360 255	0,5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	322 609 767	0,5%	0	0,0%	322 609 767	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	94 070 402	0,1%	143 500 000	0,3%	237 570 402	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15 713 272	0,0%	50 000 000	0,1%	65 713 272	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1 500 000	0,0%	0	0,0%	1 500 000	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	39 966 814	0,1%	0	0,0%	39 966 814	0,0%
14	SECTEUR CULTUREL	1 516 959 717	2,3%	259 000 000	0,5%	1 775 959 717	1,4%
1411	MINISTERE DES CULTES	159 152 190	0,2%	10 000 000	0,0%	169 152 190	0,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	77 418 799	0,1%	0	0,0%	77 418 799	0,1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	13 389 882	0,0%	0	0,0%	13 389 882	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3 000 000	0,0%	10 000 000	0,0%	13 000 000	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	63 992 786	0,1%	0	0,0%	63 992 786	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 350 723	0,0%	0	0,0%	1 350 723	0,0%
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1 072 818 515	1,6%	224 000 000	0,4%	1 296 818 515	1,1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	447 792 279	0,7%	0	0,0%	447 792 279	0,4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	458 518 395	0,7%	50 000 000	0,1%	508 518 395	0,4%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14 266 572	0,0%	174 000 000	0,3%	188 266 572	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	26 217 431	0,0%	0	0,0%	26 217 431	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	126 023 838	0,2%	0	0,0%	126 023 838	0,1%
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	284 989 013	0,4%	25 000 000	0,0%	309 989 013	0,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	209 452 166	0,3%	0	0,0%	209 452 166	0,2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	55 156 194	0,1%	25 000 000	0,0%	80 156 194	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7 335 559	0,0%	0	0,0%	7 335 559	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	13 045 093	0,0%	0	0,0%	13 045 093	0,0%
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	16 865 416 454	25,6%	0	0,0%	16 865 416 454	13,7%
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	7 923 062 912	12,0%	0	0,0%	7 923 062 912	6,5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 000 001	0,0%	0	0,0%	10 000 001	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	5 172 587 912	7,9%	0	0,0%	5 172 587 912	4,2%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 740 475 000	4,2%	0	0,0%	2 740 475 000	2,2%
TITRE VII	Opérations financières	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
1512	DETTE PUBLIQUE	8 942 353 541	13,6%	0	0,0%	8 942 353 541	7,3%
TITRE V	Service de la Dette Publique	8 942 353 541	13,6%	0	0,0%	8 942 353 541	7,3%
2	POUVOIR LEGISLATIF	3 161 686 457	4,8%	175 000 000	0,3%	3 336 686 457	2,7%
22	SECTEUR POLITIQUE	3 161 686 457	4,8%	175 000 000	0,3%	3 336 686 457	2,7%
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 079 424 684	1,6%	175 000 000	0,3%	1 254 424 684	1,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	613 924 683	0,9%	0	0,0%	613 924 683	0,5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	234 000 001	0,4%	0	0,0%	234 000 001	0,2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	48 000 000	0,1%	175 000 000	0,3%	223 000 000	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	147 500 000	0,2%	0	0,0%	147 500 000	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	36 000 000	0,1%	0	0,0%	36 000 000	0,0%

BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR ENTITE ADMINISTRATIVE ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 15-16	Pond.	Crédits d'investissement 15- 16	Pond.	Total des crédits 15-16	Pond.
TOTAL		65 836 000 000	100,0%	56 843 830 801	100,0%	122 679 830 801	100,0%
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	2 082 261 773	3,2%	0	0,0%	2 082 261 773	1,7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1 431 150 269	2,2%	0	0,0%	1 431 150 269	1,2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	372 661 005	0,6%	0	0,0%	372 661 005	0,3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	88 180 499	0,1%	0	0,0%	88 180 499	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	85 470 000	0,1%	0	0,0%	85 470 000	0,1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	104 800 000	0,2%	0	0,0%	104 800 000	0,1%
3	POUVOIR JUDICIAIRE	944 314 866	1,4%	85 000 000	0,1%	1 029 314 866	0,8%
32	SECTEUR POLITIQUE	944 314 866	1,4%	85 000 000	0,1%	1 029 314 866	0,8%
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	944 314 866	1,4%	85 000 000	0,1%	1 029 314 866	0,8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	796 332 755	1,2%	0	0,0%	796 332 755	0,6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	90 250 316	0,1%	85 000 000	0,1%	175 250 316	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	40 463 447	0,1%	0	0,0%	40 463 447	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	280 190	0,0%	0	0,0%	280 190	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	16 988 157	0,0%	0	0,0%	16 988 157	0,0%
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	2 066 484 064	3,1%	381 500 000	0,7%	2 447 984 064	2,0%
41	SECTEUR ECONOMIQUE	602 374 332	0,9%	207 500 000	0,4%	809 874 332	0,7%
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	602 374 332	0,9%	207 500 000	0,4%	809 874 332	0,7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	405 410 609	0,6%	0	0,0%	405 410 609	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	58 469 563	0,1%	0	0,0%	58 469 563	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	12 205 253	0,0%	207 500 000	0,4%	219 705 253	0,2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	581 157	0,0%	0	0,0%	581 157	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	125 707 749	0,2%	0	0,0%	125 707 749	0,1%
42	SECTEUR POLITIQUE	395 240 782	0,6%	0	0,0%	395 240 782	0,3%
4211	CONSEIL ELECTORAL	351 240 782	0,5%	0	0,0%	351 240 782	0,3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	307 128 595	0,5%	0	0,0%	307 128 595	0,3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	28 312 184	0,0%	0	0,0%	28 312 184	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9 500 002	0,0%	0	0,0%	9 500 002	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6 300 001	0,0%	0	0,0%	6 300 001	0,0%
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	44 000 000	0,1%	0	0,0%	44 000 000	0,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	26 949 737	0,0%	0	0,0%	26 949 737	0,0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 875 263	0,0%	0	0,0%	12 875 263	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 175 000	0,0%	0	0,0%	4 175 000	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
43	SECTEUR SOCIAL	1 046 837 751	1,6%	174 000 000	0,3%	1 220 837 751	1,0%
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 046 837 751	1,6%	174 000 000	0,3%	1 220 837 751	1,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	874 106 596	1,3%	0	0,0%	874 106 596	0,7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	172 731 155	0,3%	1 887 600	0,0%	174 618 755	0,1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0,0%	172 112 400	0,3%	172 112 400	0,1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
44	SECTEUR CULTUREL	22 031 200	0,0%	0	0,0%	22 031 200	0,0%
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	22 031 200	0,0%	0	0,0%	22 031 200	0,0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	13 532 658	0,0%	0	0,0%	13 532 658	0,0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	8 498 542	0,0%	0	0,0%	8 498 542	0,0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 Inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL	56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1 POUVOIR EXECUTIF	51 582 472 011	59 663 514 613	8 081 042 602	52 649 186 883	56 202 330 801	3 553 143 918	104 231 658 894	115 865 845 415	11 634 186 520
11 SECTEUR ECONOMIQUE	7 361 683 760	8 485 736 881	1 124 053 121	33 936 916 234	38 873 560 348	4 936 644 114	41 298 599 995	47 359 297 229	6 060 697 234
1111 MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	766 050 280	969 912 527	203 862 247	6 235 576 472	6 286 050 501	50 474 029	7 001 626 752	7 255 963 028	254 336 276
1111-1 SERVICES INTERNES	766 050 280	969 912 527	203 862 247	6 235 576 472	6 286 050 501	50 474 029	7 001 626 752	7 255 963 028	254 336 276
1111-1-11- BUREAU DU MINISTRE	81 069 424	96 599 300	15 529 876	0	0	0	81 069 424	96 599 300	15 529 876
TITRE I Dépenses de Personnel	28 500 756	33 000 000	4 499 244	0	0	0	28 500 756	33 000 000	4 499 244
TITRE II Dépenses de Biens et Services	9 605 400	15 000 000	5 394 600	0	0	0	9 605 400	15 000 000	5 394 600
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	128 139	2 500 000	2 371 861	0	0	0	128 139	2 500 000	2 371 861
TITRE IV Dépenses de Transferts	1 100 000	1 099 300	-700	0	0	0	1 100 000	1 099 300	-700
TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	41 735 129	45 000 000	3 264 871	0	0	0	41 735 129	45 000 000	3 264 871
TITRE VII Opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1111-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	587 906 796	741 663 548	153 756 752	6 198 576 472	6 222 742 372	24 165 900	6 786 483 267	6 964 405 919	177 922 652
TITRE I Dépenses de Personnel	248 385 662	302 000 000	53 614 338	0	0	0	248 385 662	302 000 000	53 614 338
TITRE II Dépenses de Biens et Services	71 000 232	122 000 000	50 999 768	1 183 153 803	1 410 153 805	227 000 002	1 254 154 035	1 532 153 805	277 999 770
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	2 615 382	13 663 548	11 048 166	4 641 612 367	4 482 588 567	-159 023 800	4 644 227 749	4 496 252 115	-147 975 634
TITRE IV Dépenses de Transferts	188 572 773	188 000 000	-572 773	0	0	0	188 572 773	188 000 000	-572 773
TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	77 332 747	116 000 000	38 667 253	373 810 302	330 000 000	-43 810 302	451 143 049	446 000 000	-5 143 049
1111-1-13- CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE (CTPEA)	55 324 709	60 544 463	5 219 754	5 000 000	3 608 130	-1 391 871	60 324 709	64 152 593	3 827 884
TITRE I Dépenses de Personnel	38 227 358	33 254 461	-4 972 897	0	0	0	38 227 358	33 254 461	-4 972 897
TITRE II Dépenses de Biens et Services	17 097 351	27 290 002	10 192 651	0	0	0	17 097 351	27 290 002	10 192 651
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	5 000 000	3 608 130	-1 391 871	5 000 000	3 608 130	-1 391 871
TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1111-1-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	16 716 152	20 350 506	3 634 354	5 000 000	5 000 000	0	21 716 152	25 350 506	3 634 354
TITRE I Dépenses de Personnel	16 076 947	16 364 730	287 783	0	0	0	16 076 947	16 364 730	287 783
TITRE II Dépenses de Biens et Services	639 205	3 985 776	3 346 571	5 000 000	5 000 000	0	5 639 205	8 985 776	3 346 571
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1111-1-15- CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	25 033 200	50 754 711	25 721 511	27 000 000	54 700 000	27 700 000	52 033 200	105 454 711	53 421 511
TITRE I Dépenses de Personnel	20 445 213	20 754 711	309 498	0	0	0	20 445 213	20 754 711	309 498
TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 587 987	30 000 000	25 412 013	27 000 000	54 700 000	27 700 000	31 587 987	84 700 000	53 112 013
TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	3 975 505 518	4 455 219 069	479 713 552	2 320 768 137	3 968 796 880	1 648 028 743	6 296 273 655	8 424 015 949	2 127 742 294
11121 SERVICES INTERNES	868 906 978	1 090 906 978	222 000 001	1 853 471 141	2 980 273 627	1 126 802 487	2 722 378 118	4 071 180 606	1 348 802 487
1112-1-11- BUREAU DU MINISTRE	55 697 669	55 697 669	0	0	0	0	55 697 669	55 697 669	0
TITRE I Dépenses de Personnel	28 942 575	28 942 575	0	0	0	0	28 942 575	28 942 575	0
TITRE II Dépenses de Biens et Services	12 999 861	12 999 861	0	0	0	0	12 999 861	12 999 861	0
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	13 755 232	13 755 232	0	0	0	0	13 755 232	13 755 232	0
1112-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	663 427 492	823 427 492	160 000 000	1 841 471 141	2 973 273 627	1 131 802 487	2 504 898 633	3 796 701 119	1 291 802 487
TITRE I Dépenses de Personnel	369 307 981	394 307 981	25 000 000	0	0	0	369 307 981	394 307 981	25 000 000
TITRE II Dépenses de Biens et Services	88 428 845	88 428 845	0	291 024 556	147 694 667	-143 329 889	379 453 400	236 123 512	-143 329 889
TITRE III Dépenses d'Immobilisations	17 102 667	17 102 667	0	1 517 546 585	2 825 560 188	1 308 013 603	1 534 649 252	2 842 662 855	1 308 013 603
TITRE IV Dépenses de Transferts	538 000	538 000	0	32 900 000	18 772	-32 881 228	33 438 000	556 772	-32 881 228
TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI Autres dépenses publiques	188 050 000	323 050 000	135 000 000	0	0	0	188 050 000	323 050 000	135 000 000
1112-1-19- FAES	10 086 849	12 086 849	2 000 000	0	0	0	10 086 849	12 086 849	2 000 000

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 Inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
	TITRE I Dépenses de Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 086 849	12 086 849	2 000 000	0	0	0	10 086 849	12 086 849	2 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1112-1-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION		91 198 893	141 198 893	50 000 000	6 000 000	0	-6 000 000	91 198 893	141 198 893	44 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	71 418 158	98 839 225	27 421 067	0	0	0	71 418 158	98 839 225	27 421 067
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	19 780 735	42 359 668	22 578 933	0	0	0	19 780 735	42 359 668	22 578 933
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	0	0	0	6 000 000	0	-6 000 000	6 000 000	0	-6 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1112-1-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE		48 398 875	58 398 875	10 000 000	6 000 000	7 000 000	1 000 000	54 398 875	65 398 875	11 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	32 158 200	32 516 012	357 813	0	0	0	32 158 200	32 516 012	357 813
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	16 240 675	25 882 862	9 642 188	6 000 000	7 000 000	1 000 000	22 240 675	32 882 862	10 642 188
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1112-1-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES		97 200	97 200	0	0	0	0	97 200	97 200	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	97 200	97 200	0	0	0	0	97 200	97 200	0
1112-1-28- SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR ET BUDGETS ANNEXES		0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE		88 204 999	93 204 999	5 000 000	73 000 000	441 666 667	368 666 667	161 204 999	534 871 666	373 666 667
	TITRE I Dépenses de Personnel	66 366 635	80 094 850	13 728 215	0	0	0	66 366 635	80 094 850	13 728 215
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	11 332 897	12 410 149	1 077 252	73 000 000	441 666 667	368 666 667	84 332 897	454 076 816	369 743 919
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	1 582 227	500 000	-1 082 227	0	0	0	1 582 227	500 000	-1 082 227
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	8 923 240	200 000	-8 723 240	0	0	0	8 923 240	200 000	-8 723 240
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET		120 191 191	160 604 743	40 413 552	15 000 000	35 000 000	20 000 000	135 191 191	195 604 743	60 413 552
	TITRE I Dépenses de Personnel	78 228 485	99 228 485	21 000 000	0	0	0	78 228 485	99 228 485	21 000 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	26 513 584	32 213 584	5 700 001	5 000 000	20 000 000	15 000 000	31 513 584	52 213 584	20 700 001
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	2 867 660	5 037 660	2 170 000	10 000 000	15 000 000	5 000 000	12 867 660	20 037 660	7 170 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	660 000	660 000	0	0	0	0	660 000	660 000
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	12 581 483	23 465 034	10 883 551	0	0	0	12 581 483	23 465 034	10 883 551
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS		1 040 999 073	1 179 999 073	139 000 000	198 840 120	100 000 000	-98 840 120	1 239 839 193	1 279 999 073	40 159 880
	TITRE I Dépenses de Personnel	668 144 180	903 010 972	234 866 813	0	0	0	668 144 180	903 010 972	234 866 813
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	249 950 281	249 168 888	-781 393	25 000 000	40 000 000	15 000 000	274 950 281	289 168 888	14 218 607
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	25 903 667	12 419 213	-13 484 454	173 840 120	60 000 000	-113 840 120	199 743 787	72 419 213	-127 324 574
	TITRE IV Dépenses de Transferts	180 762	400 000	219 238	0	0	0	180 762	400 000	219 238
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	96 820 204	15 000 000	-81 820 204	0	0	0	96 820 204	15 000 000	-81 820 204
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES		1 780 461 929	1 850 461 930	70 000 001	180 456 876	403 356 586	222 899 709	1 960 918 806	2 253 818 516	292 899 711
	TITRE I Dépenses de Personnel	730 832 056	947 773 353	216 941 296	0	0	0	730 832 056	947 773 353	216 941 296
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	837 496 754	689 897 884	-147 598 870	0	0	0	837 496 754	689 897 884	-147 598 870
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	117 123 952	127 123 952	9 999 999	180 456 876	403 356 586	222 899 709	297 580 829	530 480 537	232 899 709
	TITRE IV Dépenses de Transferts	3 169 838	3 011 346	-158 492	0	0	0	3 169 838	3 011 346	-158 492
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	91 839 328	82 655 395	-9 183 933	0	0	0	91 839 328	82 655 395	-9 183 933

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
	TOTAL	56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1112-2-25-	INSPECTION GENERALE DES FINANCES	76 741 347	80 041 346	3 299 998	0	8 500 000	8 500 000	76 741 347	88 541 346	11 799 998
	TITRE I Dépenses de Personnel	41 400 933	42 700 933	1 300 000	0	0	0	41 400 933	42 700 933	1 300 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	22 311 275	23 678 414	1 367 139	0	8 500 000	8 500 000	22 311 275	32 178 414	9 867 139
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	1 059 643	1 059 642	-1	0	0	0	1 059 643	1 059 642	-1
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	11 969 496	12 602 356	632 861	0	0	0	11 969 496	12 602 356	632 861
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	788 518 414	1 065 882 070	277 363 656	5 780 066 309	10 829 285 861	5 049 219 552	6 568 584 723	11 895 167 931	5 326 583 208
11131	SERVICES INTERNES	788 518 414	1 065 882 070	277 363 656	5 780 066 309	10 829 285 861	5 049 219 552	6 568 584 723	11 895 167 931	5 326 583 208
1113-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	67 473 785	69 589 799	2 116 013	0	0	0	67 473 785	69 589 799	2 116 013
	TITRE I Dépenses de Personnel	33 235 774	39 625 165	6 389 392	0	0	0	33 235 774	39 625 165	6 389 392
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 772 552	2 986 832	1 214 280	0	0	0	1 772 552	2 986 832	1 214 280
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	1 810 174	2 660 175	850 002	0	0	0	1 810 174	2 660 175	850 002
	TITRE IV Dépenses de Transferts	806 618	5 306 618	4 500 000	0	0	0	806 618	5 306 618	4 500 000
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	29 848 668	19 011 008	-10 837 660	0	0	0	29 848 668	19 011 008	-10 837 660
1113-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	537 352 419	798 600 082	261 247 643	5 780 066 309	10 829 285 861	5 049 219 552	6 317 418 728	11 627 885 923	5 310 467 195
	TITRE I Dépenses de Personnel	487 731 245	599 341 853	111 610 608	0	0	0	487 731 245	599 341 853	111 610 608
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	32 972 999	124 596 380	91 623 382	1 099 600 418	1 734 613 058	635 012 640	1 132 573 417	1 859 209 438	726 636 022
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	8 577 056	46 727 054	38 149 998	3 164 869 835	7 775 328 347	4 610 458 512	3 173 446 891	7 822 055 401	4 648 608 510
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	5 000 000	5 000 000	1 515 596 056	1 319 344 456	-196 251 600	1 515 596 056	1 324 344 456	-191 251 600
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	8 071 119	22 934 775	14 863 656	0	0	0	8 071 119	22 934 775	14 863 656
1113-1-13-	ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	98 471 835	103 471 835	5 000 000	0	0	0	98 471 835	103 471 835	5 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	91 623 243	94 623 243	3 000 000	0	0	0	91 623 243	94 623 243	3 000 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 848 591	8 848 591	2 000 000	0	0	0	6 848 591	8 848 591	2 000 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1113-1-14-	INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	62 523 920	67 523 920	5 000 000	0	0	0	62 523 920	67 523 920	5 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	51 450 445	54 450 445	3 000 000	0	0	0	51 450 445	54 450 445	3 000 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	11 073 475	13 073 475	2 000 000	0	0	0	11 073 475	13 073 475	2 000 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1113-1-16-	INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	9 218 595	11 718 595	2 499 999	0	0	0	9 218 595	11 718 595	2 499 999
	TITRE I Dépenses de Personnel	8 128 880	8 128 880	0	0	0	0	8 128 880	8 128 880	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 089 715	3 589 715	2 499 999	0	0	0	1 089 715	3 589 715	2 499 999
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1113-1-17-	ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	13 477 860	14 977 860	1 500 000	0	0	0	13 477 860	14 977 860	1 500 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	8 693 898	8 693 898	0	0	0	0	8 693 898	8 693 898	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 783 962	6 283 962	1 500 000	0	0	0	4 783 962	6 283 962	1 500 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	882 264 437	975 105 481	92 841 044	17 933 355 582	15 068 223 597	-2 865 131 985	18 815 620 018	16 043 329 078	-2 772 290 940
11141	SERVICES INTERNES	882 264 437	975 105 481	92 841 044	17 933 355 582	15 068 223 597	(2 865 131 985)	18 815 620 018	16 043 329 078	(2 772 290 940)
1114-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	44 656 933	58 722 404	14 065 471	0	0	0	44 656 933	58 722 404	14 065 471
	TITRE I Dépenses de Personnel	40 534 360	41 257 058	722 698	0	0	0	40 534 360	41 257 058	722 698
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	2 390 930	9 147 431	6 756 501	0	0	0	2 390 930	9 147 431	6 756 501
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	1 331 643	7 150 455	5 818 812	0	0	0	1 331 643	7 150 455	5 818 812
	TITRE IV Dépenses de Transferts	350 000	700 476	350 476	0	0	0	350 000	700 476	350 476
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	50 000	466 984	416 984	0	0	0	50 000	466 984	416 984

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 Inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1114-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	489 248 296	537 984 672	48 736 376	15 031 635 007	13 948 223 597	-1 083 411 410	15 520 883 303	14 486 208 269	-1 034 675 034
TITRE I	Dépenses de Personnel	364 858 517	376 892 485	12 033 968	0	0	0	364 858 517	376 892 485	12 033 968
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	123 596 622	153 146 351	29 549 730	267 227 270	207 000 000	-60 227 270	390 823 892	360 146 351	-30 677 540
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	520 657	3 164 749	2 644 092	14 759 237 737	13 741 223 597	-1 018 014 140	14 759 758 394	13 744 388 346	-1 015 370 047
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	5 170 000	0	-5 170 000	5 170 000	0	-5 170 000
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	272 500	4 781 086	4 508 586	0	0	0	272 500	4 781 086	4 508 586
1114-1-15-	LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	22 892 360	23 093 809	201 449	5 000 000	40 000 000	35 000 000	27 892 360	63 093 809	35 201 449
TITRE I	Dépenses de Personnel	19 867 323	19 732 653	-134 671	0	0	0	19 867 323	19 732 653	-134 671
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3 025 037	3 361 157	336 120	0	0	0	3 025 037	3 361 157	336 120
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	5 000 000	40 000 000	35 000 000	5 000 000	40 000 000	35 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114-1-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	47 416 870	53 031 809	5 614 938	0	30 000 000	30 000 000	47 416 870	83 031 809	35 614 938
TITRE I	Dépenses de Personnel	41 882 425	41 882 425	0	0	0	0	41 882 425	41 882 425	0
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5 534 446	11 149 384	5 614 938	0	30 000 000	30 000 000	5 534 446	41 149 384	35 614 938
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114-1-17-	SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	27 823 233	35 000 000	7 176 767	0	0	0	27 823 233	35 000 000	7 176 767
TITRE I	Dépenses de Personnel	19 589 080	19 217 410	-371 670	0	0	0	19 589 080	19 217 410	-371 670
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	8 234 152	15 782 590	7 548 438	0	0	0	8 234 152	15 782 590	7 548 438
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114-1-18-	CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7 266 274	7 740 558	474 284	0	0	0	7 266 274	7 740 558	474 284
TITRE I	Dépenses de Personnel	6 839 417	7 255 598	416 181	0	0	0	6 839 417	7 255 598	416 181
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	426 856	484 960	58 104	0	0	0	426 856	484 960	58 104
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114-1-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	47 686 752	50 000 000	2 313 248	35 000 000	35 000 000	0	82 686 752	85 000 000	2 313 248
TITRE I	Dépenses de Personnel	39 431 184	43 304 432	3 873 247	0	0	0	39 431 184	43 304 432	3 873 247
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	8 255 568	6 695 568	-1 559 999	35 000 000	35 000 000	0	43 255 568	41 695 568	-1 559 999
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE V	Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114-1-20-	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 506 948	4 994 417	487 469	0	0	0	4 506 948	4 994 417	487 469
TITRE I	Dépenses de Personnel	119 730	119 730	0	0	0	0	119 730	119 730	0
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4 387 218	4 874 687	487 469	0	0	0	4 387 218	4 874 687	487 469
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1114-1-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	134 210 096	145 315 129	11 105 033	940 000 000	950 000 000	10 000 000	1 074 210 096	1 095 315 129	21 105 033
TITRE I	Dépenses de Personnel	81 244 799	86 464 799	5 220 000	0	0	0	81 244 799	86 464 799	5 220 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	52 965 297	58 850 330	5 885 033	0	0	0	52 965 297	58 850 330	5 885 033
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	940 000 000	950 000 000	10 000 000	940 000 000	950 000 000	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1114-1-22-	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	56 556 675	59 222 683	2 666 009	1 921 720 575	65 000 000	-1 856 720 575	1 978 277 250	124 222 683	-1 854 054 566
	TITRE I Dépenses de Personnel	47 535 647	52 722 683	5 187 036	0	0	0	47 535 647	52 722 683	5 187 036
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	9 021 028	6 500 000	-2 521 028	629 720 575	0	-629 720 575	638 741 603	6 500 000	-632 241 603
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	1 292 000 000	65 000 000	-1 227 000 000	1 292 000 000	65 000 000	-1 227 000 000
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	480 518 288	502 345 859	21 827 571	537 437 226	1 821 598 247	1 284 161 021	1 017 955 514	2 323 944 107	1 305 988 592
11151	SERVICES INTERNES	480 518 288	502 345 859	21 827 571	537 437 226	1 821 598 247	1 284 161 021	1 017 955 514	2 323 944 107	1 305 988 592
1115-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	48 562 884	42 971 096	-5 591 788	0	0	0	48 562 884	42 971 096	-5 591 788
	TITRE I Dépenses de Personnel	33 920 467	21 350 000	-12 570 467	0	0	0	33 920 467	21 350 000	-12 570 467
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	11 434 239	14 000 000	2 565 760	0	0	0	11 434 239	14 000 000	2 565 760
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	3 171 677	3 800 000	628 323	0	0	0	3 171 677	3 800 000	628 323
	TITRE IV Dépenses de Transferts	36 500	1 000 000	963 500	0	0	0	36 500	1 000 000	963 500
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	2 821 096	2 821 096	0	0	0	0	2 821 096	2 821 096
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	236 924 946	223 900 000	-13 024 946	537 437 226	1 821 598 247	1 284 161 021	774 362 172	2 045 498 248	1 271 136 076
	TITRE I Dépenses de Personnel	214 076 111	200 500 001	-13 576 110	0	0	0	214 076 111	200 500 001	-13 576 110
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	18 930 442	18 000 000	-930 443	93 723 728	27 322 602	-66 401 126	112 654 170	45 322 602	-67 331 569
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	1 881 892	3 900 000	2 018 108	233 107 904	765 981 463	532 873 559	234 989 796	769 881 462	534 891 666
	TITRE IV Dépenses de Transferts	36 500	500 000	463 500	210 605 594	1 012 294 183	801 688 589	210 642 094	1 012 794 183	802 152 089
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	2 000 000	1 000 000	-1 000 000	0	16 000 000	16 000 000	2 000 000	17 000 000	15 000 000
1115-1-13-	OFFICE DES POSTES	55 329 670	96 279 392	40 949 722	0	0	0	55 329 670	96 279 392	40 949 722
	TITRE I Dépenses de Personnel	44 564 250	72 884 409	28 320 159	0	0	0	44 564 250	72 884 409	28 320 159
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 765 420	23 394 983	12 629 563	0	0	0	10 765 420	23 394 983	12 629 563
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1115-1-15-	DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	30 213 649	33 434 899	3 221 250	0	0	0	30 213 649	33 434 899	3 221 250
	TITRE I Dépenses de Personnel	16 170 550	18 428 925	2 258 375	0	0	0	16 170 550	18 428 925	2 258 375
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	14 043 099	15 005 974	962 875	0	0	0	14 043 099	15 005 974	962 875
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1115-1-16-	CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	109 487 139	105 760 472	(3 726 667)	-	-	-	109 487 139	105 760 472	(3 726 667)
	TITRE I Dépenses de Personnel	48 585 834	44 859 167	-3 726 667	0	0	0	48 585 834	44 859 167	-3 726 667
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	60 901 305	60 901 305	0	0	0	0	60 901 305	60 901 305	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	308 298 352	343 298 352	35 000 000	750 897 310	384 500 000	-366 397 310	1 059 195 662	727 798 352	-331 397 310
11161	SERVICES INTERNES	308 298 352	343 298 352	35 000 000	750 897 310	384 500 000	(366 397 310)	1 059 195 662	727 798 352	(331 397 310)
1116-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	79 533 980	79 533 980	0	0	0	0	79 533 980	79 533 980	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	49 449 032	49 449 032	0	0	0	0	49 449 032	49 449 032	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	19 418 365	19 418 365	0	0	0	0	19 418 365	19 418 365	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	10 666 583	10 666 583	0	0	0	0	10 666 583	10 666 583	0
1116-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	228 764 372	263 764 372	35 000 001	750 897 310	384 500 000	-366 397 310	979 661 682	648 264 372	-331 397 309
	TITRE I Dépenses de Personnel	159 273 464	195 273 464	36 000 000	0	0	0	159 273 464	195 273 464	36 000 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	46 849 580	45 649 580	-1 200 000	183 000 000	142 000 000	-41 000 000	229 849 580	187 649 580	-42 200 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	10 667 355	10 867 355	200 000	567 897 310	242 500 000	-325 397 310	578 564 665	253 367 355	-325 197 310
	TITRE IV Dépenses de Transferts	7 959 574	7 959 574	0	0	0	0	7 959 574	7 959 574	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	4 014 400	4 014 400	0	0	0	0	4 014 400	4 014 400	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1117	MINISTERE DU TOURISME	160 528 471	173 973 522	13 445 050	378 815 199	515 105 262	136 290 063	539 343 670	689 078 784	149 735 113
11171	SERVICES INTERNES	160 528 471	173 973 522	13 445 050	378 815 199	515 105 262	136 290 063	539 343 670	689 078 784	149 735 113
1117-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	23 151 111	21 550 207	-1 600 905	0	0	0	23 151 111	21 550 207	-1 600 905
	TITRE I Dépenses de Personnel	16 083 668	14 079 009	-2 004 659	0	0	0	16 083 668	14 079 009	-2 004 659
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 468 767	6 971 198	502 431	0	0	0	6 468 767	6 971 198	502 431
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	598 677	500 000	-98 677	0	0	0	598 677	500 000	-98 677
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1117-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	112 202 317	122 748 272	10 545 955	378 815 199	515 105 262	136 290 063	491 017 516	637 853 534	146 836 018
	TITRE I Dépenses de Personnel	75 361 901	84 433 423	9 071 522	0	0	0	75 361 901	84 433 423	9 071 522
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	27 693 663	20 184 849	-7 508 814	172 983 799	201 947 367	28 963 568	200 677 462	222 132 216	21 454 754
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	4 042 187	6 130 000	2 087 813	205 831 400	313 157 895	107 326 495	209 873 587	319 287 895	109 414 308
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	5 104 566	12 000 000	6 895 434	0	0	0	5 104 566	12 000 000	6 895 434
1117-1-13-	ECOLE HOTELIERE	25 175 043	29 675 043	4 500 000	0	0	0	25 175 043	29 675 043	4 500 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	15 175 043	16 675 043	1 500 000	0	0	0	15 175 043	16 675 043	1 500 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 000 000	13 000 000	3 000 000	0	0	0	10 000 000	13 000 000	3 000 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12	SECTEUR POLITIQUE	15 117 705 353	17 254 042 442	2 136 337 089	3 259 773 250	2 173 348 418	-1 086 424 832	18 377 478 603	19 427 390 860	1 049 912 257
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	8 700 137 368	9 689 369 697	989 232 328	1 396 973 250	1 173 125 000	-223 848 250	10 097 110 618	10 862 485 697	765 375 078
12111	SERVICES INTERNES	1 601 192 606	1 608 615 939	7 423 333	564 007 445	773 000 000	208 992 555	2 165 200 051	2 381 615 939	216 415 888
1211-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	37 764 599	35 685 420	-2 079 180	0	0	0	37 764 599	35 685 420	-2 079 180
	TITRE I Dépenses de Personnel	26 823 147	24 243 967	-2 579 180	0	0	0	26 823 147	24 243 967	-2 579 180
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 288 168	6 288 168	0	0	0	0	6 288 168	6 288 168	0
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	1 903 331	2 403 332	500 000	0	0	0	1 903 331	2 403 332	500 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	2 749 953	2 749 953	0	0	0	0	2 749 953	2 749 953	0
1211-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 292 332 548	1 294 829 712	2 497 165	564 007 445	773 000 000	208 992 555	1 856 339 993	2 067 829 712	211 489 720
	TITRE I Dépenses de Personnel	1 036 750 138	1 036 747 302	-2 836	0	0	0	1 036 750 138	1 036 747 302	-2 836
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	155 537 940	155 537 940	0	423 507 445	0	-423 507 445	579 045 385	155 537 940	-423 507 445
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	40 760 100	42 260 100	1 500 000	140 500 000	773 000 000	632 500 000	181 260 100	815 260 100	634 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	59 284 370	60 284 371	1 000 000	0	0	0	59 284 370	60 284 371	1 000 000
1211-1-17-	UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	46 209 422	52 209 421	5 999 999	0	0	0	46 209 422	52 209 421	5 999 999
	TITRE I Dépenses de Personnel	37 605 975	42 500 008	4 894 032	0	0	0	37 605 975	42 500 008	4 894 032
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	8 603 447	9 709 413	1 105 967	0	0	0	8 603 447	9 709 413	1 105 967
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211-1-18-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	53 796 257	53 796 257	0	0	0	0	53 796 257	53 796 257	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	25 214 402	25 214 402	0	0	0	0	25 214 402	25 214 402	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	28 581 855	28 581 855	0	0	0	0	28 581 855	28 581 855	0
1211-1-19-	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	137 095 129	137 095 129	0	0	0	0	137 095 129	137 095 129	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	110 095 121	110 095 121	0	0	0	0	110 095 121	110 095 121	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	27 000 008	27 000 008	0	0	0	0	27 000 008	27 000 008	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1211-1-20-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
	TOTAL	56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1211-1-21-	ECOLE DE LA MAGISTRATURE	33 994 651	35 000 000	1 005 349	0	0	0	33 994 651	35 000 000	1 005 349
	TITRE I Dépenses de Personnel	19 641 441	19 416 103	-225 338	0	0	0	19 641 441	19 416 103	-225 338
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	14 353 210	15 583 897	1 230 687	0	0	0	14 353 210	15 583 897	1 230 687
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
12112	SERVICES EXTERNES	7 098 944 762	8 080 744 758	981 799 995	832 965 805	400 125 000	(432 840 805)	7 931 910 567	8 480 869 758	548 959 190
1211-2-16-	POLICE NATIONALE D'HAITI	7 098 944 762	8 080 744 758	981 799 995	832 965 805	400 125 000	(432 840 805)	7 931 910 567	8 480 869 758	548 959 190
	TITRE I Dépenses de Personnel	5 402 284 995	6 184 084 990	781 799 995	0	0	0	5 402 284 995	6 184 084 990	781 799 995
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 389 363 305	1 589 363 305	200 000 000	225 954 654	82 125 000	-143 829 654	1 615 317 959	1 671 488 305	56 170 346
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	31 999 999	31 999 999	0	603 011 151	318 000 000	-285 011 151	635 011 150	349 999 999	-285 011 151
	TITRE IV Dépenses de Transferts	35 296 463	35 296 463	0	0	0	0	35 296 463	35 296 463	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	240 000 000	240 000 000	0	4 000 000	0	-4 000 000	244 000 000	240 000 000	-4 000 000
1212	MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	77 309 109	89 125 427	11 816 318	24 000 000	0	-24 000 000	101 309 109	89 125 427	-12 183 682
12121	SERVICES INTERNES	77 309 109	89 125 427	11 816 318	24 000 000	-	(24 000 000)	101 309 109	89 125 427	(12 183 682)
1212-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	24 491 862	27 035 874	2 544 012	0	0	0	24 491 862	27 035 874	2 544 012
	TITRE I Dépenses de Personnel	12 125 697	12 125 697	0	0	0	0	12 125 697	12 125 697	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	2 911 620	3 436 115	524 495	0	0	0	2 911 620	3 436 115	524 495
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	140 000	140 095	95	0	0	0	140 000	140 095	95
	TITRE VI Autres dépenses publiques	9 314 545	11 333 967	2 019 422	0	0	0	9 314 545	11 333 967	2 019 422
1212-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	52 817 247	62 089 553	9 272 306	24 000 000	0	-24 000 000	76 817 247	62 089 553	-14 727 694
	TITRE I Dépenses de Personnel	33 772 069	33 772 069	0	0	0	0	33 772 069	33 772 069	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	14 850 363	15 859 425	1 009 062	24 000 000	0	-24 000 000	38 850 363	15 859 425	-22 990 938
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	130 985	3 208 051	3 077 066	0	0	0	130 985	3 208 051	3 077 066
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	4 063 829	9 250 007	5 186 178	0	0	0	4 063 829	9 250 007	5 186 178
1213	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 267 193 160	2 774 357 888	507 164 728	0	0	0	2 267 193 160	2 774 357 888	507 164 728
12131	SERVICES INTERNES	2 267 193 160	2 774 357 888	507 164 728	-	-	-	2 267 193 160	2 774 357 888	507 164 728
1213-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	73 833 001	86 192 215	12 359 214	0	0	0	73 833 001	86 192 215	12 359 214
	TITRE I Dépenses de Personnel	69 000 109	78 545 764	9 545 655	0	0	0	69 000 109	78 545 764	9 545 655
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 832 893	7 646 451	2 813 558	0	0	0	4 832 893	7 646 451	2 813 558
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1213-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2 193 360 158	2 688 165 673	494 805 514	0	0	0	2 193 360 158	2 688 165 673	494 805 514
	TITRE I Dépenses de Personnel	215 666 009	235 356 547	19 690 538	0	0	0	215 666 009	235 356 547	19 690 538
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	83 183 908	66 339 542	-16 844 366	0	0	0	83 183 908	66 339 542	-16 844 366
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	26 731 486	26 093 869	-637 617	0	0	0	26 731 486	26 093 869	-637 617
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	1 867 778 756	2 360 375 715	492 596 959	0	0	0	1 867 778 756	2 360 375 715	492 596 959
1214	LA PRESIDENCE	1 260 283 183	1 193 674 740	-66 608 443	0	0	0	1 260 283 183	1 193 674 740	-66 608 443
12141	SERVICES INTERNES	1 260 283 183	1 193 674 740	(66 608 443)	-	-	-	1 260 283 183	1 193 674 740	(66 608 443)
1214-1-11-	BUREAU DU PRESIDENT	307 375 623	253 504 339	-53 871 284	0	0	0	307 375 623	253 504 339	-53 871 284
	TITRE I Dépenses de Personnel	176 949 068	163 074 160	-13 874 908	0	0	0	176 949 068	163 074 160	-13 874 908
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	70 426 555	30 430 179	-39 996 376	0	0	0	70 426 555	30 430 179	-39 996 376
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0	60 000 000	60 000 000	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 Inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1214-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	415 137 261	358 870 702	-56 266 559	0	0	0	415 137 261	358 870 702	-56 266 559
	TITRE I Dépenses de Personnel	87 034 516	95 787 046	8 752 530	0	0	0	87 034 516	95 787 046	8 752 530
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	220 293 933	182 642 731	-37 651 202	0	0	0	220 293 933	182 642 731	-37 651 202
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	6 399 460	6 924 482	525 022	0	0	0	6 399 460	6 924 482	525 022
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 409 352	2 000 054	590 702	0	0	0	1 409 352	2 000 054	590 702
	TITRE VI Autres dépenses publiques	100 000 000	71 516 389	-28 483 611	0	0	0	100 000 000	71 516 389	-28 483 611
1214-1-13-	SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	468 170 299	511 699 699	43 529 400	0	0	0	468 170 299	511 699 699	43 529 400
	TITRE I Dépenses de Personnel	266 085 888	271 108 263	5 022 375	0	0	0	266 085 888	271 108 263	5 022 375
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	56 820 838	95 327 865	38 507 027	0	0	0	56 820 838	95 327 865	38 507 027
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	1 263 572	1 263 570	-2	0	0	0	1 263 572	1 263 570	-2
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	144 000 000	144 000 000	0	0	0	0	144 000 000	144 000 000	0
1214-1-14-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	69 600 000	69 600 000	0	0	0	0	69 600 000	69 600 000	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	69 600 000	69 600 000	0	0	0	0	69 600 000	69 600 000	0
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	1 361 092 947	1 648 701 291	287 608 344	651 200 000	196 823 418	-454 376 582	2 012 292 947	1 845 524 709	-166 768 238
12151	SERVICES INTERNES	1 323 064 630	1 602 472 974	279 408 344	651 200 000	196 823 418	(454 376 582)	1 974 264 630	1 799 296 391	(174 968 238)
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	315 476 175	418 376 716	102 900 541	0	0	0	315 476 175	418 376 716	102 900 541
	TITRE I Dépenses de Personnel	212 243 382	272 243 382	60 000 000	0	0	0	212 243 382	272 243 382	60 000 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	52 612 254	132 192 085	79 579 831	0	0	0	52 612 254	132 192 085	79 579 831
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	23 905 409	13 941 249	-9 964 161	0	0	0	23 905 409	13 941 249	-9 964 161
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	26 715 129	0	-26 715 129	0	0	0	26 715 129	0	-26 715 129
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	707 328 416	817 046 311	109 717 896	636 200 000	161 823 418	-474 376 582	1 343 528 416	978 869 729	-364 658 687
	TITRE I Dépenses de Personnel	165 865 023	175 565 310	9 700 287	0	0	0	165 865 023	175 565 310	9 700 287
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	126 003 584	141 977 893	15 974 309	616 200 000	161 823 418	-454 376 582	742 203 584	303 801 311	-438 402 273
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	23 538 747	28 259 057	4 720 310	20 000 000	0	-20 000 000	43 538 747	28 259 057	-15 279 690
	TITRE IV Dépenses de Transferts	77 683 154	73 416 673	-4 266 481	0	0	0	77 683 154	73 416 673	-4 266 481
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	314 237 908	397 827 378	83 589 470	0	0	0	314 237 908	397 827 378	83 589 470
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	37 825 685	42 028 539	4 202 854	0	0	0	37 825 685	42 028 539	4 202 854
	TITRE VI Autres dépenses publiques	37 825 685	42 028 539	4 202 854	0	0	0	37 825 685	42 028 539	4 202 854
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	37 488 497	37 424 734	-63 763	0	0	0	37 488 497	37 424 734	-63 763
	TITRE I Dépenses de Personnel	26 562 367	26 562 367	0	0	0	0	26 562 367	26 562 367	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 926 130	10 862 367	-63 763	0	0	0	10 926 130	10 862 367	-63 763
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	22 890 481	31 541 293	8 650 813	0	0	0	22 890 481	31 541 293	8 650 813
	TITRE I Dépenses de Personnel	18 762 119	18 762 119	0	0	0	0	18 762 119	18 762 119	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	4 128 361	12 779 174	8 650 813	0	0	0	4 128 361	12 779 174	8 650 813
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	24 053 968	60 053 972	36 000 004	0	0	0	24 053 968	60 053 972	36 000 004
	TITRE I Dépenses de Personnel	10 504 968	43 467 343	32 962 375	0	0	0	10 504 968	43 467 343	32 962 375
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	13 549 000	16 586 629	3 037 629	0	0	0	13 549 000	16 586 629	3 037 629
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	86 948 195	101 948 195	15 000 000	15 000 000	35 000 000	20 000 000	101 948 195	136 948 195	35 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	70 939 728	64 571 280	-6 368 448	0	0	0	70 939 728	64 571 280	-6 368 448
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	16 008 467	37 376 915	21 368 448	15 000 000	35 000 000	20 000 000	31 008 467	72 376 915	41 368 448
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52 200 000	52 200 000	0	0	0	0	52 200 000	52 200 000	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	52 200 000	52 200 000	0	0	0	0	52 200 000	52 200 000	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	21 621 512	24 621 512	3 000 000	0	0	0	21 621 512	24 621 512	3 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	15 185 063	17 631 072	2 446 009	0	0	0	15 185 063	17 631 072	2 446 009
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 436 449	6 990 440	553 991	0	0	0	6 436 449	6 990 440	553 991
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1215-1-23-	APPUI A LA FORMATION	17 231 701	17 231 701	0	0	0	0	17 231 701	17 231 701	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	17 231 701	17 231 701	0	0	0	0	17 231 701	17 231 701	0
	12152 SERVICES EXTERNES	38 028 317	46 228 317	8 200 000	-	-	-	38 028 317	46 228 317	8 200 000
1215-2-14-	CEFOPAFOP	23 162 954	26 162 954	3 000 000	0	0	0	23 162 954	26 162 954	3 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	11 056 631	11 056 631	0	0	0	0	11 056 631	11 056 631	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	12 106 324	15 106 324	3 000 000	0	0	0	12 106 324	15 106 324	3 000 000
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMobilises	14 865 363	20 065 363	5 200 000	0	0	0	14 865 363	20 065 363	5 200 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	12 752 183	13 932 183	1 180 000	0	0	0	12 752 183	13 932 183	1 180 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	2 113 180	6 133 180	4 020 000	0	0	0	2 113 180	6 133 180	4 020 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 262 036 140	1 458 467 731	196 431 590	1 167 600 000	783 400 000	-384 200 000	2 429 636 140	2 241 867 731	-187 768 410
12161	SERVICES INTERNES	1 262 036 140	1 458 467 731	196 431 590	1 167 600 000	783 400 000	(384 200 000)	2 429 636 140	2 241 867 731	(187 768 410)
1216-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	94 156 629	102 831 821	8 675 192	0	0	0	94 156 629	102 831 821	8 675 192
	TITRE I Dépenses de Personnel	56 435 626	57 852 894	1 417 268	0	0	0	56 435 626	57 852 894	1 417 268
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	3 596 669	8 429 261	4 832 592	0	0	0	3 596 669	8 429 261	4 832 592
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	0	7 049 666	7 049 666	0	0	0	0	7 049 666	7 049 666
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	5 000 000	5 000 000	0	0	0	0	5 000 000	5 000 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	34 124 334	24 500 000	-9 624 334	0	0	0	34 124 334	24 500 000	-9 624 334
1216-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	770 103 486	955 616 149	185 512 663	1 167 600 000	783 400 000	-384 200 000	1 937 703 486	1 739 016 149	-198 687 337
	TITRE I Dépenses de Personnel	425 619 853	492 394 357	66 774 504	0	0	0	425 619 853	492 394 357	66 774 504
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	190 357 317	194 707 074	4 349 757	581 800 000	139 400 000	-442 400 000	772 157 317	334 107 074	-438 050 243
	TITRE III Dépenses d'immobilisations	6 063 064	23 980 662	17 917 598	568 800 000	638 000 000	69 200 000	574 863 064	661 980 662	87 117 598
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	3 500 000	3 500 000	0	0	0	0	3 500 000	3 500 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	148 063 252	241 034 057	92 970 804	17 000 000	6 000 000	-11 000 000	165 063 252	247 034 057	81 970 804
1216-1-15-	ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	8 054 833	8 054 833	0	0	0	0	8 054 833	8 054 833	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	6 868 810	6 868 810	0	0	0	0	6 868 810	6 868 810	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 186 023	1 186 023	0	0	0	0	1 186 023	1 186 023	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1216-1-17-	SMCRS	389 721 192	391 964 928	2 243 736	0	0	0	389 721 192	391 964 928	2 243 736
	TITRE I Dépenses de Personnel	179 992 631	182 564 367	2 571 736	0	0	0	179 992 631	182 564 367	2 571 736
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	209 728 561	209 400 561	-328 000	0	0	0	209 728 561	209 400 561	-328 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 Inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	189 653 445	400 354 669	210 701 224	20 000 000	20 000 000	0	209 653 445	420 354 669	210 701 224
12171	SERVICES INTERNES	189 653 445	400 354 669	210 701 224	20 000 000	20 000 000	-	209 653 445	420 354 669	210 701 224
1217-1-11	BUREAU DU MINISTRE	109 157 216	137 442 757	28 285 541	0	0	0	109 157 216	137 442 757	28 285 541
	TITRE I Dépenses de Personnel	20 048 573	59 550 281	39 501 708	0	0	0	20 048 573	59 550 281	39 501 708
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	10 851 567	20 502 128	9 650 562	0	0	0	10 851 567	20 502 128	9 650 562
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	59 400 000	49 390 348	-10 009 652	0	0	0	59 400 000	49 390 348	-10 009 652
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	18 857 077	8 000 000	-10 857 077	0	0	0	18 857 077	8 000 000	-10 857 077
1217-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	80 496 229	262 911 912	182 415 683	20 000 000	20 000 000	0	100 496 229	282 911 912	182 415 683
	TITRE I Dépenses de Personnel	58 209 746	100 538 634	42 328 888	0	0	0	58 209 746	100 538 634	42 328 888
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	15 690 108	23 615 134	7 925 026	0	0	0	15 690 108	23 615 134	7 925 026
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	1 372 276	20 000 000	18 627 724	20 000 000	20 000 000	0	21 372 276	40 000 000	18 627 724
	TITRE IV Dépenses de Transferts	630 000	609 652	-20 348	0	0	0	630 000	609 652	-20 348
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	4 594 099	118 148 492	113 554 393	0	0	0	4 594 099	118 148 492	113 554 393
13	SECTEUR SOCIAL	14 651 346 328	15 541 359 119	890 012 791	15 082 794 480	14 896 422 036	-186 372 444	29 734 140 808	30 437 781 155	703 640 347
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 918 014 628	10 492 148 108	574 133 480	10 281 496 252	10 703 083 942	421 587 690	20 199 510 880	21 195 232 050	995 721 170
13111	SERVICES INTERNES	9 918 014 628	10 492 148 108	574 133 480	10 281 496 252	10 703 083 942	421 587 690	20 199 510 880	21 195 232 050	995 721 170
1311-1-11	BUREAU DU MINISTRE	481 857 950	290 761 679	-191 096 271	0	0	0	481 857 950	290 761 679	-191 096 271
	TITRE I Dépenses de Personnel	134 968 114	145 956 843	10 988 729	0	0	0	134 968 114	145 956 843	10 988 729
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	17 665 924	14 665 924	-3 000 000	0	0	0	17 665 924	14 665 924	-3 000 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	691 136	691 136	0	0	0	0	691 136	691 136	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	298 178 832	98 178 832	-200 000 000	0	0	0	298 178 832	98 178 832	-200 000 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	30 353 945	31 268 945	915 000	0	0	0	30 353 945	31 268 945	915 000
1311-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 108 313 814	9 821 543 565	713 229 751	10 086 352 762	10 673 083 942	586 731 180	19 194 666 576	20 494 627 507	1 299 960 931
	TITRE I Dépenses de Personnel	7 092 985 521	7 655 596 773	562 611 251	0	0	0	7 092 985 521	7 655 596 773	562 611 251
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 197 711 442	1 357 138 442	159 427 000	8 415 657 349	10 440 543 742	2 024 886 393	9 613 368 791	11 797 682 184	2 184 313 393
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	64 234 849	54 234 848	-10 000 000	38 300 000	158 300 000	120 000 000	102 534 849	212 534 848	110 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	435 355 002	337 355 002	-98 000 000	1 632 395 413	74 240 200	-1 558 155 213	2 067 750 415	411 595 202	-1 656 155 213
	TITRE V Service de la Dette Publique	27 000	0	-27 000	0	0	0	27 000	0	-27 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	318 000 000	417 218 500	99 218 500	0	0	0	318 000 000	417 218 500	99 218 500
1311-1-15	COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	16 943 179	16 943 179	0	0	0	0	16 943 179	16 943 179	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	14 870 738	14 870 738	0	0	0	0	14 870 738	14 870 738	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	2 072 441	2 072 441	0	0	0	0	2 072 441	2 072 441	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1311-1-17	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	304 890 010	312 890 010	8 000 000	195 143 489	30 000 000	-165 143 489	500 033 499	342 890 010	-157 143 489
	TITRE I Dépenses de Personnel	245 447 339	262 068 010	16 620 671	0	0	0	245 447 339	262 068 010	16 620 671
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	51 442 671	50 822 000	-620 671	161 000 000	0	-161 000 000	212 442 671	50 822 000	-161 620 671
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	34 143 489	30 000 000	-4 143 489	34 143 489	30 000 000	-4 143 489
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	8 000 000	0	-8 000 000	0	0	0	8 000 000	0	-8 000 000
1311-1-18	OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	6 009 675	50 009 675	44 000 000	-	-	-	6 009 675	50 009 675	44 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	0	15 000 000	15 000 000	0	0	0	0	15 000 000	15 000 000
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 009 675	35 009 675	29 000 000	0	0	0	6 009 675	35 009 675	29 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	875 763 294	918 335 723	42 572 429	2 445 332 395	858 907 694	-1 586 424 701	3 321 095 689	1 777 243 417	-1 543 852 272
13121	SERVICES INTERNES	875 763 294	918 335 723	42 572 429	2 445 332 395	858 907 694	(1 586 424 701)	3 321 095 689	1 777 243 417	(1 543 852 272)
1312-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	111 221 287	113 341 024	2 119 738	0	0	0	111 221 287	113 341 024	2 119 738
	TITRE I Dépenses de Personnel	99 867 909	102 987 249	3 119 340	0	0	0	99 867 909	102 987 249	3 119 340
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	7 745 315	6 745 713	-999 602	0	0	0	7 745 315	6 745 713	-999 602
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	3 608 062	2 608 062	-1 000 000	0	0	0	3 608 062	2 608 062	-1 000 000
1312-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	572 153 448	603 166 247	31 012 799	2 445 332 395	845 907 694	-1 599 424 701	3 017 485 843	1 449 073 941	-1 568 411 902
	TITRE I Dépenses de Personnel	463 700 683	491 713 483	28 012 800	0	0	0	463 700 683	491 713 483	28 012 800
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	71 600 347	78 600 346	6 999 999	0	0	0	71 600 347	78 600 346	6 999 999
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	15 784 098	14 784 098	-1 000 000	1 179 832 395	220 920 000	-958 912 395	1 195 616 493	235 704 098	-959 912 395
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	1 265 500 000	624 987 694	-640 512 306	1 265 500 000	624 987 694	-640 512 306
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	21 068 321	18 068 321	-3 000 000	0	0	0	21 068 321	18 068 321	-3 000 000
1312-1-13-	INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	51 812 654	52 683 561	870 907	0	0	0	51 812 654	52 683 561	870 907
	TITRE I Dépenses de Personnel	42 599 161	42 683 561	84 400	0	0	0	42 599 161	42 683 561	84 400
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	9 213 493	10 000 000	786 507	0	0	0	9 213 493	10 000 000	786 507
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1312-1-14-	E.P.P.L.S	48 808 475	50 303 777	1 495 302	0	0	0	48 808 475	50 303 777	1 495 302
	TITRE I Dépenses de Personnel	37 374 394	39 512 671	2 138 277	0	0	0	37 374 394	39 512 671	2 138 277
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	11 434 082	10 791 106	-642 975	0	0	0	11 434 082	10 791 106	-642 975
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1312-1-15-	OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	54 864 730	60 801 363	5 936 633	0	13 000 000	13 000 000	54 864 730	73 801 363	18 936 633
	TITRE I Dépenses de Personnel	36 022 334	39 865 368	3 843 034	0	0	0	36 022 334	39 865 368	3 843 034
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	18 842 396	20 935 995	2 093 600	0	0	0	18 842 396	20 935 995	2 093 600
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	13 000 000	13 000 000	0	13 000 000	13 000 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1312-1-17-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	36 902 701	38 039 750	1 137 049	0	0	0	36 902 701	38 039 750	1 137 049
	TITRE I Dépenses de Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	36 902 701	38 039 750	1 137 049	0	0	0	36 902 701	38 039 750	1 137 049
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 321 822 201	3 521 822 201	200 000 000	2 195 765 833	3 100 930 400	905 164 567	5 517 588 034	6 622 752 601	1 105 164 567
13131	SERVICES INTERNES	3 321 822 201	3 521 822 201	200 000 000	2 195 765 833	3 100 930 400	905 164 567	5 517 588 034	6 622 752 601	1 105 164 567
1313-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	66 153 937	66 153 937	0	0	0	0	66 153 937	66 153 937	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	61 748 303	61 748 303	0	0	0	0	61 748 303	61 748 303	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	1 668 870	1 668 870	0	0	0	0	1 668 870	1 668 870	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	2 736 765	2 736 765	0	0	0	0	2 736 765	2 736 765	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1313-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 253 508 265	3 453 508 265	200 000 000	2 195 765 833	3 100 930 400	905 164 567	5 449 274 098	6 554 438 665	1 105 164 567
	TITRE I Dépenses de Personnel	2 925 516 293	2 925 516 293	0	0	0	0	2 925 516 293	2 925 516 293	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	269 329 157	269 329 157	0	157 556 500	905 500 000	747 943 500	426 885 657	1 174 829 157	747 943 500
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	28 221 682	28 221 682	0	2 038 209 333	2 195 430 400	157 221 067	2 066 431 015	2 223 652 082	157 221 067
	TITRE IV Dépenses de Transferts	2 448 001	2 448 001	0	0	0	0	2 448 001	2 448 001	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	27 993 133	227 993 133	200 000 000	0	0	0	27 993 133	227 993 133	200 000 000

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 Inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1313-1-14-	SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 159 999	2 159 999	0	0	0	0	2 159 999	2 159 999	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2 159 999	2 159 999	0	0	0	0	2 159 999	2 159 999	0
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	131 170 746	135 192 832	4 022 086	37 000 000	40 000 000	3 000 000	168 170 746	175 192 832	7 022 086
13141	SERVICES INTERNES	131 170 746	135 192 832	4 022 086	37 000 000	40 000 000	3 000 000	168 170 746	175 192 832	7 022 086
1314-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	36 739 832	36 206 718	-533 114	0	0	0	36 739 832	36 206 718	-533 114
TITRE I	Dépenses de Personnel	28 650 204	28 650 208	4	0	0	0	28 650 204	28 650 208	4
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 334 250	1 801 132	-533 118	0	0	0	2 334 250	1 801 132	-533 118
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1 206 121	1 206 121	0	0	0	0	1 206 121	1 206 121	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4 549 257	4 549 257	0	0	0	0	4 549 257	4 549 257	0
1314-1-12-	DIRECTION GENERALE	94 430 914	98 986 114	4 555 201	37 000 000	40 000 000	3 000 000	131 430 914	138 986 114	7 555 201
TITRE I	Dépenses de Personnel	75 855 250	78 804 179	2 948 929	0	0	0	75 855 250	78 804 179	2 948 929
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	17 115 854	17 115 854	0	27 000 000	15 000 000	-12 000 000	44 115 854	32 115 854	-12 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	177 860	784 132	606 272	10 000 000	25 000 000	15 000 000	10 177 860	25 784 132	15 606 272
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 281 950	2 281 950	1 000 000	0	0	0	1 281 950	2 281 950	1 000 000
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	404 575 459	473 860 255	69 284 796	123 200 000	193 500 000	70 300 000	527 775 459	667 360 255	139 584 796
13151	SERVICES INTERNES	404 575 459	473 860 255	69 284 796	123 200 000	193 500 000	70 300 000	527 775 459	667 360 255	139 584 796
1315-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	85 940 580	85 525 292	-415 288	0	0	0	85 940 580	85 525 292	-415 288
TITRE I	Dépenses de Personnel	76 609 746	76 609 746	0	0	0	0	76 609 746	76 609 746	0
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	9 179 084	7 566 084	-1 613 000	0	0	0	9 179 084	7 566 084	-1 613 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	111 750	111 750	0	0	0	0	111 750	111 750	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	500 000	500 000	0	0	0	0	500 000	500 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	40 000	737 712	697 712	0	0	0	40 000	737 712	697 712
1315-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	318 634 879	388 334 963	69 700 083	123 200 000	193 500 000	70 300 000	441 834 879	581 834 963	140 000 083
TITRE I	Dépenses de Personnel	223 474 021	246 000 021	22 526 000	0	0	0	223 474 021	246 000 021	22 526 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	47 765 583	86 504 318	38 738 735	103 200 000	143 500 000	40 300 000	150 965 583	230 004 318	79 038 735
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8 439 084	15 601 522	7 162 438	20 000 000	50 000 000	30 000 000	28 439 084	65 601 522	37 162 438
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	38 956 192	39 229 102	272 910	0	0	0	38 956 192	39 229 102	272 910
14	SECTEUR CULTUREL	1 406 708 297	1 516 959 717	110 251 420	369 702 919	259 000 000	-110 702 919	1 776 411 216	1 775 959 717	-451 499
1411	MINISTERE DES CULTES	133 339 341	159 152 190	25 812 848	0	10 000 000	10 000 000	133 339 341	169 152 190	35 812 848
14111	SERVICES INTERNES	133 339 341	159 152 190	25 812 848	-	10 000 000	10 000 000	133 339 341	169 152 190	35 812 848
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	133 339 341	159 152 190	25 812 848	0	10 000 000	10 000 000	133 339 341	169 152 190	35 812 848
TITRE I	Dépenses de Personnel	72 912 800	77 418 799	4 505 999	0	0	0	72 912 800	77 418 799	4 505 999
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5 248 755	13 389 882	8 141 126	0	0	0	5 248 755	13 389 882	8 141 126
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	3 000 000	3 000 000	0	10 000 000	10 000 000	0	13 000 000	13 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	54 777 786	63 992 786	9 215 000	0	0	0	54 777 786	63 992 786	9 215 000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	400 000	1 350 723	950 723	0	0	0	400 000	1 350 723	950 723
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1 005 840 456	1 072 818 515	66 978 059	348 702 919	224 000 000	-124 702 919	1 354 543 375	1 296 818 515	-57 724 860
14121	SERVICES INTERNES	1 005 840 456	1 072 818 515	66 978 059	348 702 919	224 000 000	(124 702 919)	1 354 543 375	1 296 818 515	(57 724 860)
1412-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	80 590 415	91 228 192	10 637 777	0	0	0	80 590 415	91 228 192	10 637 777
TITRE I	Dépenses de Personnel	41 733 541	43 356 445	1 622 905	0	0	0	41 733 541	43 356 445	1 622 905
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	14 458 251	17 223 665	2 765 414	0	0	0	14 458 251	17 223 665	2 765 414
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 207 540	5 057 001	849 461	0	0	0	4 207 540	5 057 001	849 461
TITRE IV	Dépenses de Transferts	12 991 084	17 591 081	4 599 998	0	0	0	12 991 084	17 591 081	4 599 998
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7 200 000	8 000 000	800 000	0	0	0	7 200 000	8 000 000	800 000

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1412-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		207 884 932	229 737 342	21 852 410	332 777 940	150 000 000	-182 777 940	540 662 872	379 737 342	-160 925 529
TITRE I	Dépenses de Personnel	61 271 054	65 131 680	3 860 627	0	0	0	61 271 054	65 131 680	3 860 627
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26 009 659	28 745 903	2 736 244	300 000 000	25 000 000	-275 000 000	326 009 659	53 745 903	-272 263 756
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7 956 413	9 209 571	1 253 158	32 777 940	125 000 000	92 222 060	40 734 353	134 209 571	93 475 218
TITRE IV	Dépenses de Transferts	6 426 352	8 626 350	2 199 998	0	0	0	6 426 352	8 626 350	2 199 998
TITRE VI	Autres dépenses publiques	106 221 454	118 023 838	11 802 384	0	0	0	106 221 454	118 023 838	11 802 384
1412-1-13- ECOLE NATIONALE DES ARTS		43 754 753	45 254 754	1 500 001	2 000 000	5 000 000	3 000 000	45 754 753	50 254 754	4 500 001
TITRE I	Dépenses de Personnel	32 425 066	34 425 067	2 000 001	0	0	0	32 425 066	34 425 067	2 000 001
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11 329 687	10 829 687	-500 000	0	0	0	11 329 687	10 829 687	-500 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	2 000 000	5 000 000	3 000 000	2 000 000	5 000 000	3 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-14- INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL		63 976 624	65 076 624	1 100 000	924 980	15 000 000	14 075 021	64 901 603	80 076 624	15 175 020
TITRE I	Dépenses de Personnel	38 983 742	40 083 741	1 100 000	0	0	0	38 983 742	40 083 741	1 100 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24 992 882	24 992 882	0	0	0	0	24 992 882	24 992 882	0
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	924 980	15 000 000	14 075 021	924 980	15 000 000	14 075 021
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-15- THEATRE NATIONAL		36 184 122	44 184 122	8 000 000	2 000 000	4 000 000	2 000 000	38 184 122	48 184 122	10 000 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	34 084 379	34 084 379	0	0	0	0	34 084 379	34 084 379	0
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2 099 743	10 099 743	8 000 000	0	0	0	2 099 743	10 099 743	8 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	2 000 000	4 000 000	2 000 000	2 000 000	4 000 000	2 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-16- MUSEE DU PANTHEON NATIONAL		38 733 956	40 833 956	2 100 001	0	10 000 000	10 000 000	38 733 956	50 833 956	12 100 001
TITRE I	Dépenses de Personnel	23 558 080	23 078 500	-479 580	0	0	0	23 558 080	23 078 500	-479 580
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15 175 875	17 755 456	2 579 581	0	0	0	15 175 875	17 755 456	2 579 581
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-17- BUREAU D ETHNOLOGIE		20 547 883	21 647 883	1 100 000	0	10 000 000	10 000 000	20 547 883	31 647 883	11 100 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 526 350	16 647 883	1 121 533	0	0	0	15 526 350	16 647 883	1 121 533
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5 021 533	5 000 000	-21 533	0	0	0	5 021 533	5 000 000	-21 533
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	10 000 000	10 000 000	0	10 000 000	10 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-18- BIBLIOTHEQUE NATIONALE		42 974 487	47 574 488	4 600 001	2 000 000	10 000 000	8 000 000	44 974 487	57 574 488	12 600 001
TITRE I	Dépenses de Personnel	30 174 271	33 274 271	3 100 000	0	0	0	30 174 271	33 274 271	3 100 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12 800 216	14 300 217	1 500 000	2 000 000	10 000 000	8 000 000	14 800 216	24 300 217	9 500 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-19- ARCHIVES NATIONALES		119 397 133	129 784 641	10 387 508	0	0	0	119 397 133	129 784 641	10 387 508
TITRE I	Dépenses de Personnel	104 664 144	112 551 652	7 887 508	0	0	0	104 664 144	112 551 652	7 887 508
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	14 732 989	17 232 989	2 500 000	0	0	0	14 732 989	17 232 989	2 500 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412-1-23- ACTIVITES CULTURELLES		269 263 000	269 263 000	0	0	0	0	269 263 000	269 263 000	0
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	269 263 000	269 263 000	0	0	0	0	269 263 000	269 263 000	0
1412-1-24- DIRECTION NATIONALE DU LIVRE		47 398 878	49 198 878	1 800 000	6 000 000	10 000 000	4 000 000	53 398 878	59 198 878	5 800 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	23 947 560	24 747 560	800 000	0	0	0	23 947 560	24 747 560	800 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	23 451 318	24 451 318	1 000 000	3 000 000	5 000 000	2 000 000	26 451 318	29 451 318	3 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	3 000 000	5 000 000	2 000 000	3 000 000	5 000 000	2 000 000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
TOTAL		56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1412-1-25-	BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	35 134 274	39 034 635	3 900 361	3 000 000	10 000 000	7 000 000	38 134 274	49 034 635	10 900 361
TITRE I	Dépenses de Personnel	15 453 600	20 411 100	4 957 500	0	0	0	15 453 600	20 411 100	4 957 500
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19 680 674	18 623 535	-1 057 139	3 000 000	10 000 000	7 000 000	22 680 674	28 623 535	5 942 861
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	267 528 500	284 989 013	17 460 513	21 000 000	25 000 000	4 000 000	288 528 500	309 989 013	21 460 513
14131	SERVICES INTERNES	267 528 500	284 989 013	17 460 513	21 000 000	25 000 000	4 000 000	288 528 500	309 989 013	21 460 513
1413-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	36 502 544	46 861 863	10 359 319	0	0	0	36 502 544	46 861 863	10 359 319
TITRE I	Dépenses de Personnel	14 494 704	15 536 705	1 042 001	0	0	0	14 494 704	15 536 705	1 042 001
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	20 608 291	23 391 825	2 783 534	0	0	0	20 608 291	23 391 825	2 783 534
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1 399 550	7 933 333	6 533 784	0	0	0	1 399 550	7 933 333	6 533 784
1413-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	60 406 536	57 599 696	-2 806 840	21 000 000	25 000 000	4 000 000	81 406 536	82 599 696	1 193 160
TITRE I	Dépenses de Personnel	39 235 775	41 577 150	2 341 375	0	0	0	39 235 775	41 577 150	2 341 375
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	13 358 760	3 575 226	-9 783 534	21 000 000	25 000 000	4 000 000	34 358 760	28 575 226	-5 783 534
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4 839 000	7 335 559	2 496 559	0	0	0	4 839 000	7 335 559	2 496 559
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 973 000	5 111 760	2 138 760	0	0	0	2 973 000	5 111 760	2 138 760
1413-1-13-	TELEVISION NATIONALE D HAITI	121 720 467	126 828 501	5 108 034	0	0	0	121 720 467	126 828 501	5 108 034
TITRE I	Dépenses de Personnel	102 748 183	106 856 216	4 108 034	0	0	0	102 748 183	106 856 216	4 108 034
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	18 972 284	19 972 285	1 000 000	0	0	0	18 972 284	19 972 285	1 000 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1413-1-14-	RADIO NATIONALE D'HAITI	48 898 953	53 698 953	4 800 000	0	0	0	48 898 953	53 698 953	4 800 000
TITRE I	Dépenses de Personnel	43 182 095	45 482 095	2 300 000	0	0	0	43 182 095	45 482 095	2 300 000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5 716 858	8 216 858	2 500 000	0	0	0	5 716 858	8 216 858	2 500 000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	13 045 028 273	16 865 416 454	3 820 388 181	0	0	0	13 045 028 273	16 865 416 454	3 820 388 181
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 718 398 517	7 923 062 912	1 204 664 396	0	0	0	6 718 398 517	7 923 062 912	1 204 664 396
1511-1-11-	SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	523 889 104	623 889 108	100 000 004	0	0	0	523 889 104	623 889 108	100 000 004
TITRE IV	Dépenses de Transferts	523 889 104	623 889 108	100 000 004	0	0	0	523 889 104	623 889 108	100 000 004
1511-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS	170 000 000	299 999 999	129 999 999	0	0	0	170 000 000	299 999 999	129 999 999
TITRE IV	Dépenses de Transferts	170 000 000	299 999 999	129 999 999	0	0	0	170 000 000	299 999 999	129 999 999
1511-1-49-	AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 024 509 413	6 999 173 805	974 664 393	0	0	0	6 024 509 413	6 999 173 805	974 664 393
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10 000 000	10 000 001	1	0	0	0	10 000 000	10 000 001	1
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3 457 500 000	4 248 698 805	791 198 805	0	0	0	3 457 500 000	4 248 698 805	791 198 805
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2 557 009 413	2 740 475 000	183 465 587	0	0	0	2 557 009 413	2 740 475 000	183 465 587
TITRE I	Dépenses de Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
	TOTAL	56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
1512	DETTE PUBLIQUE	6 326 629 756	8 942 353 541	2 615 723 785	0	0	0	6 326 629 756	8 942 353 541	2 615 723 785
15121	DETTE INTERNE	3 637 404 252	4 702 569 940	1 065 165 688	-	-	-	3 637 404 252	4 702 569 940	1 065 165 688
1512-1-11-	INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	300 000 000	1 100 000 000	800 000 000	0	0	0	300 000 000	1 100 000 000	800 000 000
	TITRE V Service de la Dette Publique	300 000 000	1 100 000 000	800 000 000	0	0	0	300 000 000	1 100 000 000	800 000 000
1512-1-12-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	255 653 983	1 972 773 918	1 717 119 935	0	0	0	255 653 983	1 972 773 918	1 717 119 935
	TITRE V Service de la Dette Publique	255 653 983	1 972 773 918	1 717 119 935	0	0	0	255 653 983	1 972 773 918	1 717 119 935
1512-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 081 750 269	1 629 796 022	-1 451 954 247	0	0	0	3 081 750 269	1 629 796 022	-1 451 954 247
	TITRE V Service de la Dette Publique	3 081 750 269	1 629 796 022	-1 451 954 247	0	0	0	3 081 750 269	1 629 796 022	-1 451 954 247
15122	DETTE EXTERNE	2 689 225 504	4 239 783 601	1 550 558 097	-	-	-	2 689 225 504	4 239 783 601	1 550 558 097
1512-2-11-	DETTE MULTILATERALE	70 849 131	79 819 554	8 970 423	0	0	0	70 849 131	79 819 554	8 970 423
	TITRE V Service de la Dette Publique	70 849 131	79 819 554	8 970 423	0	0	0	70 849 131	79 819 554	8 970 423
1512-2-12-	DETTE BILATERALE	2 618 376 373	4 159 964 047	1 541 587 674	0	0	0	2 618 376 373	4 159 964 047	1 541 587 674
	TITRE V Service de la Dette Publique	2 618 376 373	4 159 964 047	1 541 587 674	0	0	0	2 618 376 373	4 159 964 047	1 541 587 674
1512-2-13-	AUTRES DETTES EXTERNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE V Service de la Dette Publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	POUVOIR LEGISLATIF	1 832 956 992	3 161 686 457	1 328 729 465	470 000 000	175 000 000	-295 000 000	2 302 956 992	3 336 686 457	1 033 729 465
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	746 179 406	1 079 424 684	333 245 278	470 000 000	175 000 000	-295 000 000	1 216 179 406	1 254 424 684	38 245 278
22111	SERVICES INTERNES	746 179 406	1 079 424 684	333 245 278	470 000 000	175 000 000	(295 000 000)	1 216 179 406	1 254 424 684	38 245 278
2211-1-11-	ASSEMBLEE DES SENATEURS	746 179 406	1 079 424 684	333 245 278	470 000 000	175 000 000	-295 000 000	1 216 179 406	1 254 424 684	38 245 278
	TITRE I Dépenses de Personnel	419 773 286	613 924 683	194 151 397	0	0	0	419 773 286	613 924 683	194 151 397
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	188 536 723	234 000 001	45 463 278	0	0	0	188 536 723	234 000 001	45 463 278
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	34 920 306	48 000 000	13 079 694	470 000 000	175 000 000	-295 000 000	504 920 306	223 000 000	-281 920 306
	TITRE IV Dépenses de Transferts	69 941 075	147 500 000	77 558 925	0	0	0	69 941 075	147 500 000	77 558 925
	TITRE VI Autres dépenses publiques	33 008 016	36 000 000	2 991 984	0	0	0	33 008 016	36 000 000	2 991 984
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1 086 777 586	2 082 261 773	995 484 187	0	0	0	1 086 777 586	2 082 261 773	995 484 187
22121	SERVICES INTERNES	1 086 777 586	2 082 261 773	995 484 187	-	-	-	1 086 777 586	2 082 261 773	995 484 187
2212-1-11-	CHAMBRE DES DEPUTES	263 319 048	666 793 925	403 474 877	0	0	0	263 319 048	666 793 925	403 474 877
	TITRE I Dépenses de Personnel	208 010 757	523 966 925	315 956 168	0	0	0	208 010 757	523 966 925	315 956 168
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	55 308 290	142 827 000	87 518 709	0	0	0	55 308 290	142 827 000	87 518 709
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2212-1-12-	QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	47 361 709	53 585 320	6 223 611	0	0	0	47 361 709	53 585 320	6 223 611
	TITRE I Dépenses de Personnel	47 361 709	53 585 320	6 223 611	0	0	0	47 361 709	53 585 320	6 223 611
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2212-2-11-	SECRETARIAT GENERAL	776 096 829	1 361 882 527	585 785 698	0	0	0	776 096 829	1 361 882 527	585 785 698
	TITRE I Dépenses de Personnel	422 907 170	853 598 023	430 690 853	0	0	0	422 907 170	853 598 023	430 690 853
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	324 513 239	229 834 006	-94 679 233	0	0	0	324 513 239	229 834 006	-94 679 233
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	8 326 419	88 180 499	79 854 080	0	0	0	8 326 419	88 180 499	79 854 080
	TITRE IV Dépenses de Transferts	20 350 000	85 470 000	65 120 000	0	0	0	20 350 000	85 470 000	65 120 000
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	104 799 999	104 799 999	0	0	0	0	104 799 999	104 799 999

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 Inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
	TOTAL	56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
	3 POUVOIR JUDICIAIRE	914 314 866	944 314 866	30 000 000	60 625 000	85 000 000	24 375 000	974 939 866	1 029 314 866	54 375 000
	3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	914 314 866	944 314 866	30 000 000	60 625 000	85 000 000	24 375 000	974 939 866	1 029 314 866	54 375 000
	32111 SERVICES INTERNES	914 314 866	944 314 866	30 000 000	60 625 000	85 000 000	24 375 000	974 939 866	1 029 314 866	54 375 000
	32111-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	170 039 022	170 039 022	0	60 625 000	85 000 000	24 375 000	230 664 022	255 039 022	24 375 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	134 309 720	134 309 720	0	0	0	0	134 309 720	134 309 720	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	28 313 339	28 313 339	0	60 625 000	85 000 000	24 375 000	88 938 339	113 313 339	24 375 000
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	71 963	71 963	0	0	0	0	71 963	71 963	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	7 344 000	7 344 000	0	0	0	0	7 344 000	7 344 000	0
	3211-2-12- COUR DE CASSATION	81 634 585	86 634 586	5 000 000	0	0	0	81 634 585	86 634 586	5 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	62 021 737	62 021 737	0	0	0	0	62 021 737	62 021 737	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	8 745 585	12 296 964	3 551 379	0	0	0	8 745 585	12 296 964	3 551 379
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	9 703 937	10 634 743	930 806	0	0	0	9 703 937	10 634 743	930 806
	TITRE IV Dépenses de Transferts	170 416	280 190	109 774	0	0	0	170 416	280 190	109 774
	TITRE VI Autres dépenses publiques	992 910	1 400 951	408 041	0	0	0	992 910	1 400 951	408 041
	3211-2-13- COUR D'APPEL	55 291 086	55 291 086	0	0	0	0	55 291 086	55 291 086	0
	TITRE I Dépenses de Personnel	51 878 038	51 878 027	-11	0	0	0	51 878 038	51 878 027	-11
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	3 413 048	3 413 058	10	0	0	0	3 413 048	3 413 058	10
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	3211-2-14- TRIBUNAUX	607 350 173	632 350 173	25 000 000	0	0	0	607 350 173	632 350 173	25 000 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	548 123 272	548 123 271	0	0	0	0	548 123 272	548 123 271	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	46 226 955	46 226 955	0	0	0	0	46 226 955	46 226 955	0
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	4 356 740	29 756 741	25 400 000	0	0	0	4 356 740	29 756 741	25 400 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	8 643 206	8 243 206	-400 000	0	0	0	8 643 206	8 243 206	-400 000
	4 ORGANISMES INDEPENDANTS	1 958 791 463	2 066 484 064	107 692 601	268 500 000	381 500 000	113 000 000	2 227 291 463	2 447 984 064	220 692 602
	4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	563 074 332	602 374 332	39 299 999	117 500 000	207 500 000	90 000 000	680 574 332	809 874 332	129 299 999
	41111 SERVICES INTERNES	563 074 332	602 374 332	39 299 999	117 500 000	207 500 000	90 000 000	680 574 332	809 874 332	129 299 999
	41111-1-11- CONSEIL DE LA COUR	563 074 332	602 374 332	39 299 999	117 500 000	207 500 000	90 000 000	680 574 332	809 874 332	129 299 999
	TITRE I Dépenses de Personnel	405 410 610	405 410 609	0	0	0	0	405 410 610	405 410 609	0
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	51 774 226	58 469 563	6 695 337	0	0	0	51 774 226	58 469 563	6 695 337
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	2 205 253	12 205 253	10 000 000	117 500 000	207 500 000	90 000 000	119 705 253	219 705 253	100 000 000
	TITRE IV Dépenses de Transferts	581 157	581 157	0	0	0	0	581 157	581 157	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	103 103 087	125 707 749	22 604 662	0	0	0	103 103 087	125 707 749	22 604 662
	4211 CONSEIL ELECTORAL	309 524 693	351 240 782	41 716 089	0	0	0	309 524 693	351 240 782	41 716 089
	42111 SERVICES INTERNES	309 524 693	351 240 782	41 716 089	-	-	-	309 524 693	351 240 782	41 716 089
	42111-1-11- CONSEIL ELECTORAL	309 524 693	351 240 782	41 716 089	0	0	0	309 524 693	351 240 782	41 716 089
	TITRE I Dépenses de Personnel	273 891 794	307 128 595	33 236 801	0	0	0	273 891 794	307 128 595	33 236 801
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	24 832 898	28 312 184	3 479 286	0	0	0	24 832 898	28 312 184	3 479 286
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	4 500 000	9 500 002	5 000 001	0	0	0	4 500 000	9 500 002	5 000 001
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	6 300 001	6 300 001	0	0	0	0	6 300 001	6 300 001	0

PROJET DE BUDGET 2015-2016
DETAILS DES CREDITS PAR SECTION

CODE	INSTITUTION	Projection rectifiée 14-15 fonct.	Projection 15-16	Variation	Crédit 14-15 inv.	Crédit 15-16 inv.	Variation	Projection 14-15	Projection 15-16	Variation
	TOTAL	56 288 535 332	65 836 000 000	9 547 464 668	53 448 311 883	56 843 830 801	3 395 518 918	109 736 847 214	122 679 830 801	12 942 983 587
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 123 487	44 000 000	11 876 513	0	0	0	32 123 487	44 000 000	11 876 513
42121	SERVICES INTERNES	32 123 487	44 000 000	11 876 513	-	-	-	32 123 487	44 000 000	11 876 513
4212-1-12	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 123 487	44 000 000	11 876 513	0	0	0	32 123 487	44 000 000	11 876 513
	TITRE I Dépenses de Personnel	25 859 487	26 949 737	1 090 250	0	0	0	25 859 487	26 949 737	1 090 250
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	3 923 999	12 875 263	8 951 264	0	0	0	3 923 999	12 875 263	8 951 264
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	2 340 001	4 175 000	1 834 999	0	0	0	2 340 001	4 175 000	1 834 999
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE VI Autres dépenses publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 039 837 751	1 046 837 751	7 000 000	151 000 000	174 000 000	23 000 000	1 190 837 750	1 220 837 751	30 000 001
43111	SERVICES INTERNES	1 039 837 751	1 046 837 751	7 000 000	151 000 000	174 000 000	23 000 000	1 190 837 750	1 220 837 751	30 000 001
4311-1-11	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 039 837 751	1 046 837 751	7 000 000	151 000 000	174 000 000	23 000 000	1 190 837 750	1 220 837 751	30 000 001
	TITRE I Dépenses de Personnel	848 074 055	874 106 596	26 032 541	0	0	0	848 074 055	874 106 596	26 032 541
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	191 763 696	172 731 155	-19 032 541	10 000 000	1 887 600	-8 112 400	201 763 696	174 618 755	-27 144 941
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	141 000 000	172 112 400	31 112 400	141 000 000	172 112 400	31 112 400
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	14 231 200	22 031 200	7 800 000	0	0	0	14 231 200	22 031 200	7 800 000
44111	SERVICES INTERNES	14 231 200	22 031 200	7 800 000	-	-	-	14 231 200	22 031 200	7 800 000
4411-1-11	SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	14 231 200	22 031 200	7 800 000	0	0	0	14 231 200	22 031 200	7 800 000
	TITRE I Dépenses de Personnel	7 261 500	13 532 658	6 271 158	0	0	0	7 261 500	13 532 658	6 271 158
	TITRE II Dépenses de Biens et Services	6 969 700	8 498 542	1 528 842	0	0	0	6 969 700	8 498 542	1 528 842
	TITRE III Dépenses d'Immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TITRE IV Dépenses de Transferts	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Article 57.- Les crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, pour l'exercice fiscal 2015-2016, s'élèvent à huit milliards neuf cent quarante deux millions trois cent cinquante trois mille cinq cent quarante et un 00/100 de gourdes (GDES 8 942 353 541,00), répartis suivant le tableau ci-dessous:

PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	2 293 721 196	6 648 632 346	8 942 353 541
1512-1-DETTE INTERNE	1 396 111 454	3 306 458 487	4 702 569 940
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1 100 000 000		1 100 000 000
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	242 611 454	1 730 162 465	1 972 773 918
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	53 500 000	1 576 296 022	1 629 796 022
1512-2-DETTE EXTERNE	897 609 742	3 342 173 859	4 239 783 601
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	34 320 212	45 499 342	79 819 554
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	863 289 530	3 296 674 517	4 159 964 047
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES			

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES

- Article 58.-** Dès la promulgation du présent décret, les arrêtés nécessaires à l'ouverture des crédits de paiement sont pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé des Finances. Cette ouverture des crédits de paiement est fixée par entité administrative et titre de dépenses; elle établit le plafond de crédits de paiement autorisé pour la période.
- Article 59.-** Le plafond de crédits de paiement est fonction des besoins exprimés par les entités administratives dans le cadre de leur programmation de dépenses. L'ouverture des crédits de paiement est, au besoin, renouvelée périodiquement.
- Article 60.-** Le chèque émis à l'ordre d'un ministère ou service public bénéficiant d'une allocation budgétaire ne peut être endossé que pour dépôt au compte «Trésor Public» ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, aux sous comptes courants de fonctionnement ou d'investissement de l'institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.
- Article 61.-** Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de douze (12) mois à compter de la date d'émission. Tout chèque non valide peut être réémis par la Direction du Trésor sur requête motivée du bénéficiaire ou de l'institution pour le compte duquel le chèque a été émis.
- Article 62.-** Les chèques émis par le Trésor Public, à l'exception de ceux des pensionnaires, ne sont pas négociables. Ils ne peuvent être encaissés que par le bénéficiaire. L'agent public ou tout autre bénéficiaire se trouvant en incapacité temporaire peut solliciter de son institution soit un virement sur son compte en banque soit la remise de son chèque à son mandataire.
- Article 63.-** Les chèques devenus sans objet doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances pour annulation selon la procédure régissant la matière.
- Article 64.-** Les restitutions au compte «Trésor Public» de sommes payées pour un service non fait ou fourni partiellement, une avance sur dépense réglée par un tiers en cours d'exercice, donnent lieu à un rétablissement de crédit.
- Article 64-1.-** Le rétablissement de crédit a pour objet de restituer au profit de l'institution les crédits qu'elle a indûment ou provisoirement consommés, à concurrence des remboursements obtenus.
- Article 65.-** Le rétablissement de crédit est initié par l'ordonnateur sur la base de la preuve du remboursement de la dépense.
- Article 66.-** Tous les contrats au titre onéreux conclus par l'Etat Haïtien avec des tiers sont libellés et payés en Gourde.
- Article 67.-** Il est institué le COMPTE UNIQUE DU TRESOR (C.U.T), en vertu du principe de l'unité de caisse et de trésorerie, afin de déterminer à tout moment la position consolidée des disponibilités des comptes du Trésor Public domiciliés à la Banque de la République d'Haïti.
- Article 67-1.-** Le CUT est constitué d'un compte courant central, de comptes secondaires de recettes et de sous comptes courants de dépenses.

Tous les comptes courants de fonctionnement et d'investissement sont transformés en sous comptes courants de dépenses du compte courant central, soit des sous comptes courants de fonctionnement, soit des sous comptes courants d'investissement.

Des comptes secondaires sont tenus pour les recettes fiscales, douanières et diverses.

Les comptes secondaires de recettes sont nivelés quotidiennement de façon automatique au profit du compte courant central du Trésor.

Les dispositions relatives au nivellement des comptes de dépenses seront prises par le Ministre de l'Économie et des Finances.

- Article 67-2.-** Les comptes courants secondaires de recettes et les sous comptes courants de dépenses sont placés sous le contrôle des postes comptables.
- Article 67-3.-** Les recettes générées par les activités d'une institution de l'Administration d'État sont déposées dans un compte secondaire de recettes qui sera nivelé. Le sous compte courant de fonctionnement ou d'investissement de l'institution sera alimenté selon le rapport justificatif des dépenses.
- Article 68.-** Le sous compte courant de fonctionnement d'une institution de l'Administration d'État ne peut être en aucun cas renfloué à partir de crédits d'investissement, de même que le sous compte courant d'investissement ne peut l'être à partir des crédits de fonctionnement.
- Article 69.-** Les opérations sur les sous comptes courants de dépenses des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.
- Article 69-1.-** Les sous-comptes courants de dépenses ne peuvent être utilisés pour la rémunération de personnel. Les organismes autonomes bénéficiant de ressources provenant du Trésor Public peuvent rémunérer leur personnel à partir des sous comptes de dépenses du compte courant central qu'ils détiennent.
- Article 70.-** Les engagement pris au-delà des crédits budgétaires fixés par la présente loi, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle. La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) prendra les mesures nécessaires en vue d'appliquer cette disposition.
- Article 71.-** Aucun engagement ne sera payé par le Trésor Public si l'acte d'engagement n'est pas revêtu du visa préalable du contrôleur financier. Il est fait défense au comptable public d'honorer un tel engagement.
- Article 72.-** L'avis de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sur les contrats de travail et de prestations intellectuelles est obligatoire et doit être donné dans un délai n'excédant pas 20 jours ouvrables à partir de la date de réception à la CSCCA.
- Article 73.-** Un agent de la fonction publique émergeant aux alinéas 110, 111, 112 et 113 du budget général ne peut détenir sous quelque forme que ce soit, un contrat de travail avec son institution d'attache ou toute autre institution de l'Administration d'État, sauf si ledit contrat concerne des prestations de services spécialisés sur une période n'excédant pas un trimestre non renouvelable ou des prestations dans les établissements publics d'enseignement classique à partir du troisième cycle secondaire et supérieur public (cours, travaux de recherche, études et encadrement) .

- Article 74.-** L'agent public ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une institution, sauf s'il est mis à disposition ou s'il remplit la fonction d'enseignant à temps partiel, c'est-à-dire bénéficiant de deux chaires au plus à côté de son emploi principal. Toutefois, cette disposition énoncée au paragraphe précédent ne s'applique pas à l'enseignement classique à partir du troisième cycle secondaire et supérieur public, compte tenu de l'insuffisance des ressources humaines et de la flexibilité d'horaire qui y est pratiqué (enseignement dispensé le soir et en fin de semaine).
- Article 75.-** Tout avis de mouvement dans le personnel, tout projet de contrat d'embauche, ayant pour effet d'augmenter la masse salariale, doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'ordonnateur. Les institutions ont jusqu'au 15 mai de l'exercice en cours pour transmettre au Ministère de l'Économie et des Finances leurs avis de mouvement.
- Article 76.-** L'article 33 du décret du 18 février 2011 révisant celui du 06 octobre 2004 sur la Pension Civile de Retraite se lit désormais ainsi : le citoyen qui a obtenu sa pension ne peut recommencer une carrière dans la Fonction Publique. Il peut seulement exercer des fonctions ne donnant pas lieu à une carrière telles que : Premier Ministre, Secrétaire d'Etat, Membre de cabinet de Ministre ou de Secrétaire d'Etat, Membre de cabinet de Directeur Général, Directeur Général, Agent Diplomatique ou Consulaire, Juge à la Cour de Cassation, Commissaire du Gouvernement, Substitut du Commissaire du Gouvernement, Membre du Conseil de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, Recteur et Vice-Recteur de l'Université d'Etat d'Haïti, Protecteur du Citoyen, Professeur à l'Université, Doyen et Vice Doyen de Faculté, Membre du Conseil Electoral, Délégué, Vice-Délégué, Consultant à l'Administration Publique, Sénateur, Député et toutes autres fonctions électives.
- Article 77.-** Il est fixé par arrêté pris en Conseil des Ministres la date de clôture des engagements de l'exercice fiscal relatifs aux charges liées à la constatation préalable du service fait. Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des lois et règlements, de leur conformité avec les autorisations parlementaires.
- Article 78.-** Les fonctionnaires et employés (agents de sécurité, secrétaires de direction, chauffeurs, gardiens de bâtiment public) affectés directement au service des Grands Commis bénéficient, en lieu et place de la rémunération pour des travaux fournis en heures supplémentaires, d'une prime de fonction mensuelle n'excédant pas 50% du salaire de base.
- Article 79.-** Les primes d'efficacité et d'efficience octroyées aux agents publics ne peuvent être en aucun cas accordées sur une base mensuelle.
- Article 80.-** Le barème des frais de déplacement, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, le plafond à l'octroi d'indemnités de fonction et de rémunérations pour travaux en heures supplémentaires seront déterminés par Arrêté pris en Conseil des Ministres, 15 jours après la publication du présent décret au Journal Officiel de la République.
- Article 81.-** Les frais de voyage accordés à partir des ressources du Trésor Public sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un grand commis ou d'un agent de la fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.
- Article 82.-** Lorsque les frais de voyage sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 30% peut être accordé à titre de complément de perdiem.

- Article 83.-** Tout remboursement relatif aux déplacements de personnes requiert une preuve de voyage notamment la carte d'embarquement accompagnée d'un ordre de mission; exception faite pour le Président de la République, le Premier Ministre, le Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, les Présidents de la Chambre des Députés et du Sénat.
- Article 84.-** Toute personne, autre que les agents publics, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de frais de voyage équivalant à celui d'un technicien.
- Article 85.-** Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'État peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés et s'enquérir de l'état d'avancement des activités financées.
- Article 86.-** Une entité administrative émargeant au budget de la République ne peut réaliser des dépenses à partir de ses crédits budgétaires pour le compte d'une entité administrative de même rang. Toutefois, une entité administrative de second rang peut effectuer des dépenses à partir de ses crédits budgétaires pour le compte d'une entité administrative de même rang, si les deux relèvent de la même entité administrative de premier rang.
- Article 87.-** Les subventions accordées par le Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités, sont assujetties au contrôle du ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.
- Article 88.-** Aucune dépense relative au titre IV - « dépenses de transferts » ne peut être effectuée à partir du titre VI «-Autres dépenses publiques ».
- Article 89.-** Les projets à être exécutés dans les communes et sections communales à partir du Fonds de Développement Territorial et du Fonds d'Investissement et de Développement des Sections Communales (FIDES) seront identifiés par les autorités locales en consultation avec les populations concernées.
- Article 89-1.-** Toute dérogation aux procédures édictées par l'article précédent engage la responsabilité personnelle de l'ordonnateur qui aurait autorisé l'exécution dudit projet et du comptable qui aurait facilité le décaissement des fonds.
- Article 90.-** A la première semaine du mois d'octobre, le Ministre de l'Économie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal écoulé.
- Article 90-1.-** Le Ministre de l'Économie et des Finances transmet aux deux Chambres du Corps Législatif le 31 décembre de chaque exercice fiscal, un état récapitulatif de tous les engagements non exécutés et le solde disponible au compte Trésor Public pour l'exercice clos le 30 septembre.
- Article 91.-** Le montant correspondant à la balance, entre le total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie, est inscrit sur un fonds de compensation. Ce fonds est destiné à prendre en charge le paiement différé des engagements de l'exercice budgétaire clos.
- Article 92.-** Au 31 mars, soit six mois après la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Économie et des Finances, le solde en date est pris en

compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement des opérations budgétaires de l'exercice en cours.

Article 93.- Le Ministre chargé des Finances, ordonnateur principal et unique des recettes et des dépenses du budget de l'État et des comptes spéciaux, soumet aux Chambres Législatives dans les 30 jours suivant chaque trimestre, un rapport sur la balance générale des comptes en comptabilité et un rapport sur l'état de l'exécution de la Loi de Finances (base engagement et base paiement).

Le bilan financier de la Banque de la République d'Haïti et de toutes les autres institutions de l'État Haïtien sera soumis aux deux Chambres Législatives dans les 15 jours suivant chaque trimestre.

Article 94.- Il est fait obligation aux institutions de l'Administration d'État de faire parvenir au Ministère de l'Économie et des Finances pour être acheminé à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, au plus tard le 31 octobre, l'inventaire au coût d'acquisition de leurs immobilisations corporelles. Défense est faite aux Contrôleurs Financiers et aux Comptables Publics d'autoriser ou de payer une dépense sans la soumission de cet inventaire.

Article 95.- Toutes les entités de l'Administration d'État feront parvenir au Ministre de l'Économie et des Finances pour être déposé au Parlement, au plus tard le troisième lundi du mois de janvier, l'effectif de leurs personnels regroupés par direction, fonction, salaire, âge et sexe.

DISPOSITIONS FINALES

Article 96.- Les mesures à caractère fiscal contenues dans le budget 2015-2016 restent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle disposition vienne les modifier. Les mesures de financement alternatif, les mesures en soutien à l'emploi et la croissance économique, les normes sur les achats groupés, les fiches techniques des politiques publiques majeures, le Fonds National d'Éducation font partie intégrante des textes accompagnant le budget.

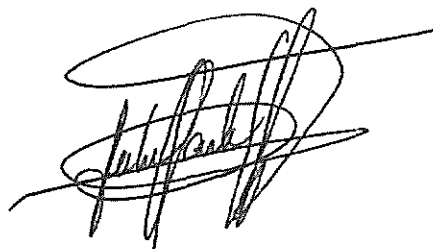
Le code et le tarif douaniers sont inclus aussi dans le lot.

Article 97.- Le présent décret abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets, tous Décrets-lois ou dispositions de Décrets-lois qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 28 septembre 2015, An 212^e de l'Indépendance.

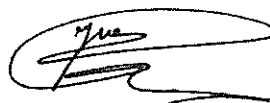
Par :

Le Président



Michel Joseph MARTELLY

Le Premier Ministre



Evans PAUL

Le Ministre de l'Intérieur
et des Collectivités Territoriales



Ardouin ZEPHIRIN

Le Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique



Pierre Richard CASIMIR

Le Ministre des Affaires Étrangères
et des Cultes



pr Léner RENAULD

La Ministre de l'Économie
et des Finances



Wilson LALEAU

Le Ministre de la Planification
et de la Coopération Externe



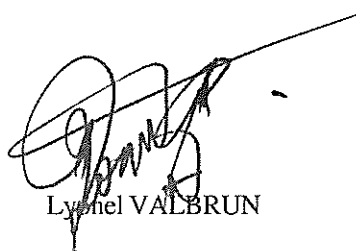
pr Yves Germain JOSEPH

Le Ministre de l'Éducation Nationale
et de la Formation Professionnelle



Nesmy MANIGAT

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural



Lyonel VALBRUN

La Ministre de la Santé Publique
et de la Population



pr Florence Duperval GUILLAUME

La Ministre du Tourisme
et des Industries Créatives



pr Stéphanie BALMIR VILLEDROUIN

Le Ministre des Travaux Publics,
Transports et Communications



Jacques ROUSSEAU

La Ministre de la Culture



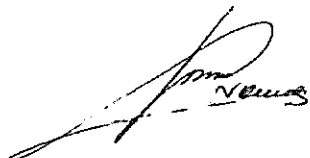
Dithny Joan RATON

Le Ministre des Affaires Sociales
et du Travail



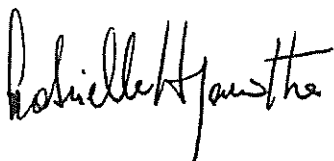
Ariel HENRY

Le Ministre de l'Environnement



Dominique PIERRE

La Ministre à la Condition Féminine
et aux Droits des Femmes



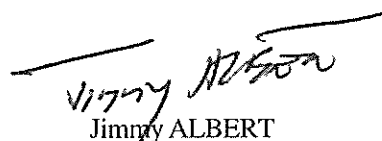
Gabrielle HYACINTHE

Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie



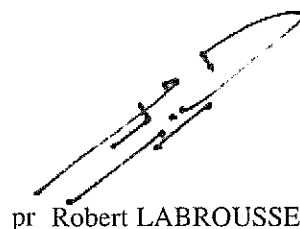
Jade Hervé DAY

Le Ministre de la Jeunesse, des Sports
et de l'Action Civique



Jimmy ALBERT

Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger



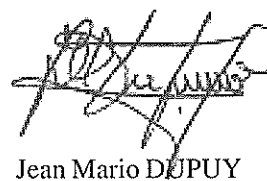
pr Robert LABROUSSE

Le Ministre de la Défense



pr Lener RENAULD

Le Ministre de la Communication



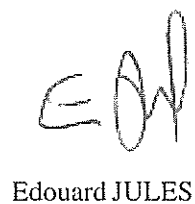
Jean Mario DUPUY

Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre,
Chargé des questions électorales



pr Jean Fritz JEAN-LOUIS

Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre,
Chargé des Programmes sociaux, projets et chantiers

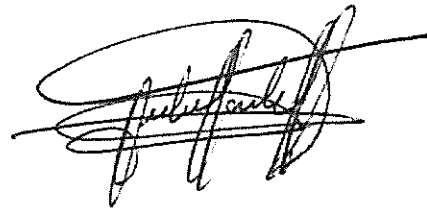


Edouard JULES

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LE DÉCRET CI-JOINT PORTANT SUR LE BUDGET 2015 - 2016, SOIT REVÊTU DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉ, PUBLIÉ ET EXÉCUTÉ.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 28 septembre 2015, An 212^e de l'Indépendance.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Michel Joseph MARTELLY
Président de la République

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE
DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES**

VOIES ET MOYENS DU BUDGET
CLASSÉS PAR NATURE (EN GOURDES)
EXERCICE 2015 - 2016

TOTAL DES VOIES & MOYENS	122 679 830 801
-------------------------------------	------------------------

RESSOURCES	103 153 456 439
-------------------	------------------------

RECETTES COURANTES	77 206 500 001
---------------------------	-----------------------

Recettes fiscales	67 214 500 547	
-------------------	----------------	--

Recettes non fiscales	9 991 999 454	
-----------------------	---------------	--

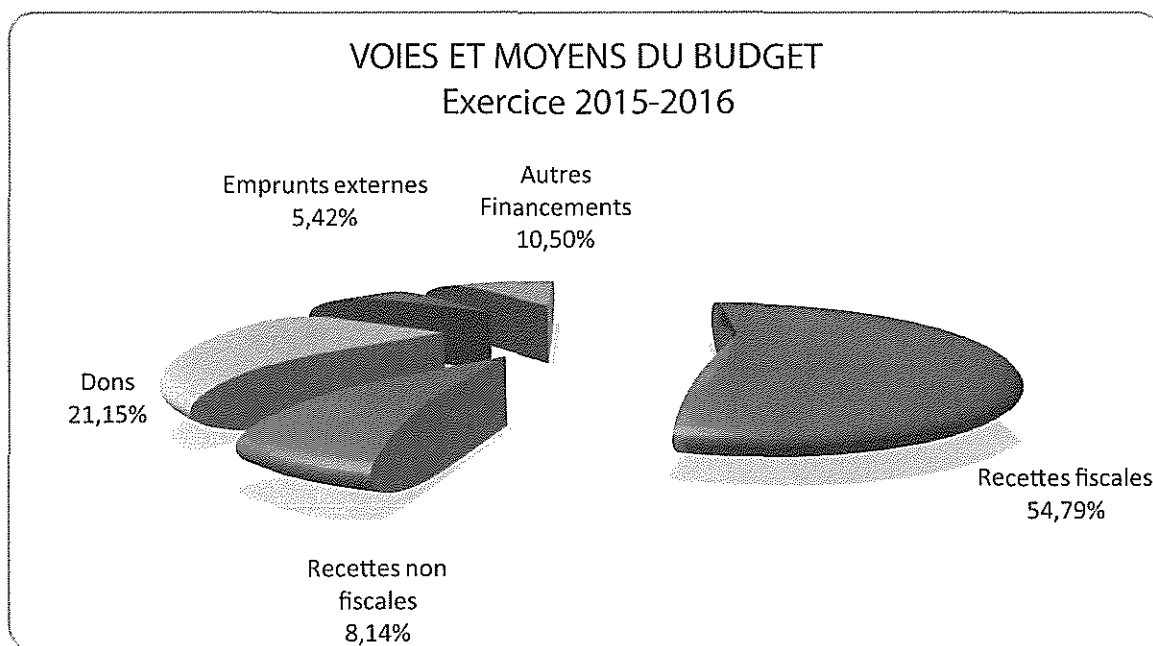
AUTRES RESSOURCES	25 946 956 438
--------------------------	-----------------------

Dons	25 946 956 438	
------	----------------	--

FINANCEMENT	19 526 374 363
--------------------	-----------------------

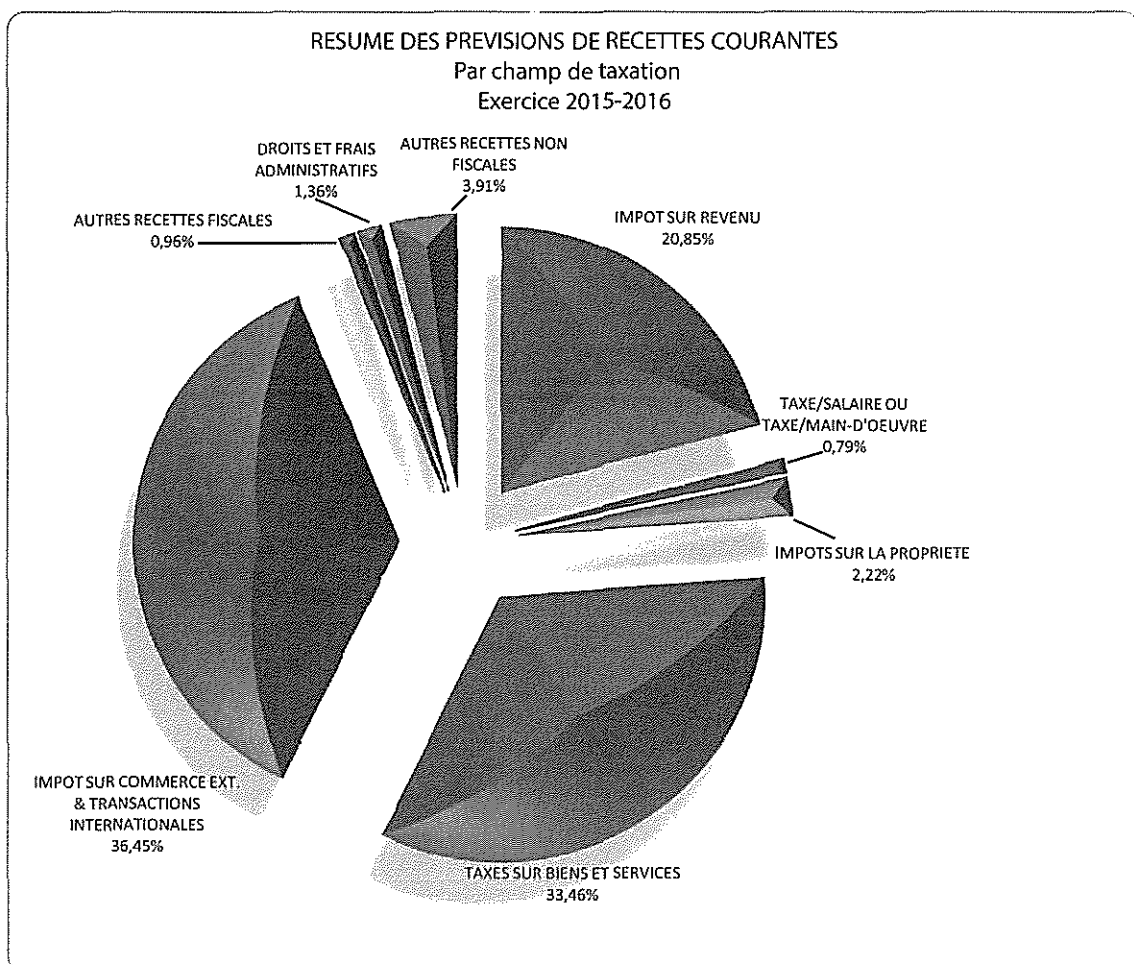
Emprunts externes	6 648 066 386	
-------------------	---------------	--

Autres Financements	12 878 307 977	
---------------------	----------------	--



RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS DE RECETTES COURANTES
PAR CHAMP DE TAXATION
EXERCICE 2015 - 2016
(En Gourdes)

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	16 096 184 852	20,85
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	606 474 387	0,79
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	1 715 223 977	2,22
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	25 833 567 564	33,46
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	28 144 312 209	36,45
AUTRES RECETTES FISCALES	743 244 200	0,96
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	1 051 033 140	1,36
AUTRES RECETTES NON FISCALES	3 016 459 671	3,91
TOTAL	77 206 500 001	100,00

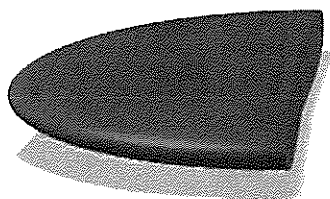


RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS DE RECETTES COURANTES
PAR INSTITUTION DE PERCEPTION
EXERCICE 2015 - 2016
(En Gourdes)

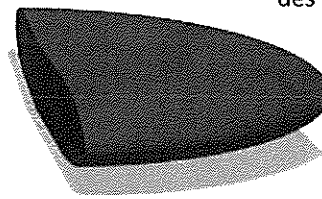
<u>Direction Générale des Impôts (DGI)</u>	37 706 022 371
TCA	7 048 324 687
IMPOT SUR REVENU	16 096 184 852
ACCISE	332 734 803
AUTRES	14 228 778 028
SUB/TOTAL1	37 706 022 371
<u>Administration Générale des Douanes (AGD)</u>	38 935 108 856
DROITS D'ACCISES	7 533 382 134
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	348 126 955
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	22 219 805 566
RECETTES NON FISCALES	83 583 290
AUTRES	8 750 210 910
SUB/TOTAL2	38 935 108 856
TOTAL	76 641 131 228

RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES
Par Institution de perception
Exercice 2015-2016

Administration
Générale des
Douanes (AGD)
50,80%



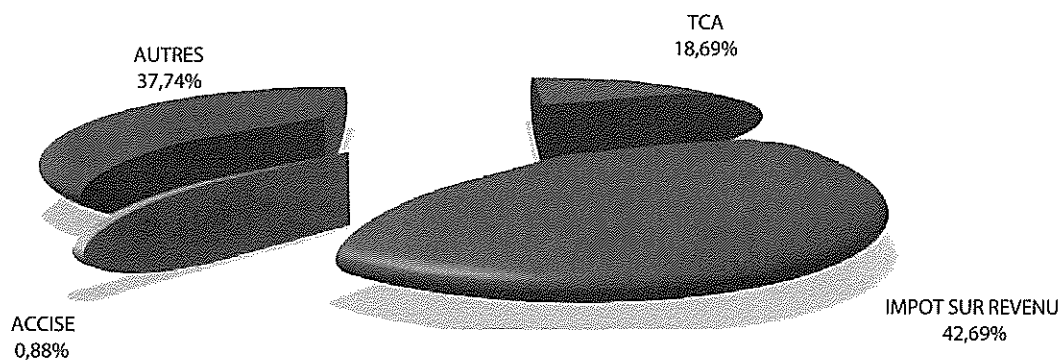
Direction Générale
des Impôts (DGI)
49,20%



STRUCTURE DES PERCEPTIONS PRÉVUES PAR LA DGI
EXERCICE 2015 - 2016
(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	7 048 324 687	18,69
IMPOT SUR REVENU	16 096 184 852	42,69
ACCISE	332 734 803	0,88
AUTRES	14 228 778 028	37,74
TOTAL	37 706 022 371	100,00

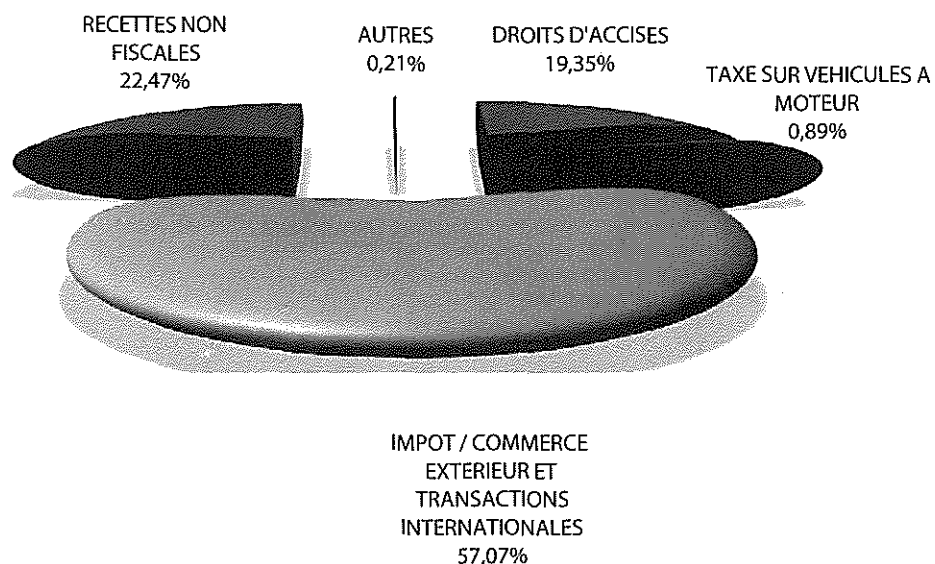
STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR LA DGI
 Exercice 2015-2016



STRUCTURE DES PERCEPTIONS PRÉVUES PAR L'AGD
EXERCICE 2015 - 2016
(En Gourdes)

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	7 533 382 134	19,35
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	348 126 955	0,89
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	22 219 805 566	57,07
RECETTES NON FISCALES	8 750 210 910	22,47
AUTRES	83 583 290	0,21
TOTAL	38 935 108 856	100,00

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR L'AGD
 Exercice 2015-2016

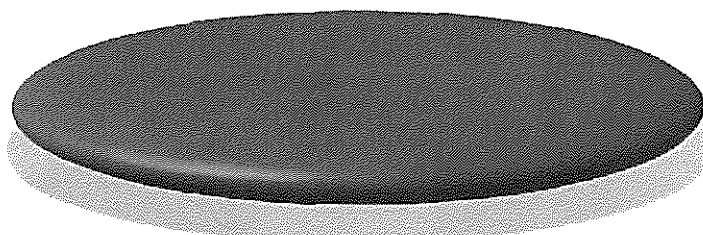


RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES
EXERCICE 2015 - 2016
 (En Gourdes)

	MONTANT	POURCENTAGE (%)
RECETTES FISCALES	0	0,00
RECETTES NON FISCALES	420 000 000	100,00
TOTAL	420 000 000	100,00

RESUME DES PREVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES
 Exercice 2015-2016

RECETTES FISCALES
 0,00%



RECETTES NON
 FISCALES
 100,00%

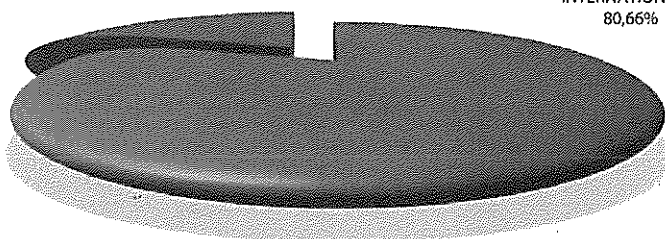
RÉSUMÉ DES DONS PRÉVUS PAR SOURCE
EXERCICE 2015 - 2016
(En Gourdes)

AIDE PROJETS		21 630 956 438
ORGANISMES INTERNATIONAUX		17 447 469 533
BM	3 094 900 000	
BID	7 690 617 013	
AAA	74 400 000	
FIDA	511 342 500	
PAM	4 361 370 052	
UE	1 714 839 968	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		4 183 486 906
ALLEMAGNE	92 947 500	
CANADA	412 196 970	
ESPAGNE	100 291 396	
FRANCE	1 126 801 040	
JAPON	750 000 000	
USA	760 000 000	
TAIWAN	941 250 000	
TOTAL		21 630 956 438

RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE
 Exercice 2015-2016

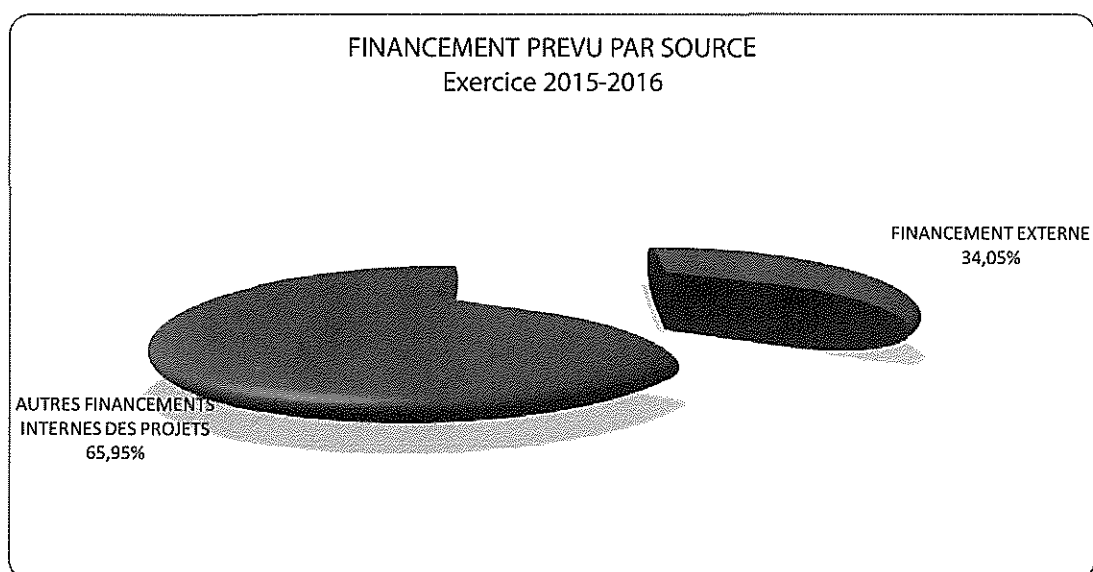
GOUVERNEMENTS
 ETRANGERS
 19,34%

ORGANISMES
 INTERNATIONAUX
 80,66%



RÉSUMÉ DU FINANCEMENT PRÉVU PAR SOURCE
EXERCICE 2015 - 2016
 (En Gourdes)

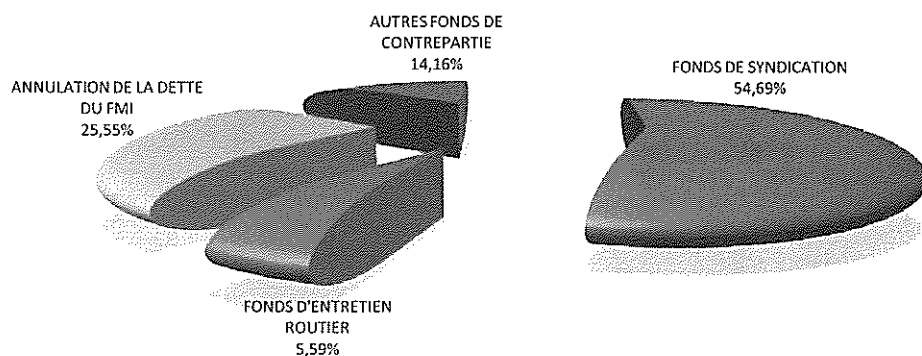
FINANCEMENT TOTAL	19 526 374 363
FINANCEMENT EXTERNE	6 648 066 386
PETROCARIBE	6 648 066 386
AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS	12 878 307 977
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	3 269 935 560
AUTRES FONDS DE CONTREPARTIE (AFC)	9 608 372 417



DÉTAILS DES AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS
EXERCICE 2015 - 2016
(En Gourdes)

AFC TOTAL	12 878 307 977
FONDS DE SYNDICATION	7 000 000 000
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	715 910 217
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	80 000 000
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	3 269 935 560
AUTRES FONDS DE CONTREPARTIE	1 812 462 200

FINANCEMENT INTERNE PREVU PAR SOURCE
Exercice 2015-2016



DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

EXERCICE 2015-2016

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL	
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	37 706 022 371	28 228 962 182	10 851 515 447	45 893 330 801	122 679 830 802
	Ressources hors Dons et Emprunts	37 706 022 371	28 228 962 182	10 851 515 447	420 000 000	77 206 500 001
	Recettes courantes	37 706 022 371	28 228 962 182	10 851 515 447	420 000 000	77 206 500 001
ARTICLE 1	RECETTES FISCALES	28 217 606 208	28 145 378 892	10 851 515 447	0	67 214 500 547
10	Impôts sur le revenu	16 096 184 852	0	0	0	16 096 184 852
100	Sociétés et autres personnes morales	5 692 893 410	0	0	0	5 692 893 410
1000	Impôts base forfaitaire	5 692 893 410				5 692 893 410
101	Personnes physiques	10 403 291 442	0	0	0	10 403 291 442
1010	Impôt sur le salaire	9 812 675 422				9 812 675 422
1012	Impôt sur les commissions - courtages	590 616 020				590 616 020
11	Taxe sur le salaire ou taxe sur main-oeuvre	606 474 387	0	0	0	606 474 387
110	Taxe sur la masse salariale	606 474 387				606 474 387
12	Impôts sur la propriété	1 715 223 977	0	0	0	1 715 223 977
120	Propriété immobilière	88 546 758	0	0	0	88 546 758
1200	Taxe additionnelle sur CFPB	88 546 758				88 546 758
121	Droits de successions et donations	1 502 400 296	0	0	0	1 502 400 296
1210	Droit proportionnel d'enregistrement	1 275 000 000				1 275 000 000
1212	Taxe supplémentaire sur successions	227 400 296				227 400 296
122	Droits sur transactions mobilières et immobilières	76 634 039	0	0	0	76 634 039
1221	Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregistrement	76 634 039				76 634 039
123	Droits sur autres actes relatifs à la propriété	3 257 466	0	0	0	3 257 466
1230	Droit proportionnel d'enregistrement	3 257 466				3 257 466
124	Divers impôts sur la propriété	43 254 960	0	0	0	43 254 960
1240	Taxe sur transmission de titres et taxe sur actions	43 254 960				43 254 960
125	Droits d'hypothèque	59 976				59 976
129	Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété	1 070 483				1 070 483
13	Taxes sur les biens et services	9 057 545 475	12 877 607 889	3 898 414 201	0	25 833 567 564
130	Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	7 048 324 687	8 749 144 226			15 797 468 914
1300	Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		8 749 144 226			8 749 144 226
1301	Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	7 048 324 687				7 048 324 687
131	Droits d'accises	332 734 803	3 634 967 934	3 898 414 201	0	7 866 116 938
1310	Droits d'accises ordinaires sur boissons alcoolisées et non alcoolisées	147 430 893	3 634 967 934	0	0	3 782 398 826
13104	Boissons vineuses		3 634 967 934			3 634 967 934
13105	Autres boissons non gazeuses (à base de lait, fruits, légumes)	147 430 893				147 430 893
1312	Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	185 303 911	0	0	0	185 303 911
13120	Allumettes	1 508				1 508
13121	Cigarettes	185 302 403				185 302 403
1314	Droits d'accises ordinaires sur les combustibles et lubrifiants	0	0	2 917 590 939	0	2 917 590 939
13143	Gasoline			2 917 590 939		2 917 590 939
13144	Gasoil			0		0
1315	Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	0	980 823 262	0	980 823 262
13151	Gasoil accise variable			980 823 262		980 823 262
132	Taxes sur services déterminés	286 471 184	0	0	0	286 471 184
1321	Taxe sur ventes de camions de bonnet	286 471 184				286 471 184
133	Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	1 124 654 240	348 126 955	0	0	1 472 781 195
1330	Contributions patentes et licences	1 124 654 240	0	0	0	1 124 654 240
13300	Patente (partie restante 20 "pour compte du Trésor)	206 489 388				206 489 388
13303	Licence d'exploitation	918 164 852				918 164 852
1331	Taxes sur les véhicules à moteur	0	348 126 955	0	0	348 126 955
13310	Taxe 1ère immatriculation véhicules		196 490 761			196 490 761
13314	Taxe touristique		151 636 195			151 636 195
134	Diverses taxes sur biens et services	264 369 863	145 368 773	0	0	409 738 636
1341	Taxe sur tickets de voyage	264 369 863	145 368 773			409 738 636
139	Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services	990 698				990 698
14	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	15 266 704 320	6 953 101 246	0	22 219 805 566
140	Droits d'importation	0	8 760 255 330	5 719 423 863	0	14 479 679 193
1400	Droits de Douane		8 760 255 330	5 719 423 863		14 479 679 193
141	Autres perceptions à l'importation	0	6 440 972 688	1 233 677 383	0	7 674 650 071
1410	Frais de vérification		5 458 620 711	1 233 677 383		6 692 298 095
1411	Droit de transit		219 753			219 753
1412	Droit d'entrepôt		777 527			777 527
1413	Vente à l'encan des biens saisis		300 000 000			300 000 000
1419	Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		681 354 697			681 354 697

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

EXERCICE 2015-2016

(en Courdes)

PREVISION DES RESSOURCES

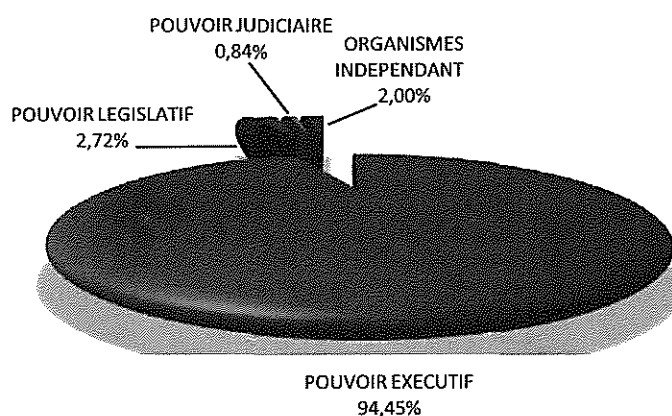
	NATURE	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
149	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales</i>	0	65 476 302	0	65 476 302
1490	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation</i>		65 476 302		65 476 302
1491	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / divers impôts sur commerce extérieur et transactions internationales</i>	0			0
15	Autres recettes fiscales	742 177 517	1 066 683	0	743 244 200
150	<i>Impôts de capitation</i>	53 880 604	0	0	53 880 604
1500	<i>Carte d'identité fiscale</i>	53 880 604			53 880 604
151	<i>Droits de timbre</i>	500 046 964	1 066 683	0	501 113 648
1510	<i>Droits de timbre fixe</i>	500 046 964	0	0	500 046 964
15100	<i>Droit de fonctionnement</i>	500 046 964			500 046 964
1511	<i>Droits de timbre proportionnel</i>		1 033 113	0	1 033 113
15111	<i>Autres droits de timbre proportionnel</i>		1 033 113		1 033 113
1512	<i>Droit de timbres spéciaux</i>		33 570		33 570
152	<i>Droits fixe d'enregistrement</i>	1 968 183	0	0	1 968 183
1522	<i>Taxe supplémentaire sur droits fixe d'enregistrement</i>	1 968 183			1 968 183
153	<i>Diverses autres recettes fiscales</i>	181 134 697	0	0	181 134 697
1531	<i>Droit spécial sur bordereaux administratifs</i>	105 801 283			105 801 283
1532	<i>Carte d'immatriculation fiscale</i>	75 333 414			75 333 414
159	<i>Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales</i>	5 147 068			5 147 068
ARTICLE 2	RECETTES NON FISCALES	9 488 416 163	83 583 290	420 000 000	9 991 999 454
20	Revenus des Domaines et de l'entreprise	8 058 076 787	0	420 000 000	8 478 076 787
200	<i>Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des institutions financières</i>	0	0	420 000 000	420 000 000
2000	<i>Apports des entreprises publiques</i>	0		420 000 000	420 000 000
201	<i>Revenus de la propriété</i>	8 058 076 787	0	0	8 058 076 787
2010	<i>Affernage des biens domaniaux (terrains)</i>	8 055 650 000			8 055 650 000
2019	<i>Autres revenus de la propriété</i>	2 426 787			2 426 787
21	Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires	967 449 850	83 583 290	0	1 051 033 140
210	<i>Droits administratifs</i>	951 211 657	0	0	951 211 657
2100	<i>Droit de passeport</i>	169 960 000		0	169 960 000
2101	<i>Droit de Permis de conduire</i>	169 960 000			169 960 000
2109	<i>Autres droits administratifs non ventilés ailleurs</i>	611 291 657			611 291 657
211	<i>Frais administratifs</i>	16 238 193	83 583 290	0	99 821 484
2116	<i>Vente de formulaires administratifs divers</i>		3 860 396		3 860 396
2118	<i>Taxe d'immigration et d'émigration</i>	167 112	9 441 810		9 608 922
2119	<i>Autres frais administratifs non ventilés ailleurs</i>	16 071 081	70 281 084		86 352 165
22	Amendes et sanctions	70 345 958	0	0	70 345 958
229	<i>Autres Amendes et sanctions non fiscales</i>	70 345 958			70 345 958
23	Autres recettes non fiscales	392 543 568	0	0	392 543 568
230	<i>Frais de recouvrement et de perception</i>	17 543 568			17 543 568
231	<i>Produits divers</i>	375 000 000			375 000 000
ARTICLE 5	DONS	0	0	25 946 956 438	25 946 956 438
50	Dons pour dépenses courantes	0	0	4 316 000 000	4 316 000 000
501	<i>Dons extérieurs</i>	0	0	4 316 000 000	4 316 000 000
5011	<i>Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères</i>			4 316 000 000	4 316 000 000
51	Dons pour dépenses en capital	0	0	21 630 956 438	21 630 956 438
511	<i>Dons extérieurs</i>	0	0	21 630 956 438	21 630 956 438
5110	<i>Dons d'organismes internationaux</i>			17 447 469 533	17 447 469 533
5111	<i>Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères</i>			4 183 486 906	4 183 486 906
ARTICLE 8	EMPRUNTS	0	0	19 526 374 363	19 526 374 363
80	Emprunts intérieurs	0	0	12 878 307 977	12 878 307 977
801	<i>Emprunts auprès des autres institutions financières</i>			9 608 372 417	9 608 372 417
809	<i>Autres emprunts internes</i>			3 269 935 560	3 269 935 560
81	Emprunts extérieurs	0	0	6 648 066 386	6 648 066 386
810	<i>Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale</i>			6 648 066 386	6 648 066 386

**PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES CRÉDITS
BUDGÉTAIRES PAR INSTITUTION**

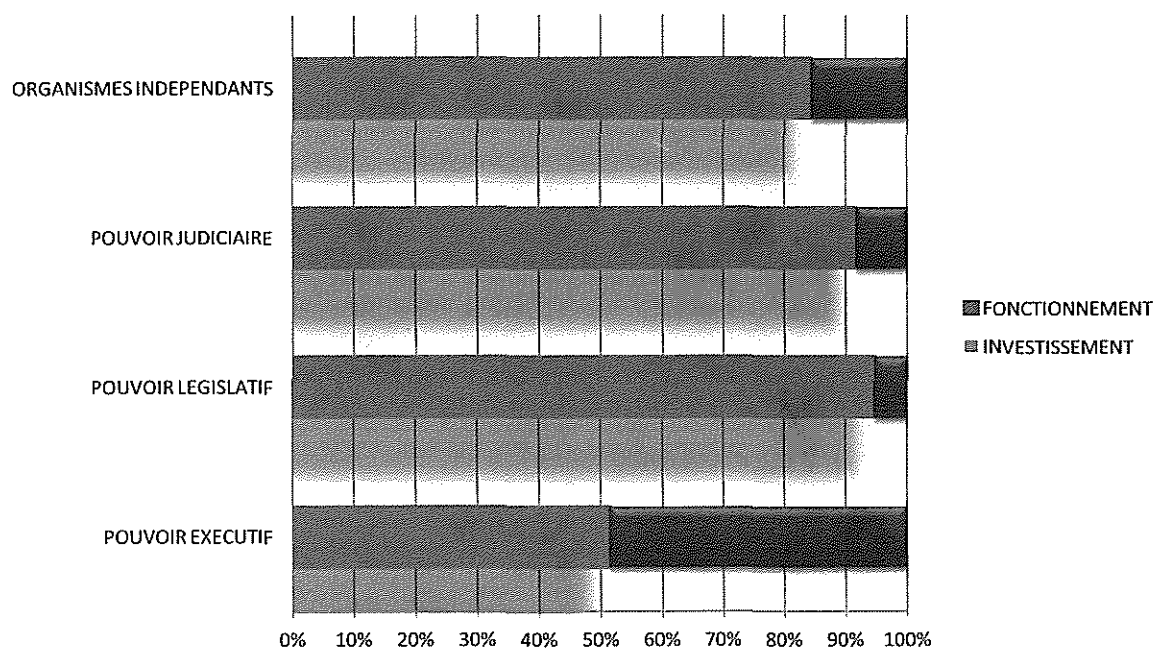
CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2015-2016 PAR CATÉGORIE INSTITUTIONNELLE

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
POUVOIR EXECUTIF	59 663 514 613	56 202 330 801	115 865 845 415
POUVOIR LEGISLATIF	3 161 686 457	175 000 000	3 336 686 457
POUVOIR JUDICIAIRE	944 314 866	85 000 000	1 029 314 866
ORGANISMES INDEPENDANTS	2 066 484 064	381 500 000	2 447 984 064
TOTAL	65 836 000 000	56 843 830 801	122 679 830 801

Crédits budgétaires 2015-2016 par catégorie institutionnelle



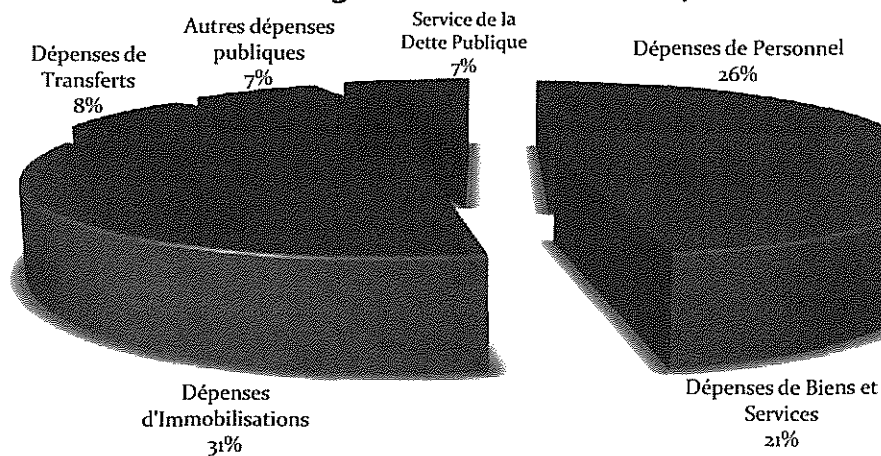
Crédits budgétaires 2015-2016 par catégorie institutionnelle et par nature



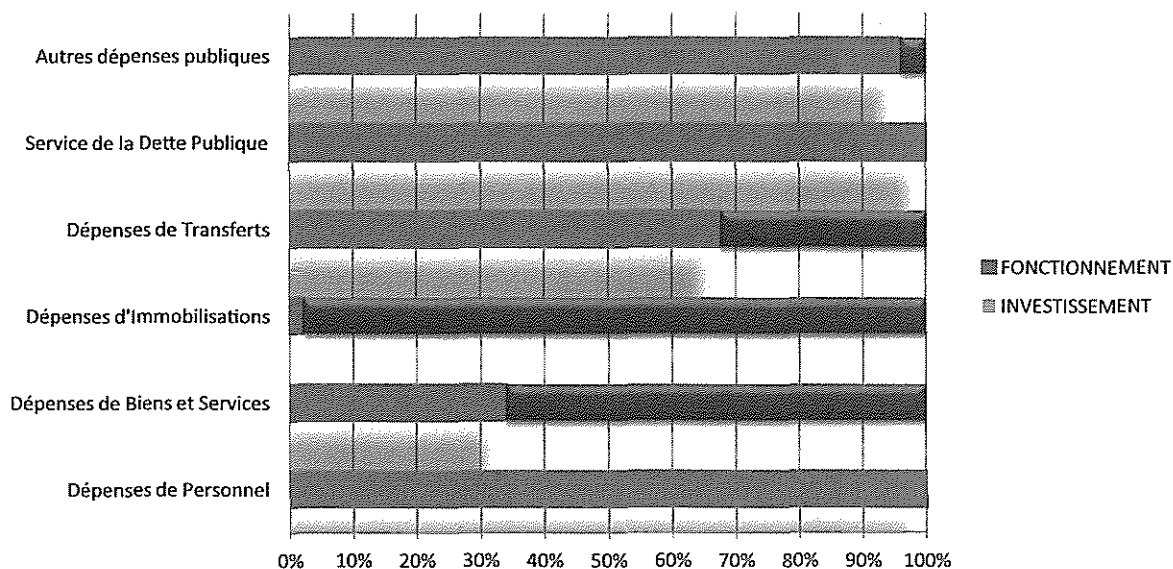
CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2015-2016 PAR TITRE

TITRE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses de Personnel	32 550 945 781	-	32 550 945 781
Dépenses de Biens et Services	8 593 710 033	16 597 377 925	25 191 087 959
Dépenses d'Immobilisations	853 618 737	36 863 567 571	37 717 186 308
Dépenses de Transferts	6 344 031 944	3 030 885 305	9 374 917 248
Service de la Dette Publique	8 942 353 541	-	8 942 353 541
Autres dépenses publiques	8 551 339 964	352 000 000	8 903 339 964
TOTAL	65 836 000 000	56 843 830 801	122 679 830 801

Crédits budgétaires 2015 -2016 par titre



Crédits budgétaires 2015-2016 par titre

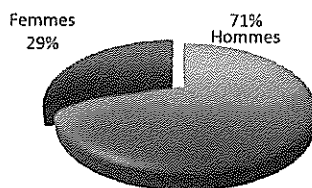


CRÉDITS BUDGÉTAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF

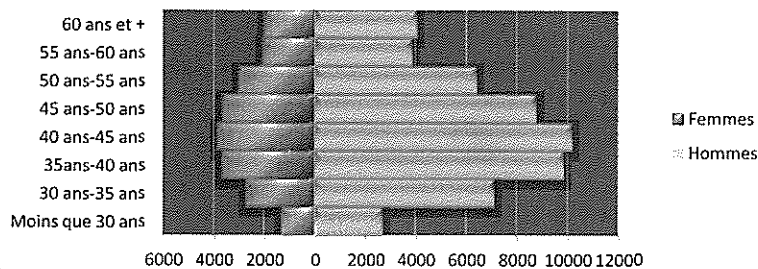
Effectif de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe

Groupe d'Age	Hommes	Femmes	TOTAL
Moins que 30 ans	2 729	1 308	4 037
30 ans-35 ans	7 157	2 719	9 876
35ans-40 ans	9 885	3 643	13 528
40 ans-45 ans	10 187	3 831	14 018
45 ans-50 ans	8 810	3 655	12 465
50 ans-55 ans	6 441	2 995	9 436
55 ans-60 ans	3 906	2 054	5 960
60 ans et +	4 072	1 980	6 052
TOTAL	53 187	22 185	75 372

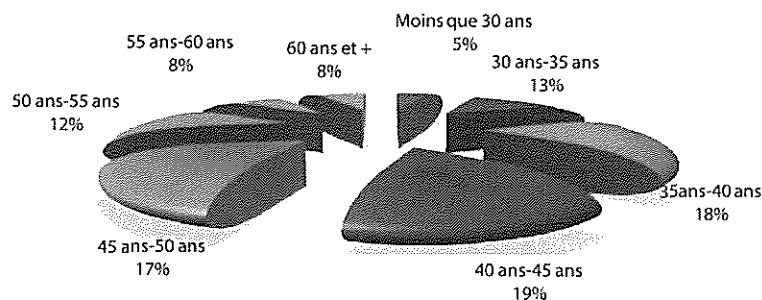
Répartition du personnel régulier de la fonction publique par sexe



Répartition du personnel de la fonction publique par âge et par sexe



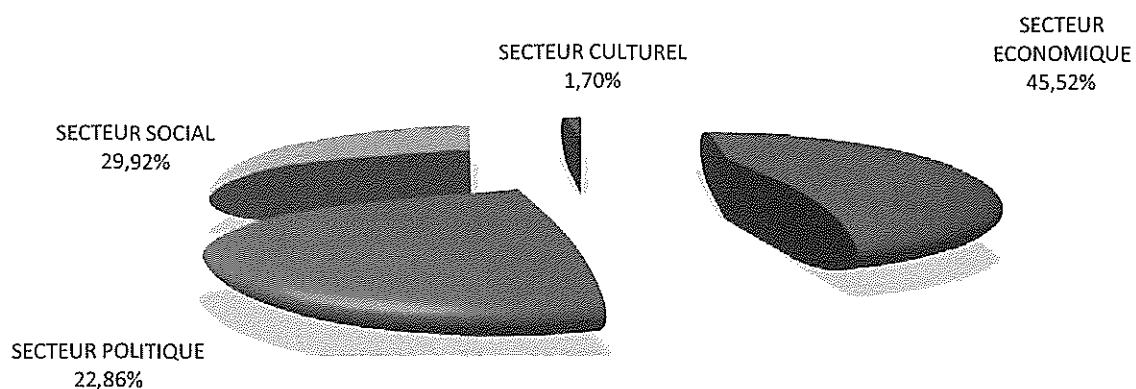
Répartition du personnel de la fonction publique par tranche d'âge



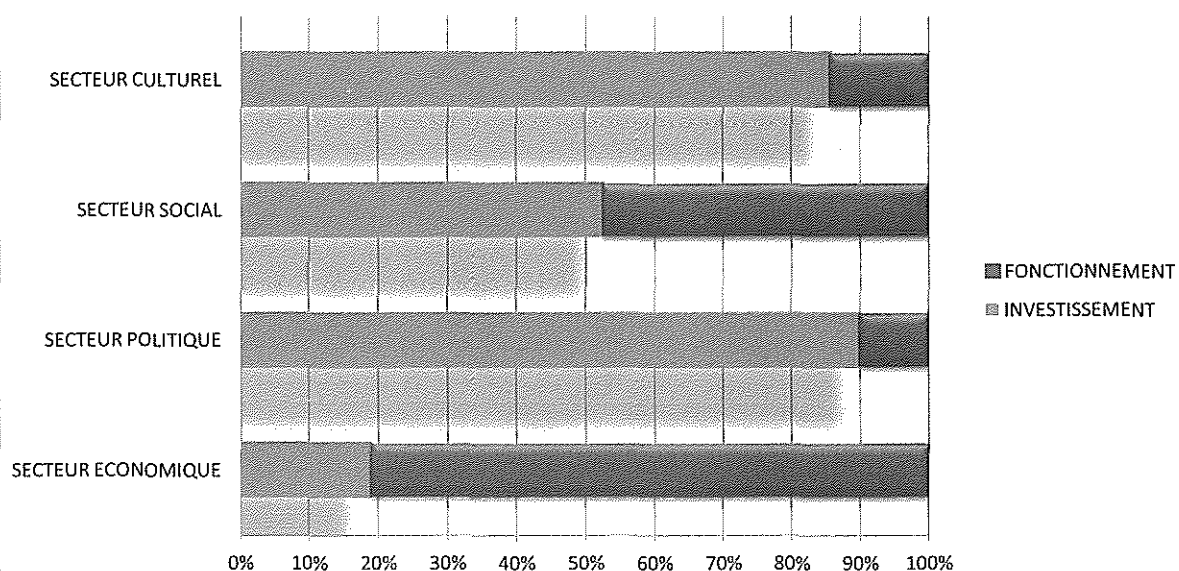
Crédits budgétaires 2015-2016 par secteur

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
SECTEUR ECONOMIQUE	9 088 111 213	39 081 060 348	48 169 171 560
SECTEUR POLITIQUE	21 755 284 546	2 433 348 418	24 188 632 964
SECTEUR SOCIAL	16 588 196 870	15 070 422 036	31 658 618 906
SECTEUR CULTUREL	1 538 990 917	259 000 000	1 797 990 917
AUTRES ADMINISTRATIONS	16 865 416 454	-	16 865 416 454
TOTAL	65 836 000 000	56 843 830 801	122 679 830 801

Crédits budgétaires 2015-2016 par secteur



Crédits budgétaires 2015-2016 par secteur et par nature

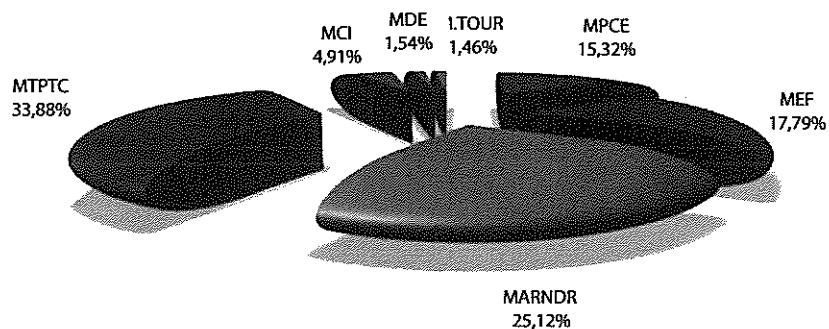


POUVOIR EXÉCUTIF

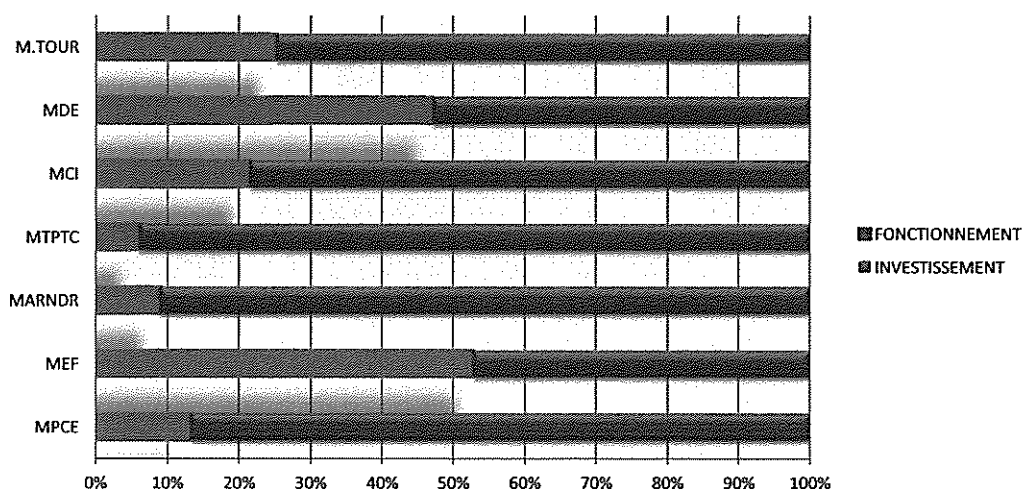
Crédits budgétaires 2015-2016 du secteur économique

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	969 912 527	6 286 050 501	7 255 963 028
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 455 219 069	3 968 796 880	8 424 015 949
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	1 065 882 070	10 829 285 861	11 895 167 931
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	975 105 481	15 068 223 597	16 043 329 078
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 345 859	1 821 598 247	2 323 944 107
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	343 298 352	384 500 000	727 798 352
MINISTERE DU TOURISME	173 973 522	515 105 262	689 078 784
TOTAL	8 485 736 881	38 873 560 348	47 359 297 229

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du secteur économique



Crédits budgétaires 2015-2016 du secteur économique



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION
ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE**

1111.- MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est créé par le Décret du 10 février 1989 et régi par celui du 10 mars 1989. Ses principales mission et attributions sont :

- Élaborer des plans nationaux et améliorer les systèmes de Planification devant permettre l'utilisation normale des ressources disponibles pour un développement économique et social équilibré ;
- Formuler la politique nationale dans le domaine de l'organisation et du développement des Coopératives;
- Former des cadres moyens et supérieurs en planification, statistique et économie appliquée, en priorité pour l'Administration publique;
- Rechercher, traiter, utiliser toutes les données susceptibles d'inspirer le choix des priorités et des moyens qui formeront le «Plan National de Développement Économique et Social» ;
- Coordonner les activités de planification entreprises par les Ministères et autres organismes de l'État ;
- Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des programmes d'investissements publics ;
- Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des accords de coopération externe ;
- S'assurer que les conditions techniques, économiques et organisationnelles de l'exécution du plan sont convenablement étudiées et remplies;
- Assurer la supervision et l'évaluation des programmes et projets de développement à l'intérieur du Plan National ;
- Intégrer les apports de la coopération externe au cadre de planification nationale, et coordonner sa participation au développement économique et social du pays.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État.

Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une structure centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

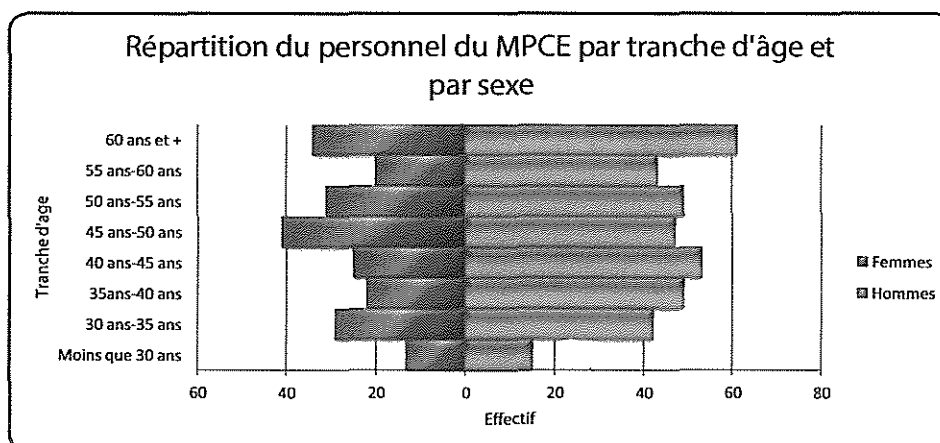
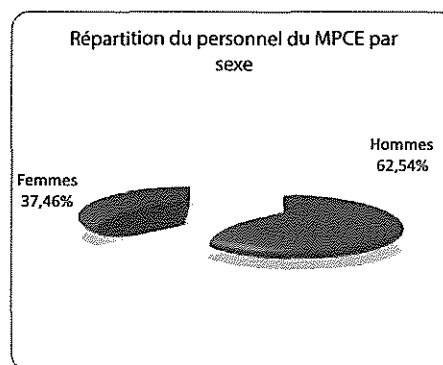
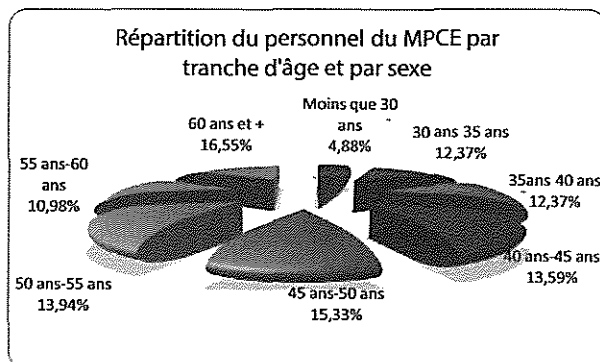
- Renforcer la coordination des stratégies et politiques globales de développement et renforcer le cadre de dialogue avec les partenaires techniques et financiers;
- Améliorer les rapports de coopération et assurer un meilleur suivi de l'aide au développement;
- Identifier et promouvoir les pôles régionaux et locaux de développement;
- Renforcer les capacités techniques et institutionnelles au service de la planification et de l'aménagement du territoire;
- Établir un système de réseautage entre les ministères et les UEP dans le domaine de la planification, le suivi et l'évaluation;
- Mettre en place un système d'information géo-référencée avec une plateforme web donnant accès à des bases de données pour s'informer sur différents aspects des quartiers.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	359	215	574	46	17 381 555	30 281
Bureau du Ministre et Direction Générale	292	176	468	48	14 340 575	30 642
CTPEA	22	12	34	56	858 530	25 251
CNC	19	13	32	45	842 810	26 338
CNIGS	26	14	40	44	1 339 640	33 491

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MPCE

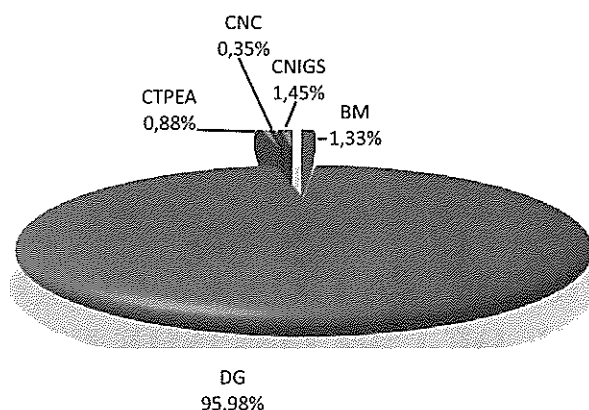


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

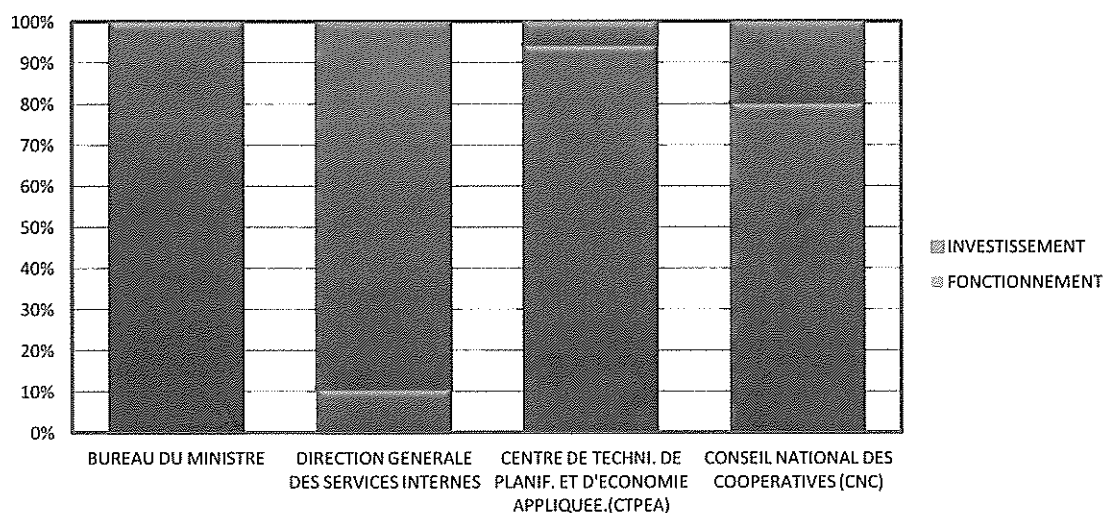
1111 MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1111-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	96 599 300	-	96 599 300
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	741 663 548	6 222 742 372	6 964 405 919
1111-1-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	60 544 463	3 608 130	64 152 593
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	20 350 506	5 000 000	25 350 506
1111-1-15-	CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	50 754 711	54 700 000	105 454 711
	TOTAL	969 912 527	6 286 050 501	7 255 963 028

Pondération des crédits budgétaires du MPCE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires du MPCE 2015-2016 par section



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**

1112.- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Économie et des Finances est régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont:

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'État ;
- Déterminer la politique générale de l'État, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'État;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget général de la République et en assurer l'exécution ;
- Assurer la gestion de la trésorerie ;
- Juger de l'opportunité des dépenses de l'Etat;
- Établir, avec le concours de la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Veiller à l'application des lois sur l'établissement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des banques, bureaux de change, institutions de crédit et compagnies d'assurance ;
- Fixer les normes de la comptabilité publique et veiller à leur application;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques ;
- Participer à l'élaboration des plans et programmes de développement économique national ;
- Encourager les investissements nationaux et étrangers et stimuler la création de nouveaux emplois ;
- Veiller à l'observance des clauses financières des contrats régissant les entreprises concessionnaires de services publics ;
- Exercer le contrôle financier des collectivités territoriales, des entreprises et établissements publics ou mixtes ;
- Représenter l'État dans les entreprises mixtes et d'État à caractère financier, commercial et industriel et contrôler leurs activités ;
- Donner son avis écrit et motivé sur tout projet de loi à caractère économique, fiscal ou financier ;
- Négocier et signer tout contrat, accord, convention et traité à incidence économique et entraînant des obligations financières pour l'État ;
- Exercer toutes autres attributions de nature économique et financière découlant de la mission qui lui est assignée.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Économie et des Finances est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux (2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de Dix (10) Directions Départementales;
- Dix (10) Services Externes

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Stabiliser et affiner les prévisions macroéconomiques à court terme, et améliorer l'analyse de l'impact des politiques budgétaires et fiscales sur la pauvreté;
- Établir une présentation claire et transparente des documents budgétaires reflétant les politiques publiques;
- Poursuivre la réforme budgétaire à travers la mise en application de la nouvelle loi portant élaboration et exécution des lois de finances en révision du décret du 16 février 2005 et d'un cadre légal approprié;
- Bâtir le plan d'action pour la mise en place progressive du budget-programme;
- Faciliter la mise à disposition suffisante et à temps de la trésorerie nécessaire à l'application d'un processus budgétaire basé sur des plans d'actions réalisables;
- Accompagner les ministères et institutions dans l'élaboration de leur perspective de budget-programme;
- Améliorer la performance de l'Administration Générale des Douanes en renforçant le contrôle interne;
- Moderniser le cadre légal et institutionnel en adéquation aux règles de l'OMC sur le commerce extérieur et la sensibilisation des agents aux nouvelles dispositions;

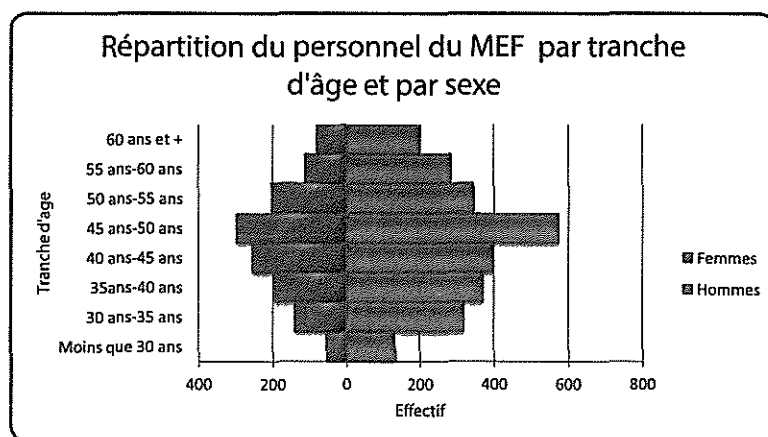
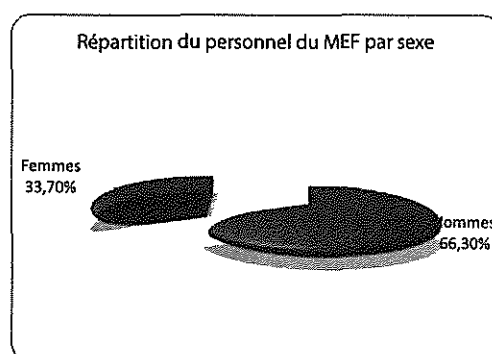
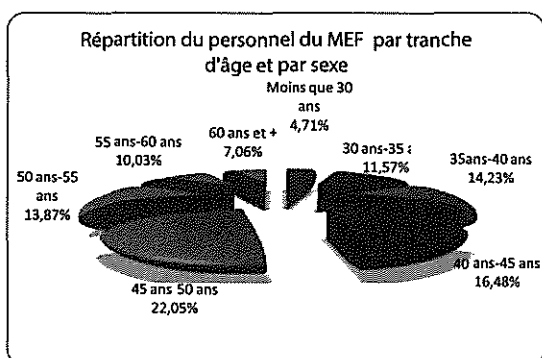
- Renforcer les capacités d'intervention de l'Administration Générale des Douanes et intensifier les brigades frontalières et développer une capacité d'analyse des risques et fraudes;
- Renforcer le contrôle interne pour améliorer la gestion, la transparence et la rationalisation des dépenses;
- Renforcer les liaisons informatiques entre administrations fiscales et financières à travers la mise en place du Schéma Directeur Informatique (SDI);
- Finalisation de l'avant projet de loi relatif au Plan de Retraite des Agents de la Fonction Publique.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	376	205	581	43	20 832 429	35 856
Bureau du Ministre et Direction Générale	372	201	573	43	20 551 329	35 866
FAES	0	0	0	0	-	
ULCC	0	0	0	0	-	
ENAF	4	4	8	44	281 100	35 138
Services techniquement déconcentrés	2243	1126	3369	43	90 694 117	26 920
IHSI	78	45	123	48	3 912 633	31 810
DGB	68	38	106	41	3 615 733	34 111
DGI	970	619	1589	47	43 083 320	27 113
AGD	1089	407	1496	44	38 171 930	25 516
IGF	38	17	55	38	1 910 500	34 736

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MEF

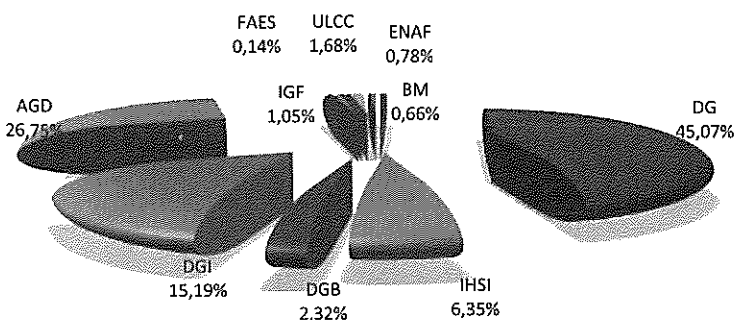


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

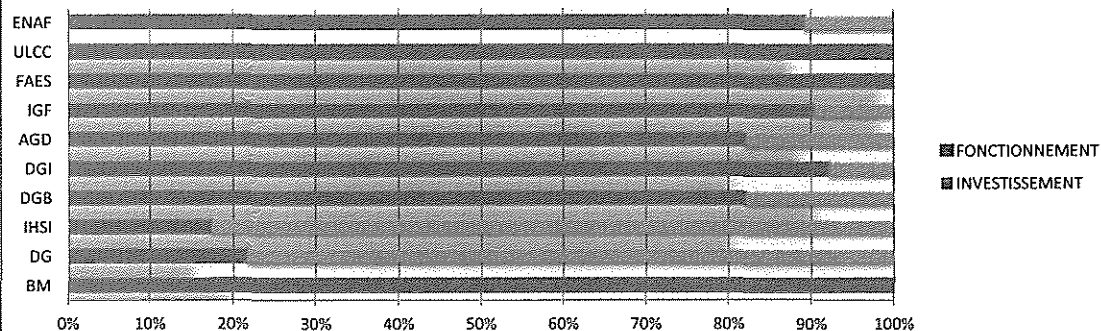
1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1112-1-11- BUREAU DU MINISTRE	55 697 669	-	55 697 669
1112-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	823 427 492	2 973 273 627	3 796 701 119
1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	93 204 999	441 666 667	534 871 666
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	160 604 743	35 000 000	195 604 743
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 179 999 073	100 000 000	1 279 999 073
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 850 461 930	403 356 586	2 253 818 516
1112-2-25- INSPECTION GENERALE DES FINANCES	80 041 346	8 500 000	88 541 346
1112-1-19- FAES	12 086 849	-	12 086 849
1112-1-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	141 198 893	-	141 198 893
1112-1-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	58 398 875	7 000 000	65 398 875
TOTAL	4 455 121 869	3 968 796 880	8 423 918 749

Pondération des crédits budgétaires du MEF 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MEF par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES
NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

1113.- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est créé et régi par le Décret du 30 septembre 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, appliquer, orienter, faire respecter la politique économique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural ;
- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage ;
- Mettre en oeuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destinés en priorité à la consommation nationale ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Élaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune ;
- Définir les objectifs du Gouvernement en matière de développement rural et contribuer à leur réalisation ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Faciliter l'accès des habitants du milieu rural aux facteurs de production tels: terres, eaux, crédits, engrais, semences, informations et technologies appropriées ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural et entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales oeuvrant dans ces domaines.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Renforcer le dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires (chaîne de froid, hygiène, etc.);
- Intensifier les productions animales (création de fermes, amélioration génétique et promotion de l'élevage à cycle court, promotion de l'élevage non conventionnel, aménagement des pêcheries, ...);
- Améliorer la commercialisation des denrées alimentaires issues de la transformation des produits agricoles locaux;
- Améliorer les performances des dispositifs d'intervention en matière de gestion des crises alimentaires et des catastrophes naturelles;
- Faciliter l'accès aux financements agricoles à travers la promotion des micro-assurances dans le secteur;
- Favoriser l'accès aux infrastructures et équipements agricoles de conservation;
- Mettre en place un réseau d'aires protégées et un mécanisme de gestion des ressources forestières;
- Aménager de nouvelles terres irriguées à travers la construction et réhabilitation des systèmes d'irrigation dans sept (7) départements du pays;
- Renforcer les dispositifs de lutte contre les accrues principales maladies animales et de surveillance épidémiologique;
- Mettre en place un réseau de transport national à travers la construction et l'aménagement de 250 Kms de pistes agricoles de desserte;
- Accélérer la planification et l'aménagement des bassins versants dans les montagnes (en amont des systèmes d'irrigation);
- Élaborer et mettre en oeuvre une loi portant sur l'identité de l'exploitant agricole.

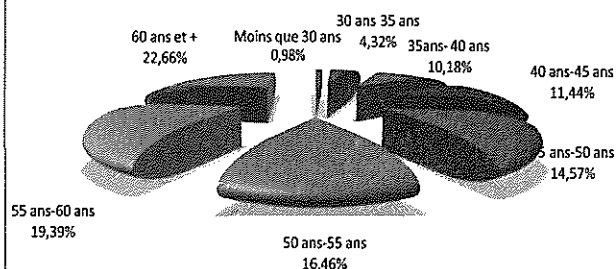
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	1135	297	1432	49	37 268 670	26 026
Bureau du Ministre et Direction Générale	853	239	1092	49	28 925 590	26 489
ODVA	201	27	228	49	5 047 470	22 138
INARA	81	31	112	49	3 295 610	29 425

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MARNDR

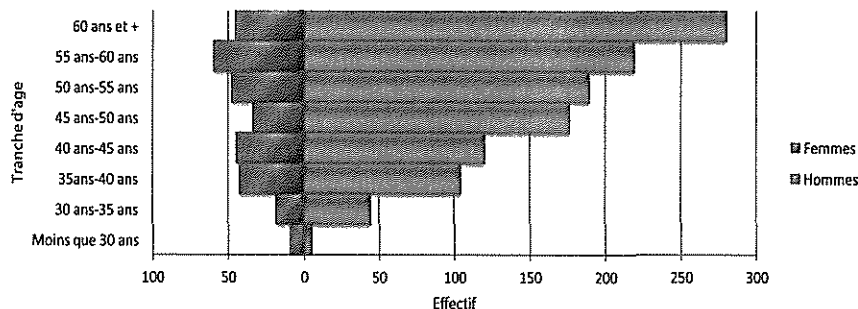
Répartition du personnel de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel de la fonction publique par sexe



Répartition du personnel de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe

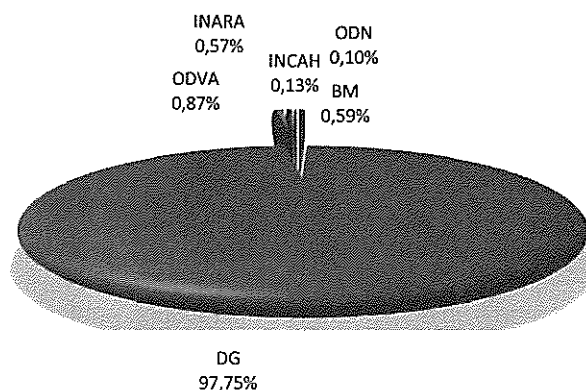


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

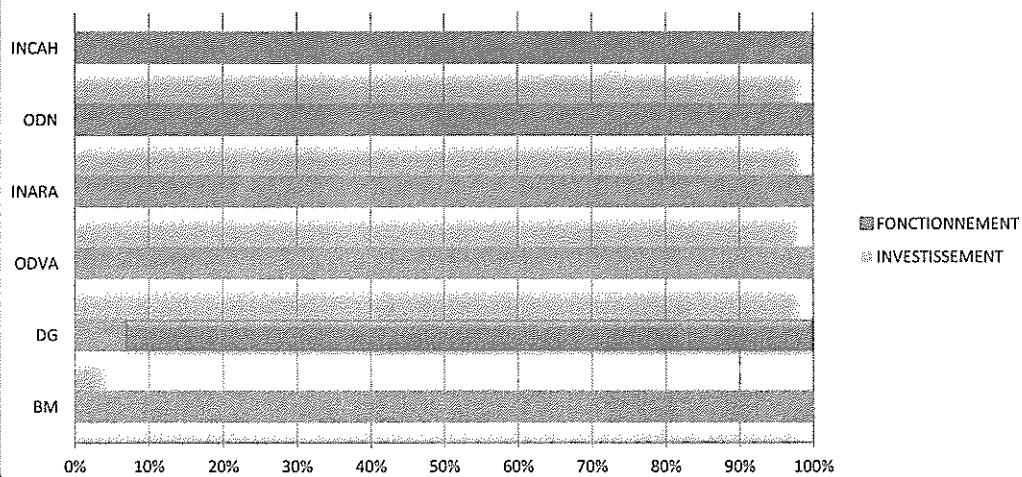
1113 MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1113-1-11- BUREAU DU MINISTRE	69 589 799	-	69 589 799
1113-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	798 600 062	10 829 285 861	11 627 885 923
1113-1-13- ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	103 471 835	-	103 471 835
1113-1-14- INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	67 523 920	-	67 523 920
1113-1-16- ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	11 718 595	-	11 718 595
1113-1-17- INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	14 977 860	-	14 977 860
TOTAL	1 065 882 070	10 829 285 861	11 895 167 931

Pondération des crédits budgétaires du MARNDR 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015- 2016 du MARNDR par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

1114.- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est créé et régi par le Décret du 18 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du gouvernement dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie ;
- Assurer l'étude, la planification, l'exécution, l'entretien, le contrôle, la supervision et l'évaluation de toutes les infrastructures physiques relatives aux équipements urbains et ruraux, aux routes, ports et aéroports, aux systèmes de télécommunications, aux systèmes d'alimentation en eau potable ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction ;
- Réglementer et contrôler la prestation des services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de sa compétence.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination Technique, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Huit (8) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Améliorer l'accès à toutes les régions du pays par le développement des infrastructures routières;
- Développer un réseau régional secondaire, y compris le développement des liaisons routières avec les principaux points d'accès au pays;
- Réhabiliter et construire des infrastructures portuaires et aéroportuaires;
- Finaliser le maillage routier à travers la protection, la construction et la réhabilitation des ponts dans tous les dix (10) départements géographiques du pays;
- Augmenter le taux de branchement au réseau d'eau potable à partir de la réhabilitation des Systèmes d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) dans les dix (10) départements;
- Accroître l'accès à l'électricité dans les zones rurales et urbaines par le biais de l'extension du réseau, l'électrification de certaines communes et la construction d'une centrale hydraulique Saut Baril;
- Poursuivre l'implantation d'installations solaires sur le territoire national, spécialement dans les régions dépourvues d'infrastructures, avec au minimum une installation par section communale;
- Moderniser et dynamiser le secteur des télécommunications;
- Rationaliser et contrôler les exploitations de sable;
- Identifier et promouvoir de nouvelles sources de matériaux de construction;
- Moderniser le cadastre et mettre en place des mesures visant à inciter le respect des droits de propriété.

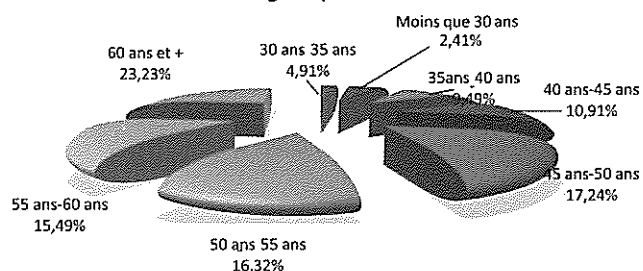
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

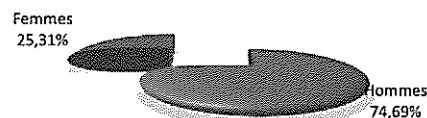
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	897	304	1 201	51	30 417 050	25 326
Bureau du Ministre et Direction Générale	632	199	831	52	20 964 390	25 228
LNBTP	44	7	51	46	1 410 800	27 663
ONACA	73	33	106	46	2 571 000	24 255
SEMANAH	36	16	52	48	1 378 870	26 517
CONATEL	25	4	29	52	628 430	21 670
BME	75	36	111	50	2 749 760	24 773
FER	0	0	-	0	-	-
CNE	0	0	-	0	-	-
DINEPA	12	9	21	58	713 800	33 990

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MTPTC

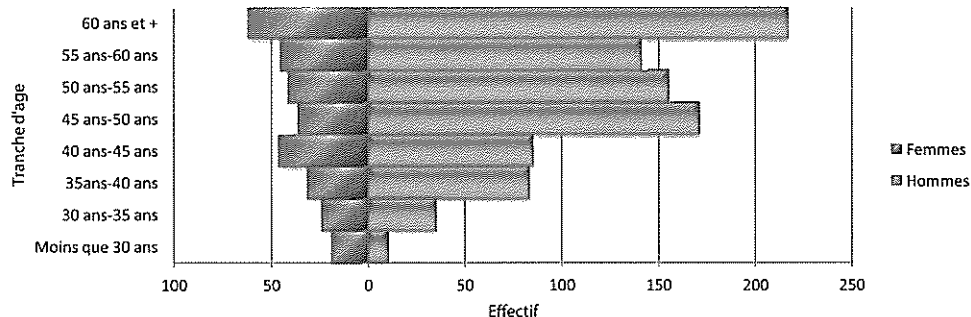
Répartition du personnel du MTPTC par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MTPTC par sexe



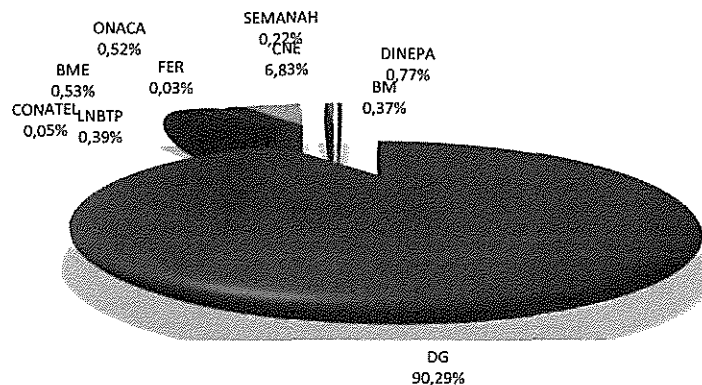
Répartition du personnel du MTPTC par tranche d'âge et par sexe



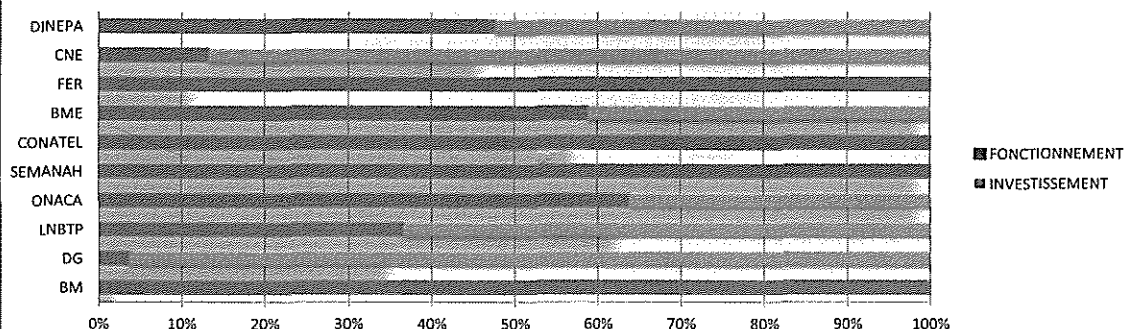
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1114 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATION			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1114-1-11- BUREAU DU MINISTRE	58 722 404	-	58 722 404
1114-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	537 984 672	13 948 223 597	14 486 208 269
1114-1-15- LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	23 093 809	40 000 000	63 093 809
1114-1-16- OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	53 031 809	30 000 000	83 031 809
1114-1-17- SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	35 000 000	-	35 000 000
1114-1-18- CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7 740 558	-	7 740 558
1114-1-19- BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	50 000 000	35 000 000	85 000 000
1114-1-20- FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417	-	4 994 417
1114-1-21- CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	145 315 129	950 000 000	1 095 315 129
1114-1-22- DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	59 222 683	65 000 000	124 222 683
TOTAL	975 105 481	15 068 223 597	16 043 329 078

Pondération des crédits budgétaires du MTPTC 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MTPTC par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE**

1115.- MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est créé et régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle ;
- Étudier toute mesure tendant à promouvoir le développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Coordonner toute négociation portant sur des Accords, Conventions, Traités en matière Commerciale, Industrielle ou dans le domaine de l'intégration économique ;
- Veiller à l'application à l'échelle nationale des Lois, Arrêtés, Règlements et Communiqués relatifs aux activités Commerciales et Industrielles ;
- Définir et coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger ;
- Superviser et orienter les activités des organismes publics ou semi-publics sous sa tutelle ;
- Servir d'intermédiaire entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Associations de Protection du Consommateur.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7) Directions Techniques ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Simplifier les procédures et réduire les délais de création des sociétés ;
- Promouvoir les filières porteuses pour accroître le potentiel commercial interne et externe d'Haïti en vue d'améliorer la compétitivité ;
- Aménager des Zones Économiques Spéciales et des Zones industrielles ;
- Développer des industries compétitives tournées vers la transformation des matières premières ;
- Créer un environnement favorable à l'éclosion d'un secteur privé dynamique ;
- Développer le secteur de l'artisanat ;
- Promouvoir la normalisation, la protection des consommateurs et améliorer la qualité des produits ;
- Améliorer le service postal universel.

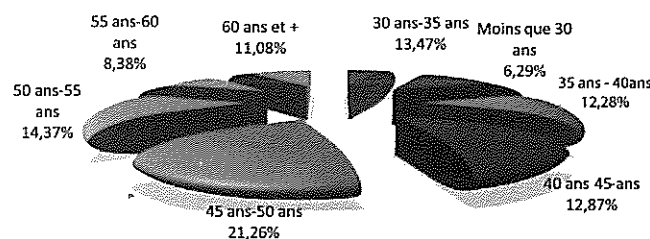
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

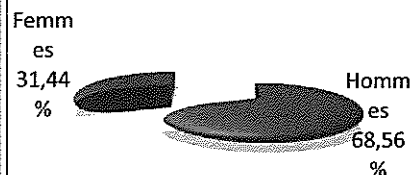
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	216	97	313	43	10 296 740	32 897
Bureau du Ministre et Direction Générale	216	97	313	43	10 296 740	32 897
OPH						
DGZF						
CFI						

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCI

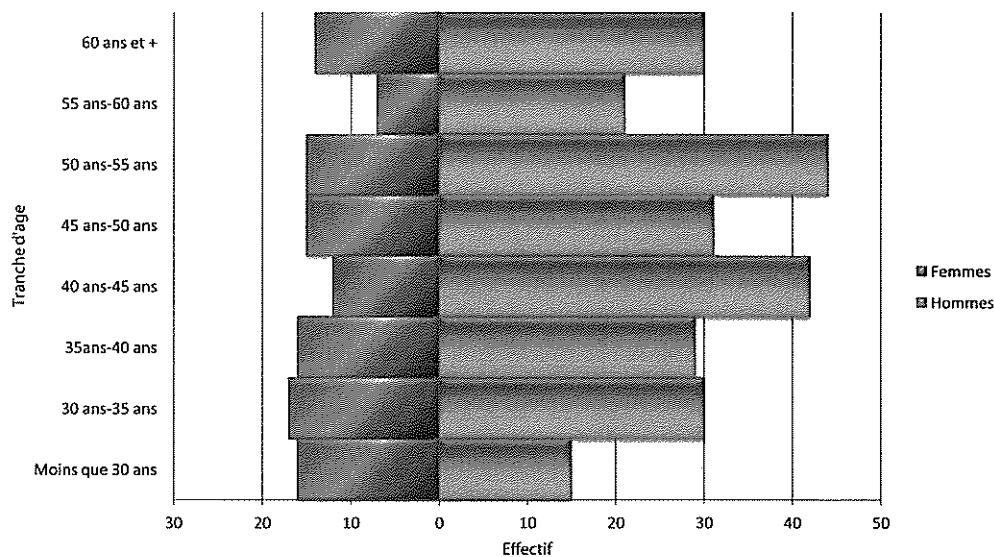
Répartition du personnel du MCI par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MCI par sexe



Répartition du personnel du MCI par tranche d'âge et par sexe

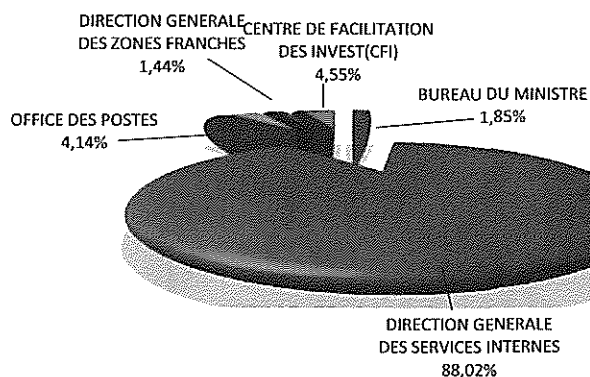


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

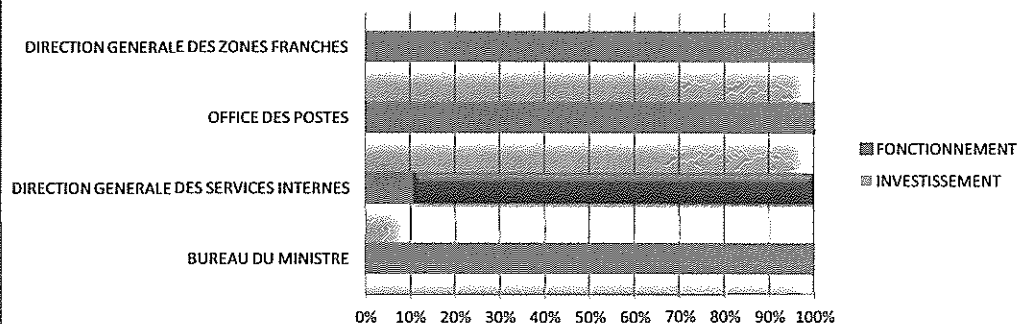
1115 MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1115-1-11- BUREAU DU MINISTRE	42 971 096	-	42 971 096
1115-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	223 900 000	1 821 598 247	2 045 498 248
1115-1-13- OFFICE DES POSTES	96 279 392	-	96 279 392
1115-1-15- DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	33 434 899	-	33 434 899
1115-1-16- CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	105 760 472	-	105 760 472
TOTAL	502 345 859	1 821 598 247	2 323 944 107

Pondération des crédits budgétaires du MCI 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MCI par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

1116.- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Environnement est régi par l'Arrêté du 6 mars 1996. Ses principales mission et attributions sont:

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable ;
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'environnement ;
- Promouvoir, encourager, exécuter et participer à des recherches tendant à améliorer la connaissance des divers écosystèmes du pays et des phénomènes environnementaux qui le touchent ;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux ;
- Prendre toutes mesures, de concert avec les autorités compétentes, pour prévoir ou prévenir les catastrophes naturelles ;
- Accorder une attention particulière aux problèmes de gestion de pôles géographiques de développement en regard de leurs incidences sur la démographie, les migrations et la dégradation de l'environnement ;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition ;
- Faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant affecter le cadre de vie des communautés.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'un Secrétariat Technique, d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

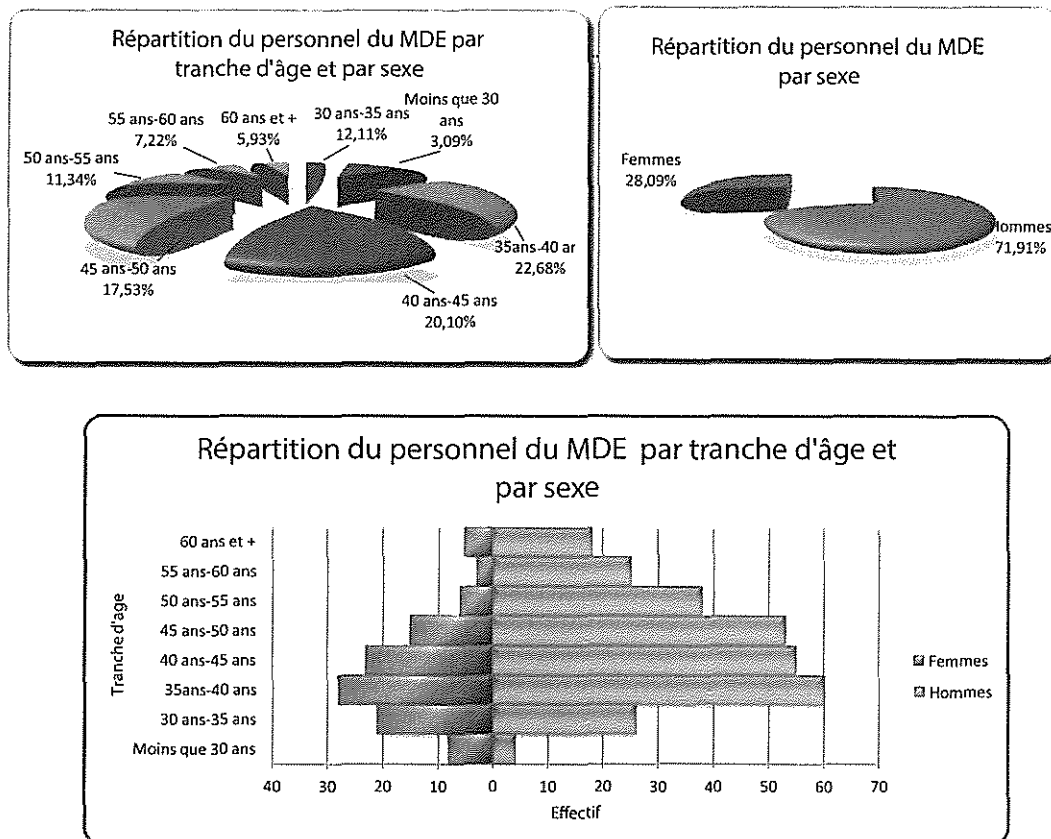
- Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et conserver la biodiversité ;
- Lutter contre la désertification, la déforestation et de la dégradation des terres et sauvegarder la faune et la flore ;
- Renforcer les capacités institutionnelles et techniques des acteurs dans la mise en oeuvre des actions de conservation de l'environnement et des ressources naturelles ;
- Gérer les bassins versants et les crues ;
- Lutter contre les plantes envahissantes et poliférantes terrestres et hydriques ;
- Mettre en œuvre des politiques alternatives à l'utilisation des combustibles forestiers ;
- Soutenir l'accroissement de l'offre de gaz butane et la réduction de la demande en combustibles forestiers ;
- Lutter contre les rejets chimiques pouvant mettre en danger les nappes phréatiques et/ou les eaux superficielles.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	279	109	388	43	10 742 230	27 686
Bureau du Ministre et Direction Générale	279	109	388	43	10 742 230	27 686

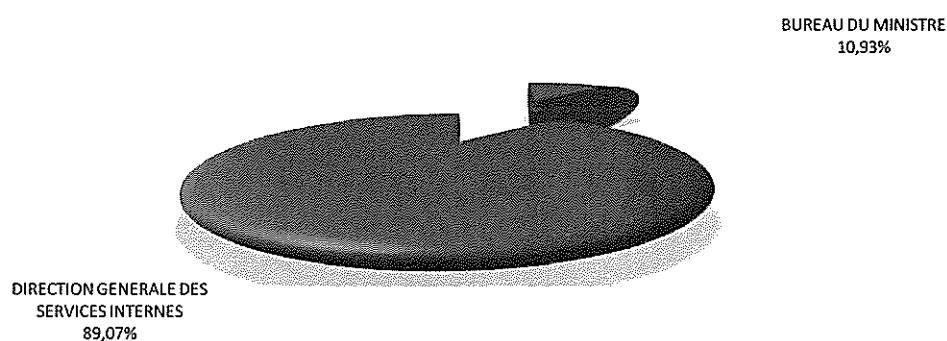
COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDE



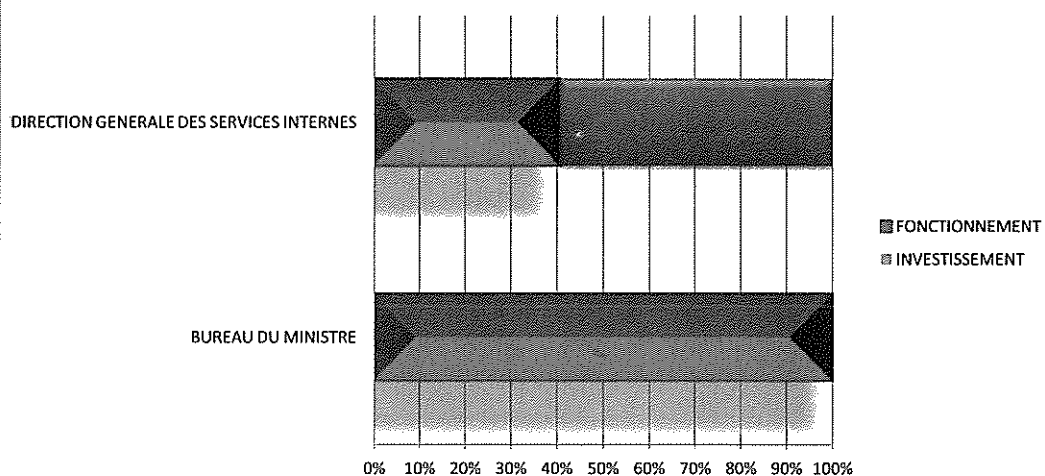
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1116 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1116-1-11- BUREAU DU MINISTRE	79 533 980	-	79 533 980
1116-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	263 764 372	384 500 000	648 264 372
TOTAL	343 298 352	384 500 000	727 798 352

Pondération des crédits budgétaires du MDE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MDE par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DU TOURISME**

1117.- MINISTÈRE DU TOURISME**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère du Tourisme est régi par la loi du 23 mai 2002. Ses principales mission et attributions sont :

- Contribuer à l'expansion du tourisme international vers Haïti ;
- Développer le tourisme interne par la création, l'amélioration, la promotion et la mise en valeur de l'équipement touristique ;
- Préparer et diffuser à l'étranger du matériel de promotion touristique, tels dépliants, brochures, livres, diapositives, photographies et films ;
- Organiser dans le pays, dans le but de propagande, des visites de personnalités internationales connues dans différents secteurs ;
- Concevoir et réaliser des programmes de publicité à la radio, à la télévision des pays émetteurs de touristes; produire des films touristiques sur Haïti et sur les divers sites touristiques du pays; et utiliser des firmes de publicité ou de relations publiques pour la représentation du Ministère à l'étranger.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Un service externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Mettre en place un cadre légal et réglementaire des sites touristiques ;
- Promouvoir une bonne image du pays à travers les représentations diplomatiques et consulaires ;
- Développer des partenariats avec les tour-opérateurs ;
- Protéger le patrimoine touristique national à travers la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement touristique ;
- Renforcer les capacités des acteurs du secteur du tourisme par la formation des guides, des hôteliers, restaurateurs et agents de voyage et la mise en place de mécanismes de certification au sein des organisations professionnelles ;
- Intensifier l'offre des services touristiques destinés aux haïtiens de la Diaspora ;
- Classer ou reclasser les établissements de tourisme ;
- Inciter les acteurs du secteur à développer leur offre à destination des touristes haïtiens de la Diaspora.

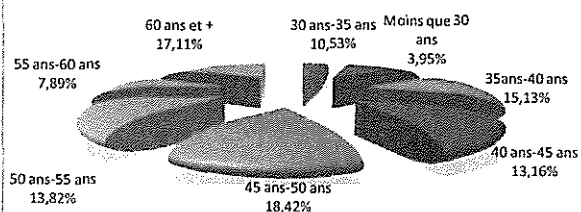
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	89	63	152	45	4 890 730	32 176
Bureau du Ministre et Direction Générale	77	52	129	45	4 231 630	32 803
ECOLE HOTELIERE	12	11	23	45	659 100	28 657

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DU TOURISME

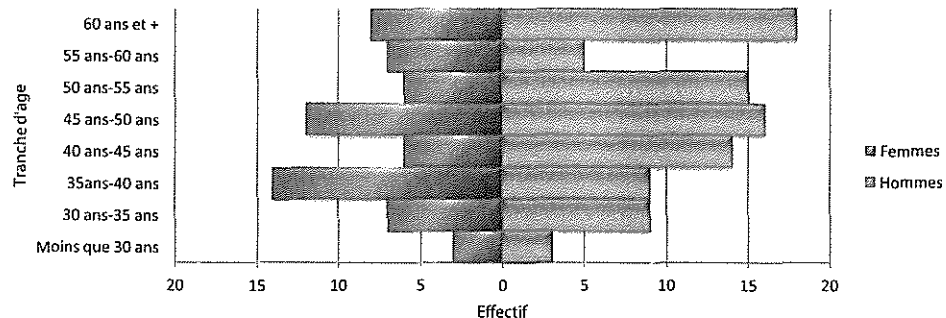
Répartition du personnel du MT par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MT par sexe



Répartition du personnel du MT par tranche d'âge et par sexe

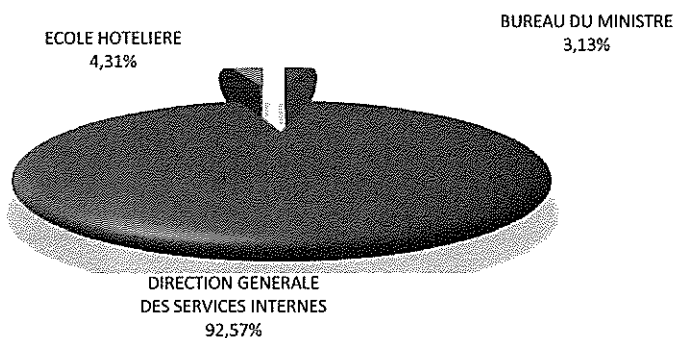


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

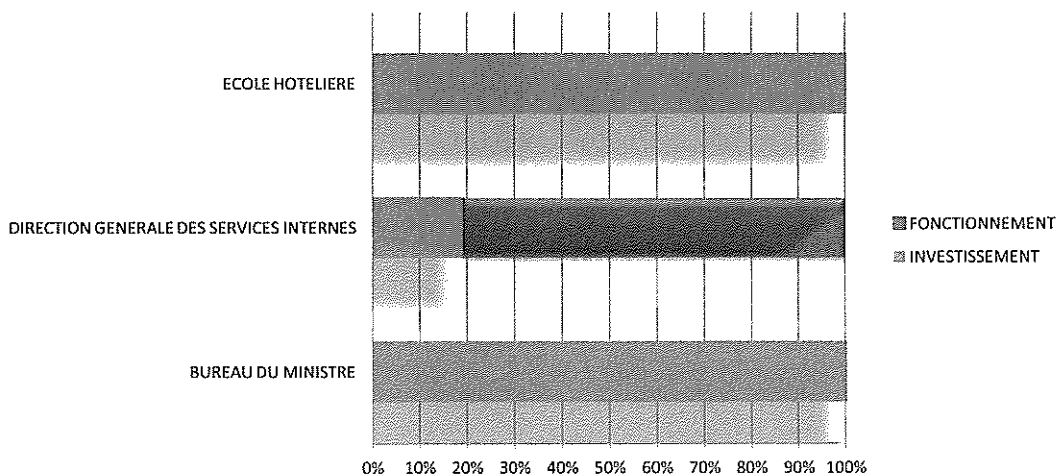
1117 MINISTERE DU TOURISME

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1117-1-11- BUREAU DU MINISTRE	21 550 207	-	21 550 207
1117-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	122 748 272	515 105 262	637 853 534
1117-1-13- ECOLE HOTELIERE	29 675 043	-	29 675 043
TOTAL	173 973 522	515 105 262	689 078 784

Pondération des crédits budgétaires du MT 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MT par section et par nature

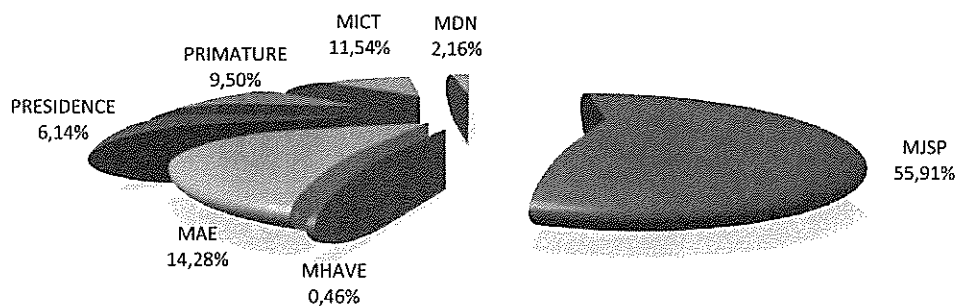


**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR POLITIQUE**

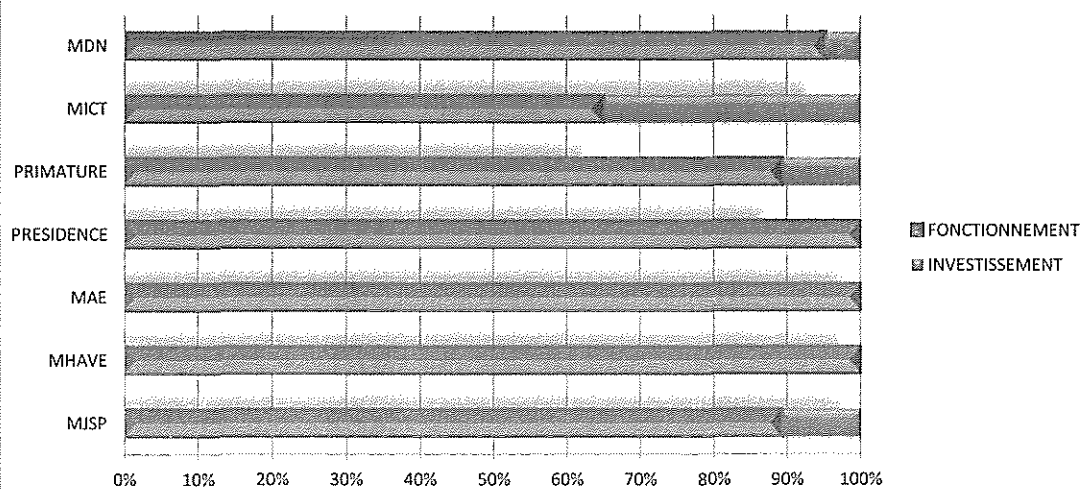
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211 MINISTERE DE LA JUSTICE	9 689 360 697	1 173 125 000	10 862 485 697
1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	89 125 427	-	89 125 427
1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 774 357 888	-	2 774 357 888
1214 LA PRESIDENCE	1 193 674 740	-	1 193 674 740
1215 LA PRIMATURE	1 648 701 291	196 823 418	1 845 524 709
1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	1 458 467 731	783 400 000	2 241 867 731
1217 MINISTERE DE LA DEFENSE	400 354 669	20 000 000	420 354 669
TOTAL	17 254 042 442	2 173 348 418	19 427 390 860

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du Secteur Politique par entité administrative



Crédits budgétaires 2015-2016 du Secteur Politique par entité administrative et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est créé et régi par le Décret du 28 décembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du gouvernement dans le domaine de l'administration de la justice ;
- Organiser l'institution judiciaire ;
- Préparer les projets de Loi, de Décret et d'Arrêté ;
- Présenter des rapports sur l'état de l'administration de la justice, sur les matières de Législation, sur la Statistique de la Justice Civile, Commerciale et Criminelle ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de sécurité publique ;
- Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à la loi.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Améliorer l'exécution des décisions de justice et accroître la crédibilité de la justice ;
- Assurer le traitement égalitaire des justiciables et l'effectivité de l'indépendance du juge de l'information et de la communication en matière judiciaire ;
- Construire et réhabiliter des commissariats ;
- Renforcer la Police Nationale d'Haïti ;
- Améliorer les conditions de détention et respecter les droits de la personne détenue ;
- Préparer les ex-détenus à la réinsertion sociale et lutter contre la récidive ;
- Moderniser les infrastructures et les équipements à travers la construction des locaux pour l'administration centrale de la justice, les cours d'appels, et les tribunaux ;
- Renforcer le système d'état civil ;
- Réduire le délai de délivrance des titres d'identité aux haïtiens ;
- Lutter contre l'insécurité en mettant en place une police de proximité à travers la formation de plus de 2 000 policiers ;
- Renforcer l'efficacité dans la lutte contre l'insécurité routière ;
- Intensifier les efforts de contrôle des opérations importantes en espèces et dynamiser le renseignement financier ;
- Établir des statistiques régulières sur les données relatives au blanchiment des avoirs ;
- Moderniser la législation haïtienne.

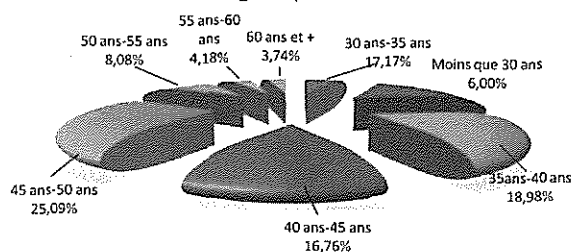
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

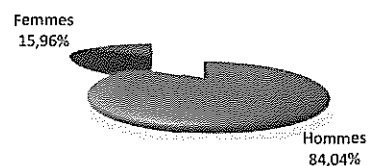
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	14983	2845	17828	45	403 688 117	22 643
Bureau du Ministre et Direction Générale	2453	990	3443	49	74 686 107	21 692
UCREF	2428	975	3403	49	73 593 567	21 626
BSESP	0	0	0	0	-	-
EMA	0	0	0	0	-	-
Services techniquement déconcentrés	25	15	40	0	1 092 540	27 314
PNH	12530	1855	14385	41	329 002 010	22 871
	12530	1855	14385	41	329 002 010	22 871

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSP

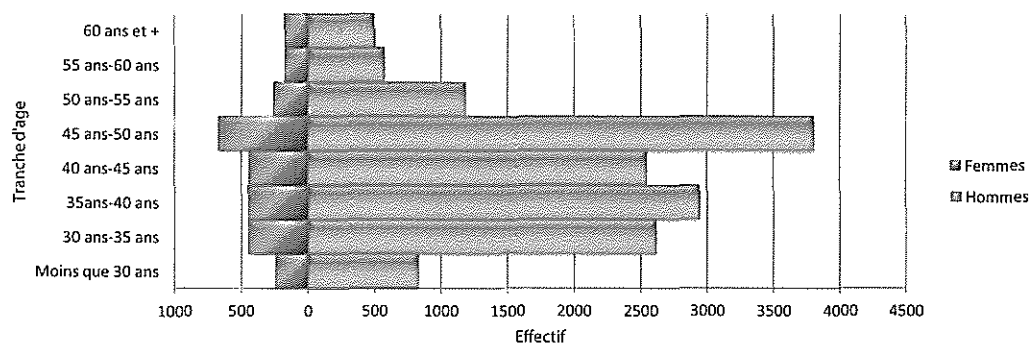
Répartition du personnel du MJSP par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MJSP par sexe



Répartition du personnel du MJSP par tranche d'âge et par sexe

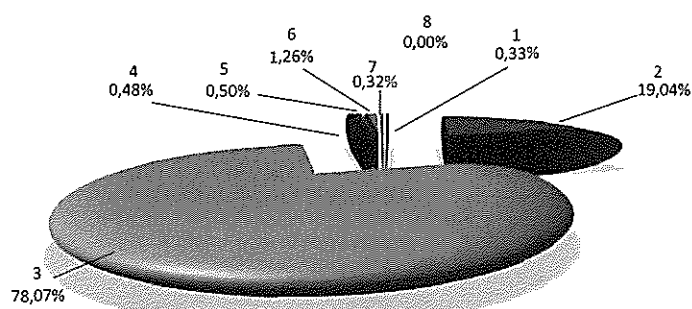


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

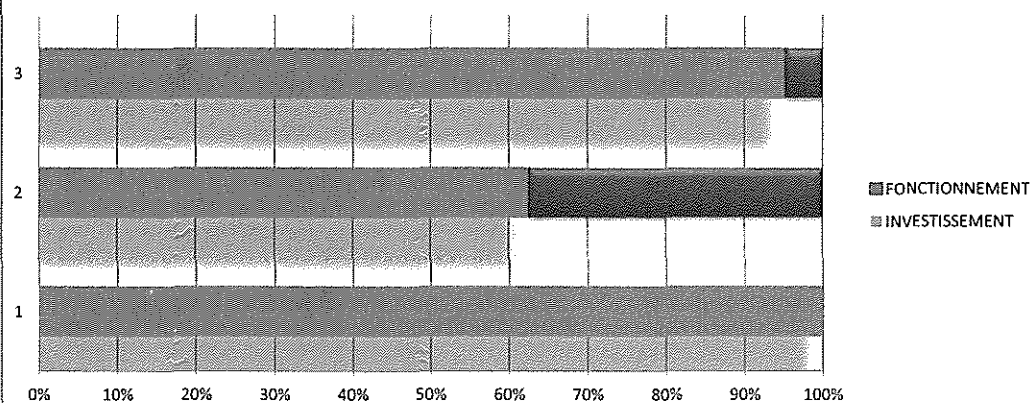
1211 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211-1-11- BUREAU DU MINISTRE	35 685 420	-	35 685 420
1211-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 294 829 712	773 000 000	2 067 829 712
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	8 080 744 758	400 125 000	8 480 869 758
1211-1-17- UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	52 209 421	-	52 209 421
1211-1-18- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	53 796 257	-	53 796 257
1211-1-19- OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	137 095 129	-	137 095 129
1211-1-21- ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 000 000	-	35 000 000
TOTAL	9 689 360 697	1 173 125 000	10 862 485 697

Pondération des crédits budgétaires du MJSP 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MJSP par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES HAÏTIENS
VIVANT À L'ÉTRANGER**

1212.- MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT À L'ÉTRANGER**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est régi par le Décret du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes déjà à l'étranger ;
- Aménager, conjointement avec les autres instances gouvernementales concernées, les structures d'accueil propices à la réinsertion des cadres qui veulent retourner au pays ;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui existent entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Créer en coordination avec les instances gouvernementales concernées, un cadre global d'investissement de ressources financières et humaines impliquant le développement des potentialités de formulation, d'évaluation et de suivi de projet ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

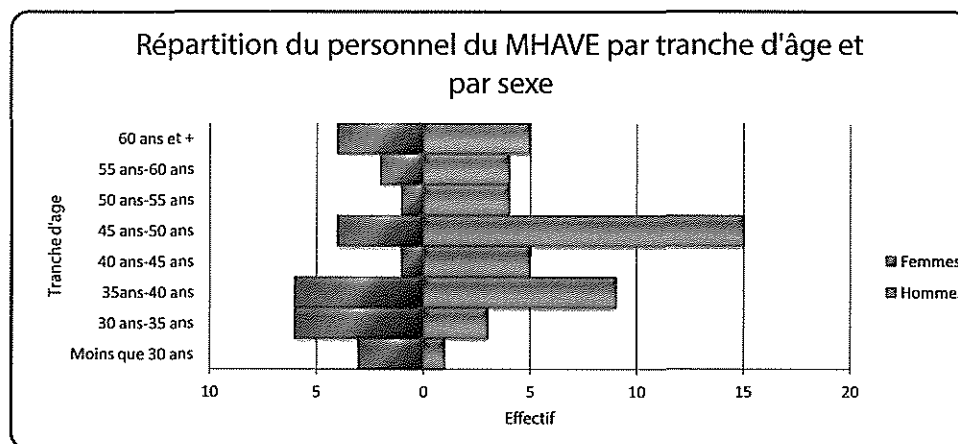
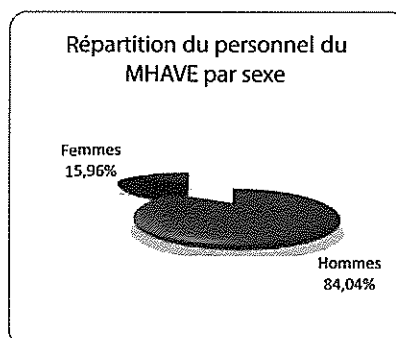
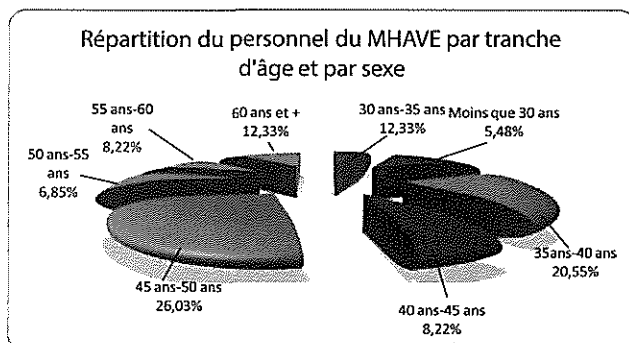
- Renforcer les liens entre les communautés de la diaspora et celles de l'alma mater ;
- Mettre en place un mécanisme d'identification des haïtiens vivant à l'étranger ;
- Protéger et défendre les intérêts des haïtiens résidant à l'étranger.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	46	27	73	46	2 443 610	33 474
Bureau du Ministre et Direction Générale	46	27	73	46	2 443 610	33 474

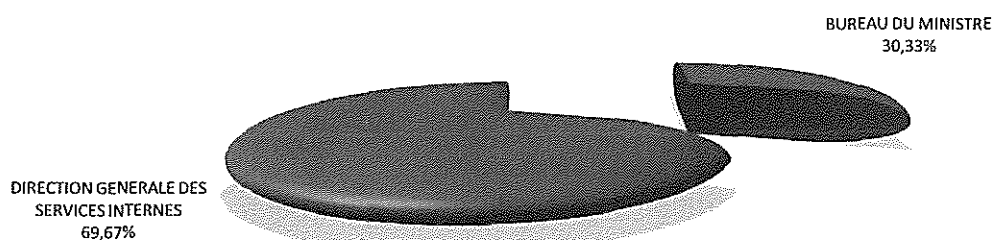
COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MHAVE



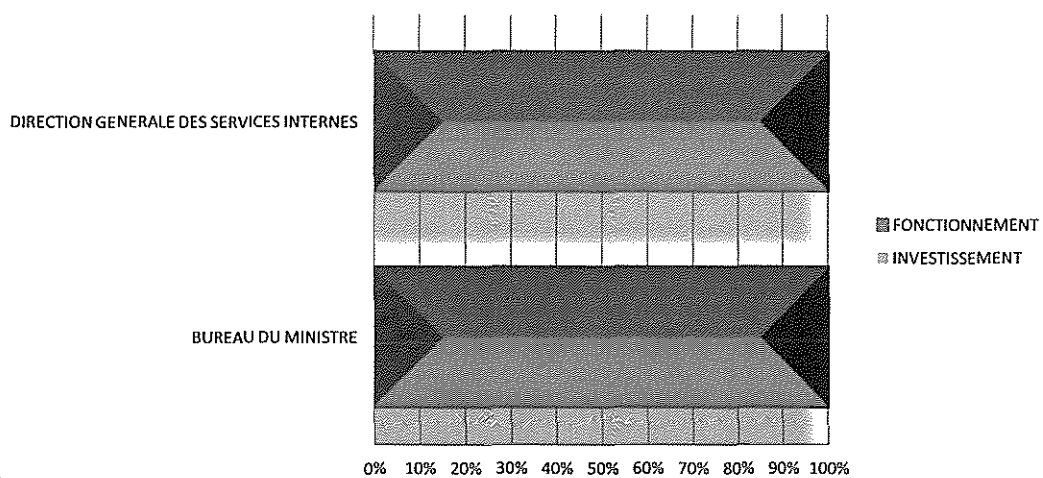
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1212-1-11- BUREAU DU MINISTRE	27 035 874	-	27 035 874
1212-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	62 089 553	-	62 089 553
TOTAL	89 125 427	-	89 125 427

Pondération des crédits budgétaires du MHAVE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MHAVE par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

1213.- MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT À L'ÉTRANGER**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Affaires Étrangères est créé et régi par le Décret du 17 août 1987. Sa principale mission est de planifier et d'assurer la politique extérieure de la République d'Haïti.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Étrangères est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques ;

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

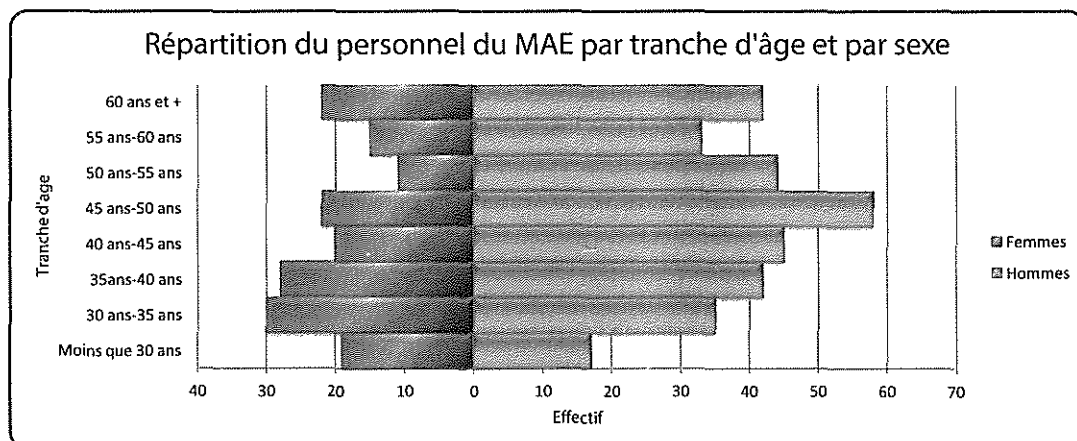
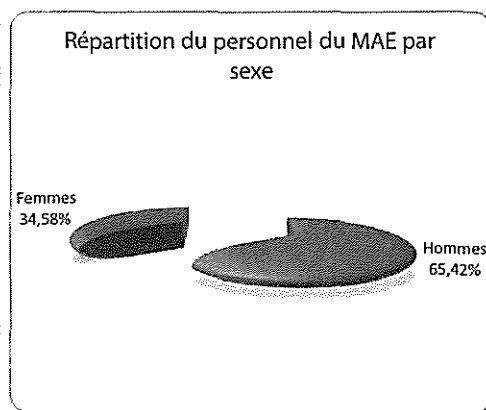
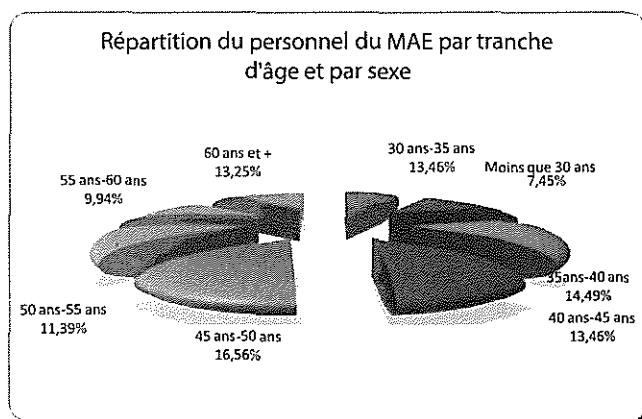
- Renforcer les capacités des administrations diplomatiques ;
- Améliorer l'image d'Haïti à l'extérieur à travers la promotion des sites touristiques et des valeurs haïtiennes ;
- Poursuivre la modernisation et la consolidation des approches stratégiques concernant la coopération Sud-Sud et toute la coopération internationale aux fins du développement ;
- Renforcer la Coopération Sud-Sud ;
- Intensifier les contacts et la collaboration avec les organisations et organismes du système des Nations Unies pour le développement ;
- Poursuivre la diplomatie d'affaires devant attirer les investissements étrangers.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	316	167	483	45	16 039 875	33 209
Bureau du Ministre et Direction Générale	316	167	483	45	16 039 875	33 209

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAE

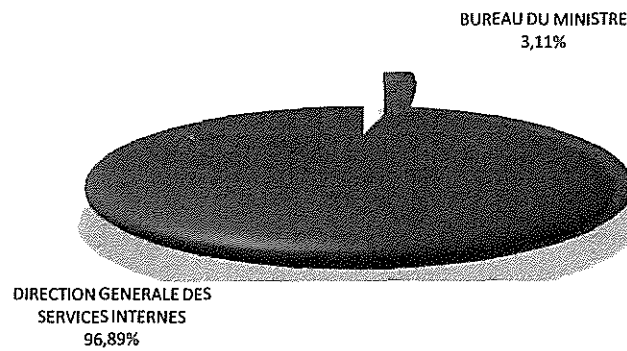


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

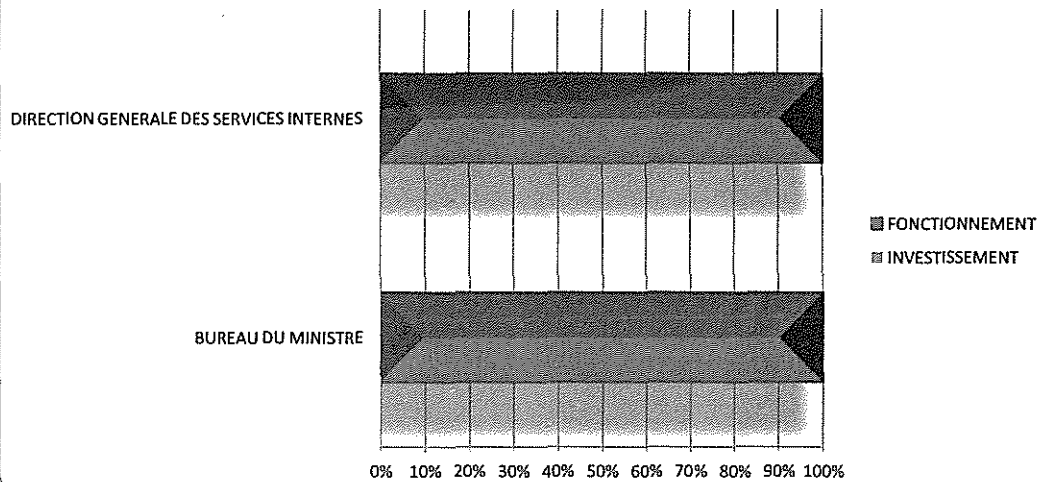
1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1213-1-11- BUREAU DU MINISTRE	86 192 215	-	86 192 215
1213-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2 688 165 673	-	2 688 165 673
TOTAL	2 774 357 888	-	2 774 357 888

Pondération des Crédits budgétaires du MAE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MAE par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DE LA PRÉSIDENTENCE**

1214.- LA PRÉSIDENTE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Présidence est régie par le Décret du 17 mai 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions ;
- Négocier et signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale ;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances Étrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exéquatur aux Consuls ;
- Faire sceller les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution ;
- Assurer la gestion des questions d'intendance du Président de la République et le suivi administratif de toutes les décisions qu'il aura prises ;
- Assurer la gestion administrative et financière des services de la Présidence de la République ;
- Assurer le suivi administratif de toutes les décisions, notamment, des projets de loi adoptés en Conseil des Ministres ainsi que des lois votées par le Parlement ;
- Gérer les ordres de décoration de la République ;
- Recevoir les dépôts de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assurer, le cas échéant, de leur publication au Journal officiel de la République quand la responsabilité présidentielle est engagée.

b) Structure organisationnelle

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Président de la République ;
- Le Cabinet Particulier du Président de la République ;
- Le Secrétariat Général de la Présidence.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

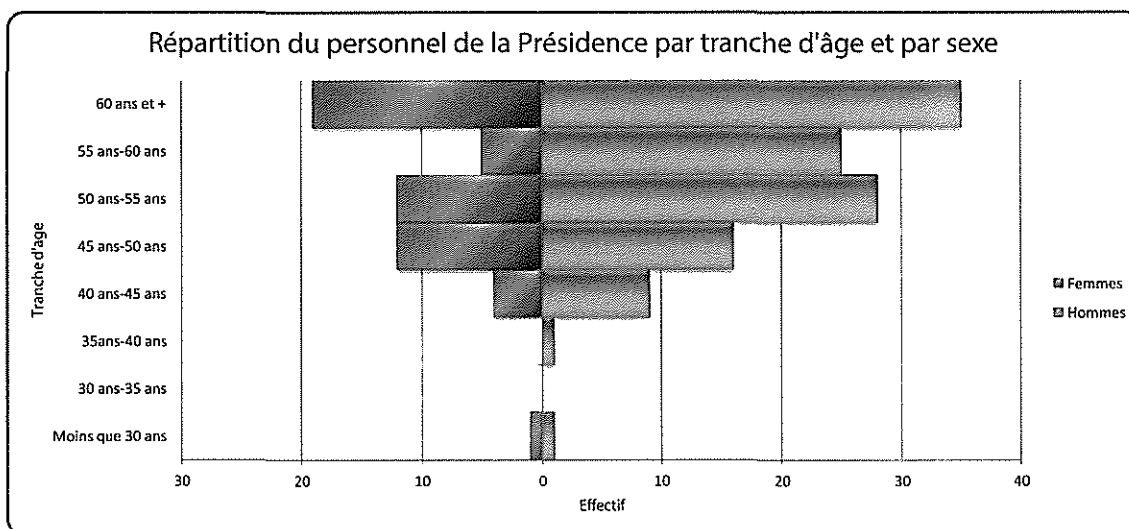
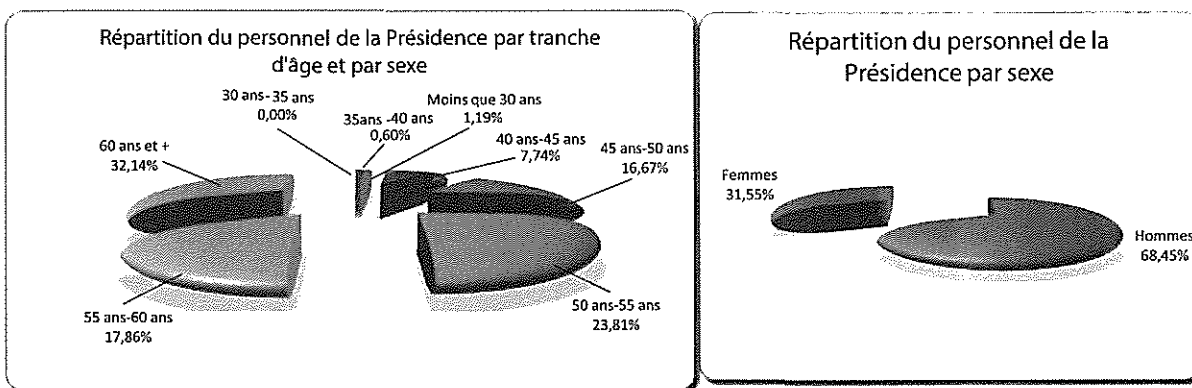
- Veiller à la bonne organisation des élections ;
- Travailler au renforcement des institutions de l'État, comme le Parlement, le Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Bureau du Premier Ministre ;
- Renforcer le climat de sécurité dans le pays ;
- S'assurer de la bonne exécution du mandat de la mission spéciale des Nations Unies en Haïti ;
- Renforcer les liens d'Haïti avec la Communauté de la Caraïbe, l'Organisation des États Américains, l'Union Européenne, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation Internationale de la Francophonie.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	115	53	168	55	3 630 720	21 611

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRESIDENCE

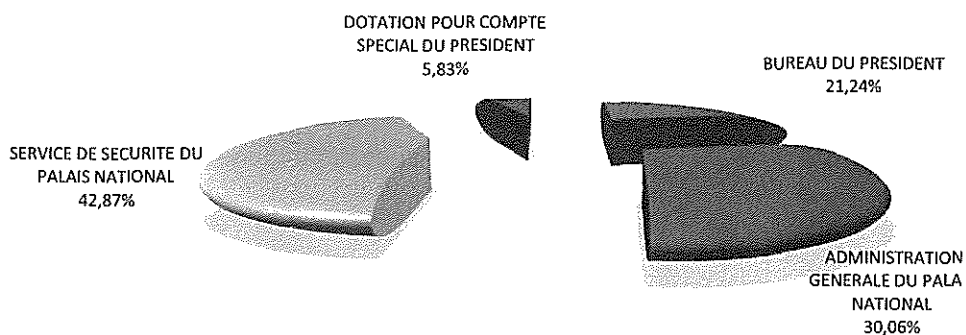


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

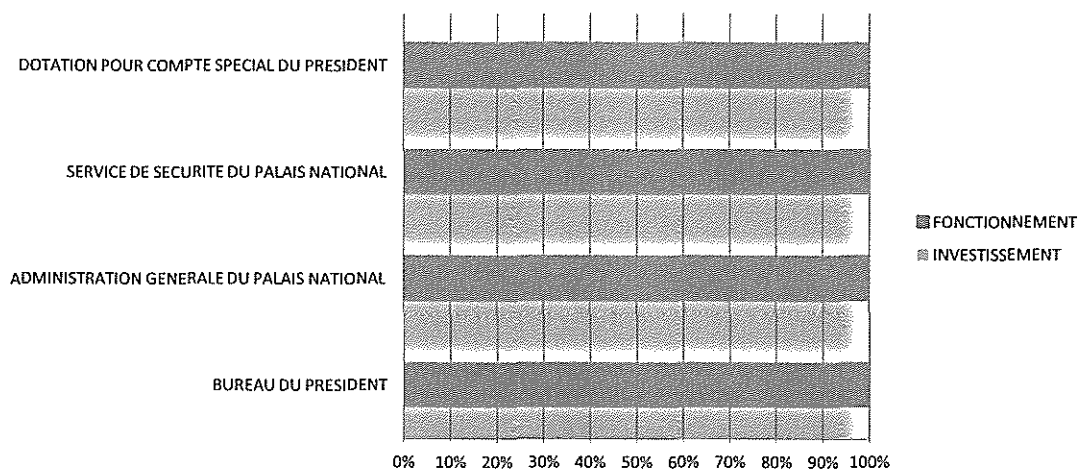
1214 LA PRESIDENCE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1214-1-11- BUREAU DU PRESIDENT	253 504 339	-	253 504 339
1214-1-12- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	358 870 702	-	358 870 702
1214-1-13- SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	511 699 699	-	511 699 699
1214-1-14- DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	69 600 000	-	69 600 000
TOTAL	1 193 674 740	-	1 193 674 740

Pondération des crédits budgétaires de LA PRESIDENCE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 de LA PRESIDENCE par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DE LA PRIMATURE**

1215.- LA PRIMATURE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Primature est régie par les Articles 155 à 165 de la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Réformer en profondeur l'Administration Publique, principal levier de l'État dans l'accomplissement de sa mission ;
- Mettre en place les mesures immédiates permettant de garantir un climat de sécurité et de justice propice au développement économique et social ;
- Appliquer une politique sociale visant la satisfaction des besoins de base de la population et l'intégration nationale.

b) Structure organisationnelle

La Primature est placée sous l'autorité du Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat privé du Premier Ministre ;
- Quatre Ministres Délégués et deux Organes Stratégiques ;
- Le Cabinet technique du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat général de la Primature ;
- Treize (13) Unités Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Assurer une meilleure coordination de l'action gouvernementale ;
- Développer la transparence dans l'action publique et stimuler une citoyenneté active ;
- Poursuivre la réforme de l'Administration Centrale ;
- Améliorer l'efficacité du système national de passation des marchés publics et son contrôle à travers la modernisation de ses outils ;
- Inciter tous les maîtres d'ouvrage à élaborer un plan annuel de passation des marchés publics en cohérence avec le budget général de l'État ;
- Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement du pays ;
- Améliorer la gestion des carrières des Agents de la Fonction Publique à travers la professionnalisation et la rationalisation des ressources humaines de l'administration.

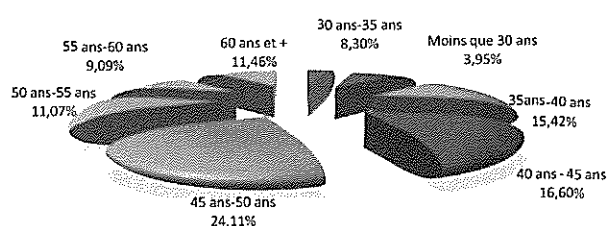
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	150	103	253	48	8 396 000	33 186
Bureau du Premier Ministre et Administration	139	94	233	45	7 760 200	33 306
CMEP	0	0	-	0	0	-
CONALD	0	0	-	0	0	-
BON	0	0	-	0	0	-
CNMP	0	0	-	0	0	-
CSPN	0	0	-	0	0	-
BACQZ	0	0	-	0	0	-
Services techniquement déconcentrés	11	9	20	50	635 800	31 790
CEFOPAFOP	11	9	20	50	635 800	31 790
BGMD						

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRIMATURE

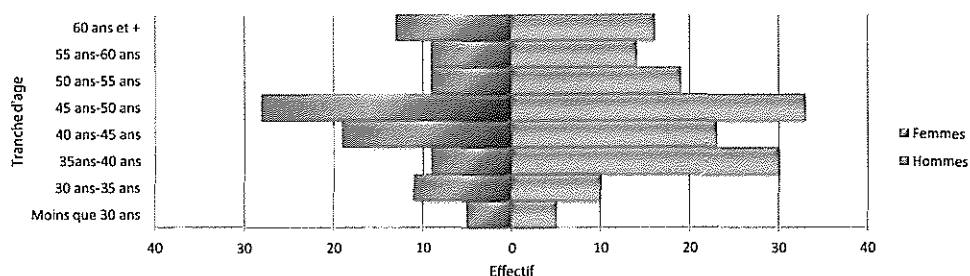
Répartition du personnel de la Primature par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel de la Primature par sexe



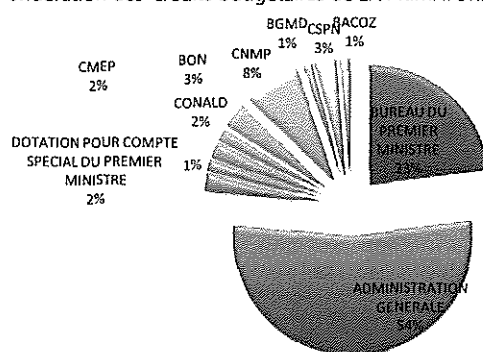
Répartition du personnel de la Primature par tranche d'âge et par sexe



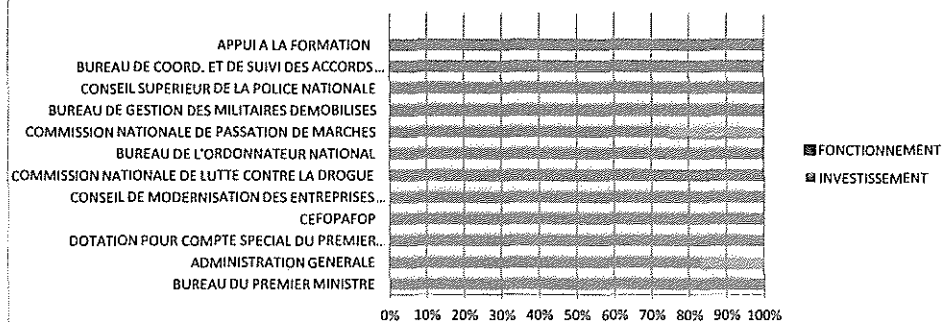
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1215 LA PRIMATURE				
	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	418 376 716	-	418 376 716
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	817 046 311	161 823 418	978 869 729
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	42 028 539	-	42 028 539
1215-2-14-	CEFOPAFOP	26 162 954	-	26 162 954
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	37 424 734	-	37 424 734
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	31 541 293	-	31 541 293
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	60 053 972	-	60 053 972
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	101 948 195	35 000 000	136 948 195
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	20 065 363	-	20 065 363
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52 200 000	-	52 200 000
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	24 621 512	-	24 621 512
1215-1-23-	APPUI A LA FORMATION	17 231 701	-	17 231 701
	TOTAL	1 648 701 291	196 823 418	1 845 524 709

Pondération des crédits budgétaires de LA PRIMATURE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 de LA PRIMATURE par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est régi par le Décret du 17 mai 1990. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Gouvernement en ce qui concerne la tutelle des Collectivités Territoriales; l'Immigration et l'Émigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques ;
- Veiller au respect des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- Veiller à l'exécution des lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'État, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles ;
- Veiller à l'application des lois et mesures sur l'Immigration et l'Émigration.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

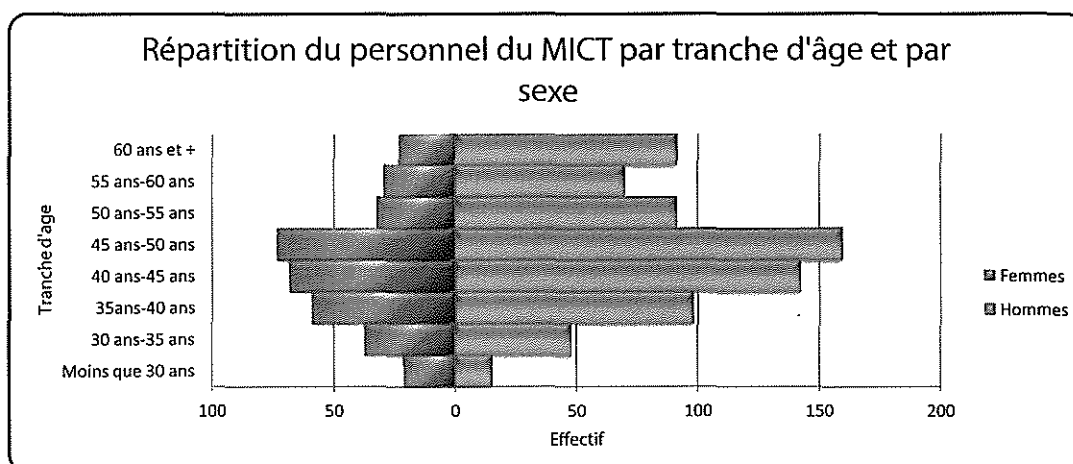
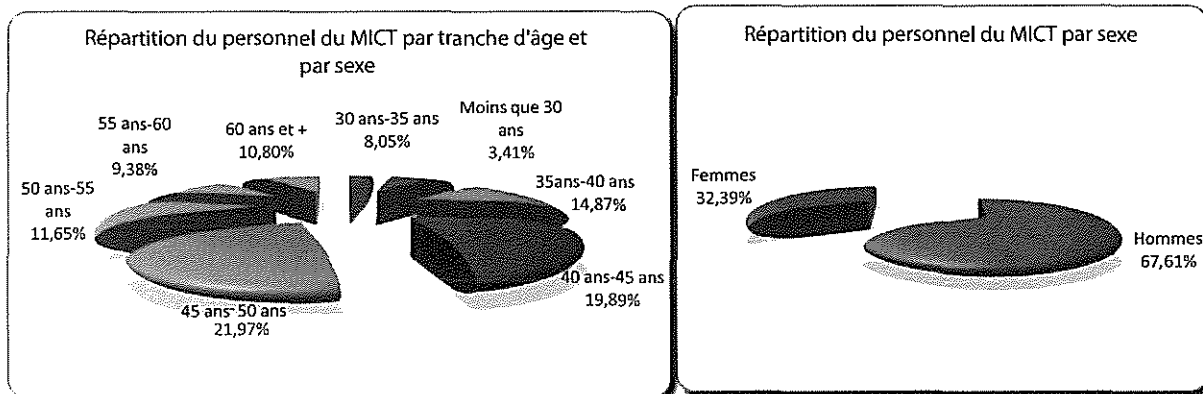
- Valoriser les initiatives et les projets des collectivités haïtiennes en matière d'aménagement de leurs territoires et de fournitures de services publics;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales;
- Mutualiser les efforts des collectivités territoriales haïtiens;
- Améliorer la gestion des frontières haïtiennes;
- Renforcer les capacités de gestion des délégations et vice-délégations ;
- Mettre en place de dispositif de mitigation de risques et un système de protection des populations vulnérables contre les catastrophes naturelles.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes						
Bureau du Ministre et Direction Générale	714	342	1056	46	26 143 680	24 757
OSMH	0	0	0			
SMCRS	0	0	0			

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MICT

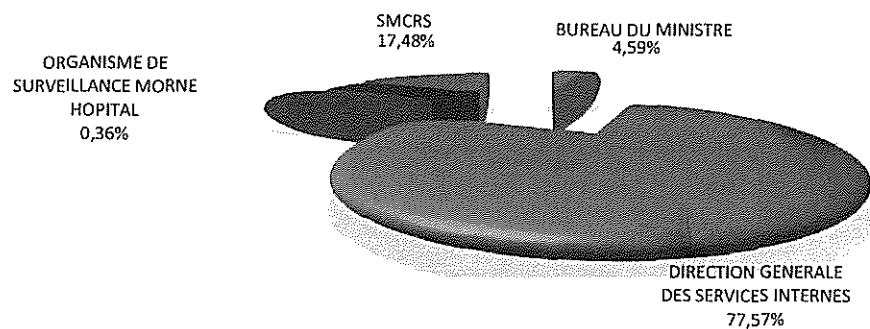


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

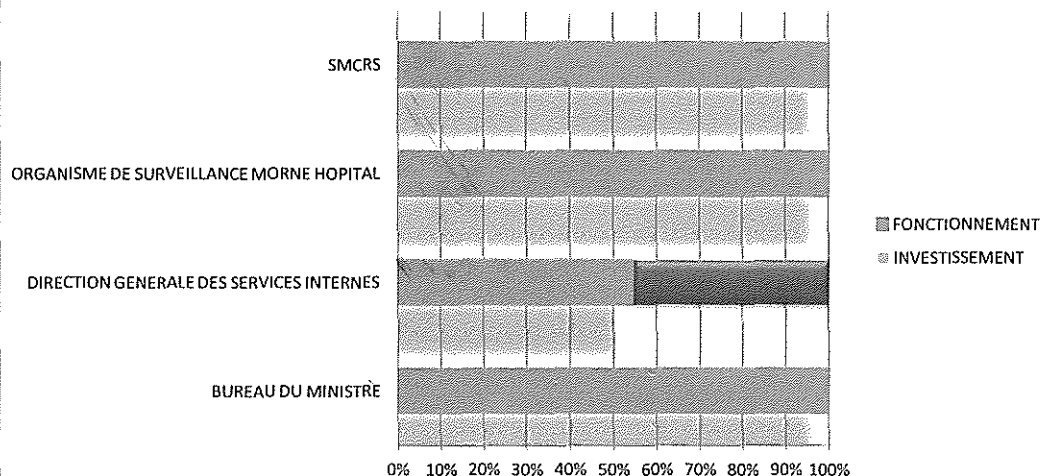
1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1216-1-11- BUREAU DU MINISTRE	102 831 821	-	102 831 821
1216-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	955 616 149	783 400 000	1 739 016 149
1216-1-15- ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	8 054 833	-	8 054 833
1216-1-17- SMCRS	391 964 928	-	391 964 928
TOTAL	1 458 467 731	783 400 000	2 241 867 731

Pondération des crédits budgétaires du MICT 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MICT par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**

1217.- MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Défense Nationale est régi par le Décret du 31 mai 1990. Ses principales mission et attributions sont :

- Assurer la défense nationale ;
- Participer au maintien de la paix sur tout le territoire de la République ;
- Veiller, de concert avec les autres organismes concernés, à l'exécution des lois et mesures prises par l'exécutif en vue de garantir la sécurité intérieure et extérieure de l'État ;
- Participer à l'élaboration et à la coordination des mesures à prendre en cas de guerre, troubles civiles ou en cas de catastrophe naturelle ;
- Veiller à l'entretien, au développement et à la modernisation de l'infrastructure militaire ;
- Assurer en tout lieu, en toutes circonstances et contre toutes formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire ainsi que la protection physique de la population ;
- Pourvoir au respect des lois, mesures, alliances et conventions relatives à la défense nationale ;
- Superviser le fonctionnement des Institutions et Services se rattachant aux Forces armées ;
- Établir les cartes militaires de la République ;
- Élaborer et superviser la politique de formation et d'éducation professionnelle des Membres des Forces Armées ;
- Concevoir le plan national de lutte contre le trafic de stupéfiants en respectant les Accords, Traités et Conventions relatifs à la coopération internationale en la matière ;
- Délivrer s'il y a lieu les permis de construire dans le voisinage d'un ouvrage à caractère militaire ;
- Contrôler l'acquisition, l'importation, l'exportation ainsi que l'utilisation de l'équipement et du matériel militaire ;
- Collecter toutes les informations relatives à la sécurité intérieure et extérieure de l'État ;
- Coordonner la participation de l'Armée aux tâches de développement ;
- Établir toutes mesures tendant à garantir la sécurité et la protection des Frontières Terrestres, Maritimes et Aériennes et en assurer l'exécution ;
- Gérer les Décorations Militaires ;
- Planifier, organiser et coordonner les activités du Service Militaire Civique ;
- Exercer toutes attributions découlant de sa mission en conformité avec la Constitution et la Loi.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Défense Nationale est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Quatre (4) Directions Techniques ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

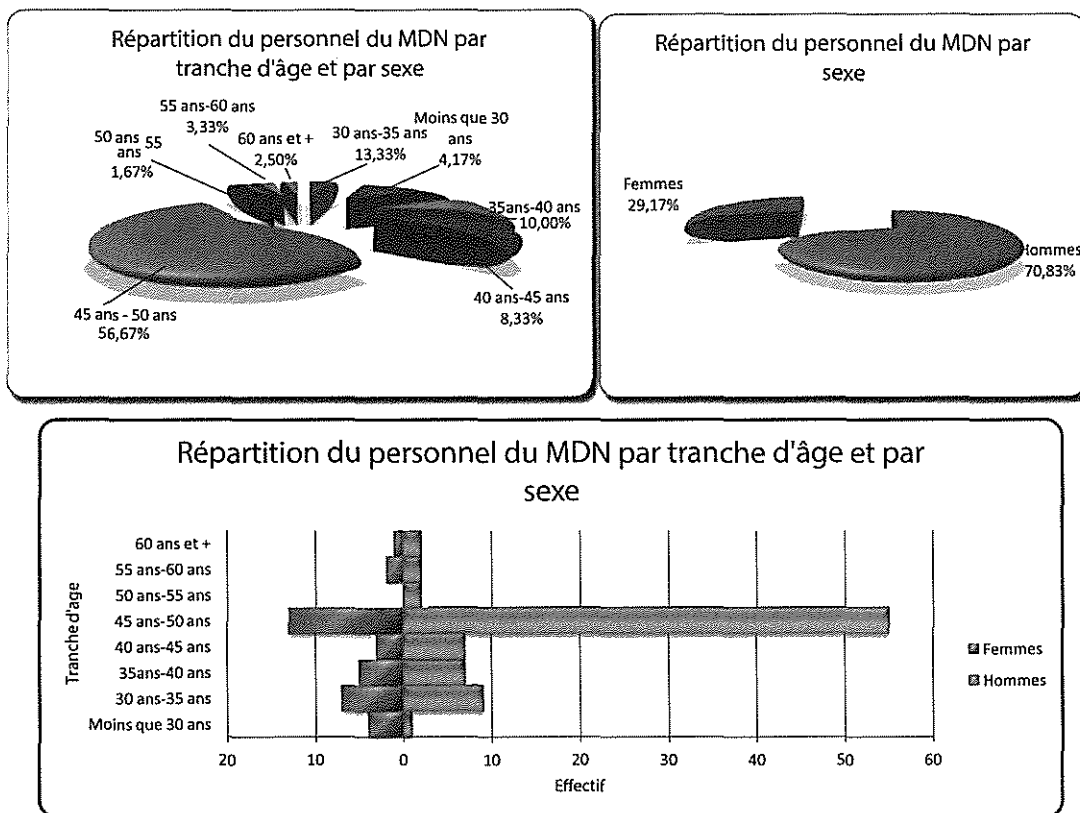
- Elaborer et mettre en oeuvre un programme de formation civique et militaire, assorti de matériels pédagogiques adaptés, qui prend en compte à la fois la finalité du programme et le niveau réel des participants ;
- Constituer sur la base de l'organisation des services mixtes obligatoires, une force de réserve de citoyens formés, capables d'intervenir en renfort, pour soutenir les efforts des différents organismes centraux déconcentrés ou décentralisés de l'État lors des catastrophes affectant la population civile ;
- Assurer les tâches de service public ou de mesures d'ordre à l'égard de la population civile, en cas de catastrophes ou de situations d'urgence notamment en renforçant les moyens destinés à la défense civile du territoire ;
- Mettre en place le dispositif d'encadrement de suivi et certification des jeunes volontaires, en concertation avec les opérateurs de l'action communautaire bénévole des secteurs public et privé ;
- Initier le chantier des infrastructures de la garde nationale.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	85	35	120	43	3 718 820	30 990
Bureau du Ministre et Direction Générale	85	35	120	43	3 718 820	30 990

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDN

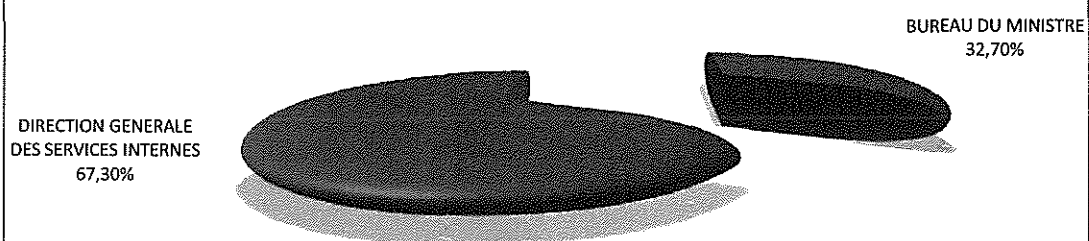


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

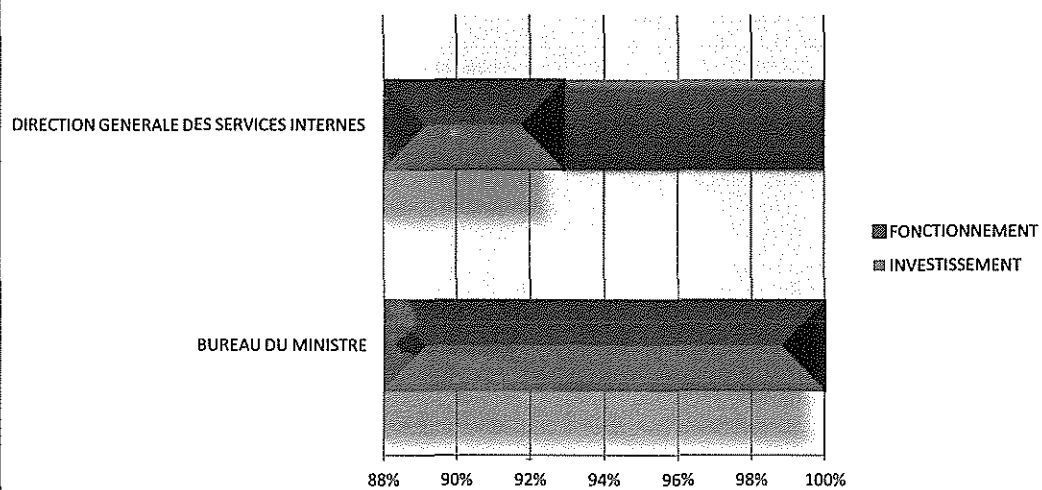
1217 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1217-1-11- BUREAU DU MINISTRE	137 442 757	-	137 442 757
1217-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	262 911 912	20 000 000	282 911 912
TOTAL	400 354 669	20 000 000	420 354 669

Pondération des crédits budgétaires du MDN 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MDN par section et par nature

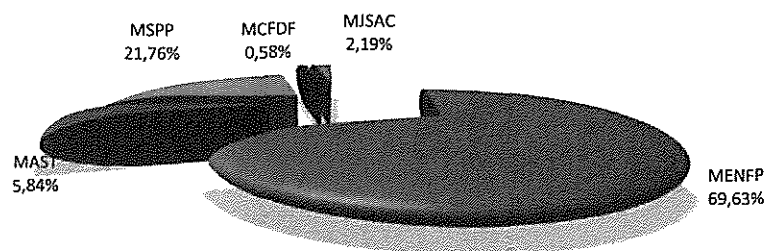


**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR SOCIAL**

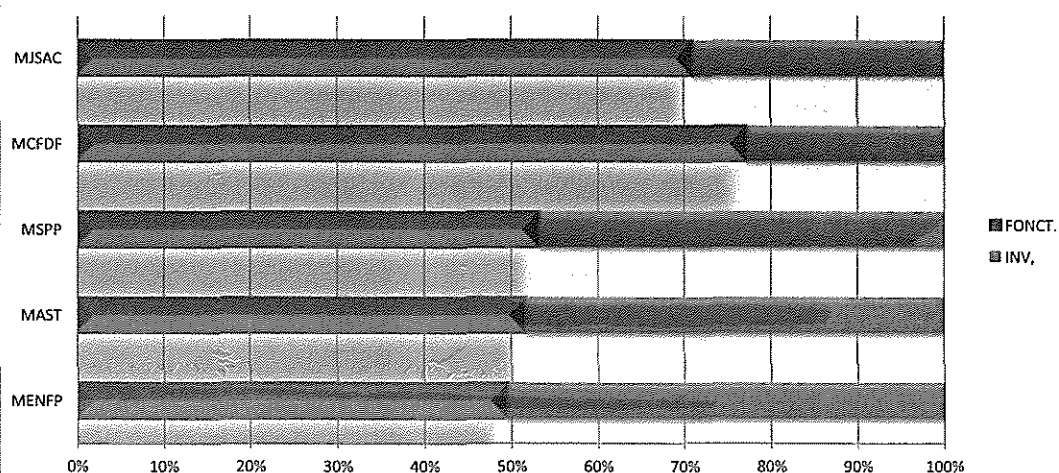
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCT.	INV,	TOTAL
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS.	10 492 148 108	10 703 083 942	21 195 232 050
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	918 335 723	858 907 694	1 777 243 417
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 521 822 201	3 100 930 400	6 622 752 601
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	135 192 832	40 000 000	175 192 832
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	473 860 255	193 500 000	667 360 255
TOTAL	15 541 359 119	14 896 422 036	30 437 781 155

Pondération des crédits budgétaires du secteur social 2015-2016 par entité administrative



Crédits budgétaires du secteur social 2015-2016 par entité administrative



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

1311.- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle est régi par le Décret du 8 mai 1989. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Éducation ;
- Élaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel ;
- Veiller à l'application de la Politique Nationale d'Enseignement Supérieur ;
- Définir les objectifs d'enseignement et élaborer des programmes éducatifs conformes aux objectifs retenus ;
- Réaliser les activités relatives à l'administration de l'éducation notamment : la planification, la programmation, la promotion, le développement et l'application de l'éducation dans tous ses aspects et à tous les niveaux ;
- Autoriser le fonctionnement des établissements privés d'enseignement relevant de sa compétence ;
- Contrôler et évaluer les établissements d'enseignement tant du secteur public que du secteur privé ;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique ;
- Délivrer des Diplômes, titres et certificats nationaux et veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Étrangers avec les Organismes Nationaux Compétents ;
- Assurer la Coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'Éducation.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Améliorer la gouvernance et le pilotage du sous-secteur de la formation professionnelle à travers la construction de centre de formations professionnelle ;
- Restructuration des curricula et programmes en fonction de la nouvelle vision éducative ;
- Poursuivre la prise en charge de la Petite Enfance, obligation et gratuité scolaires aux trois cycles du fondamental ;
- Augmenter l'accès des enfants de 4 et 5 ans à l'éducation préscolaire publique ;
- Accroître le taux brut et le taux net de scolarisation ;
- Accroître la part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental à travers la construction de 70 nouvelles écoles et la réhabilitations de 80 écoles dans les 10 départements géographiques du pays ;
- Améliorer la qualité de l'éducation et l'efficacité interne du sous-secteur fondamental par la mise en place d'un dispositif de formation sanctionnée par un diplôme des enseignants ;
- Développer et organiser des modules de formation spécifiques à l'intention des enseignants en charge des enfants non scolarisés ;
- Poursuivre la campagne de vulgarisation et sensibilisation à l'intention de tous les acteurs éducatifs et du grand public sur les initiatives liées à la scolarisation universelle et la réforme du fondamental ;
- Accroître le nombre de suragés à être scolarisés de 150 élèves ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif haïtien ;
- Améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement supérieur en région à travers le renforcement des universités publiques ;
- Atteindre l'objectif à 92% le taux net de scolarisation de base ;
- Développer l'alphabétisation et promouvoir l'éducation non formelle de qualité ;
- Poursuivre la lutte contre les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire ;

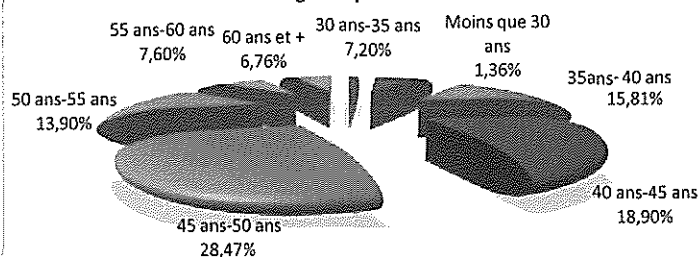
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- Effectif et masse salariale

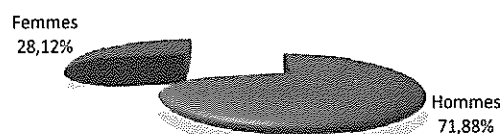
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	24647	9625	34272	36	533 801 142	15 575
Bureau du Ministre et Direction Générale	24077	9392	33469	47	516 638 882	15 436
CNHCU	16	9	25	47	862 100	34 484
INFP	554	224	778	49	16 300 160	20 951

COMPOSITION DU PERSONNEL RÉGULIER DU MENFP

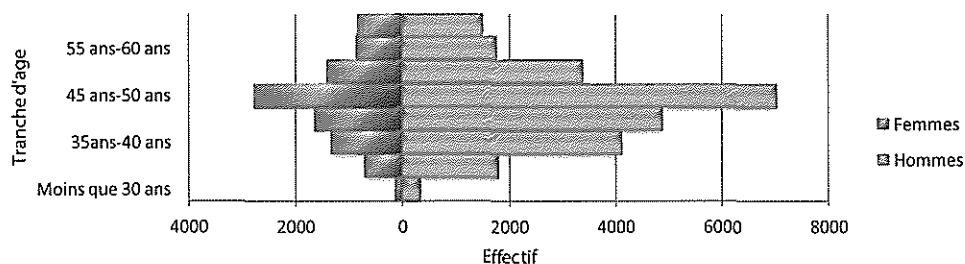
Répartition du personnel du MENFP par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MENFP par sexe



Répartition du personnel du MENFP par tranche d'âge et par sexe

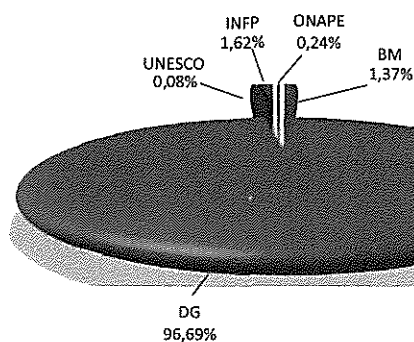


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

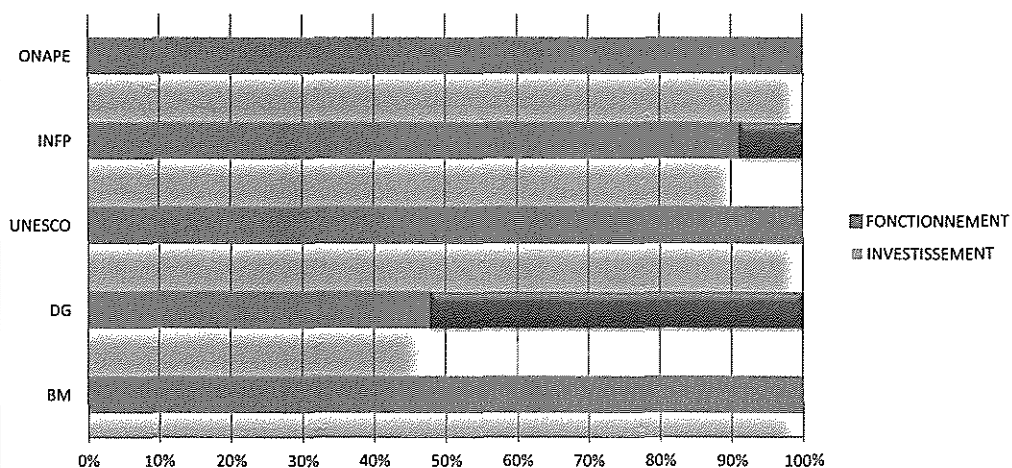
1311 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1311-1-11- BUREAU DU MINISTRE	290 761 679		290 761 679
1311-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 821 543 565	10 673 083 942	20 494 627 507
1311-1-15- COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	16 943 179	-	16 943 179
1311-1-17- INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	312 890 010	30 000 000	342 890 010
1311-1-18- OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	50 009 675	-	50 009 675
TOTAL	10 492 148 108	10 703 083 942	21 195 232 050

Pondération des crédits budgétaires du MENFP 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MENFP par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
SOCIALES ET DU TRAVAIL**

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est régi par le Décret du 25 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement ;
- Veiller au respect de la liberté du travail et des obligations qui en découlent ;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Établir un régime approprié de sécurité Sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres ;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les oeuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées ;
- Assurer, sur le plan Technique et Administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Défense Sociale ;
- Entretenir des rapports avec les Organismes Internationaux de travail et d'Affaires Sociales ;
- Recommander et préparer la participation du Gouvernement aux Congrès et Conférences sur les Affaires Sociales.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

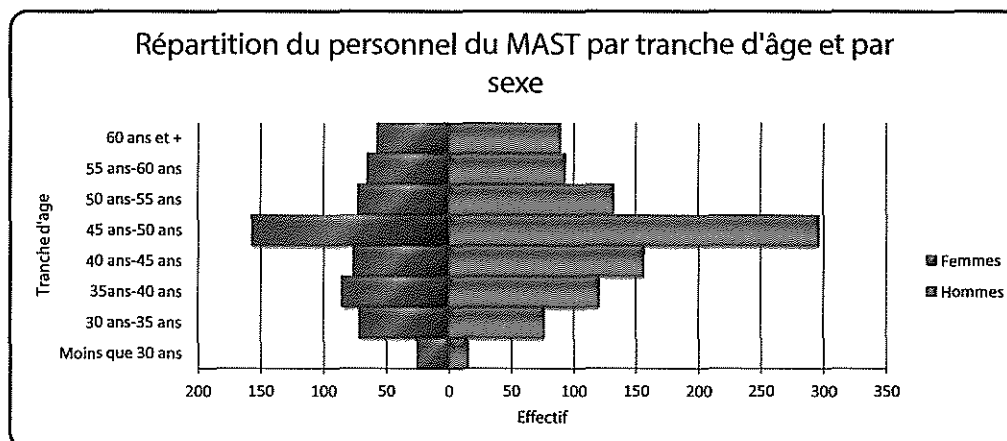
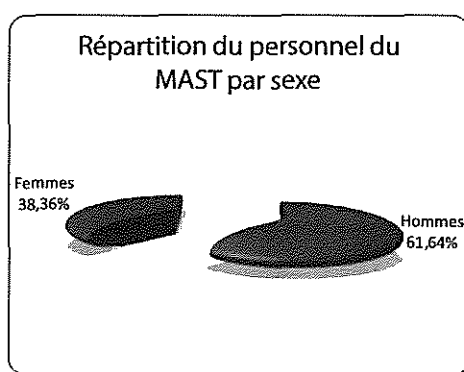
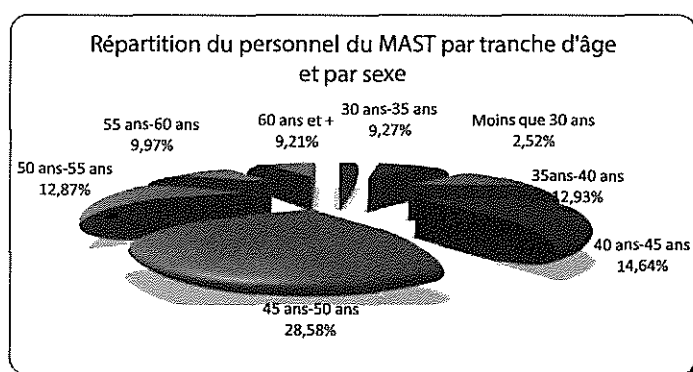
- Poursuivre l'aide aux familles défavorisées, notamment en maintenant le programme de lutte contre la faim et l'exclusion sociale ;
- Améliorer les conditions de vie des personnes et des familles à faible revenu ;
- Mettre en place des services structurés d'accompagnement pour les personnes handicapées par le biais de la construction de 4 centres de formations professionnelles au profit de 20000 handicapés ;
- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants des rues et des rapatriés ;
- Améliorer l'offre de services visant le respect des personnes âgées à travers la construction d'un centre d'hébergement pour les personnes du 3^e âge à Port-au-Prince.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	977	608	1585	47	35 722 300	22 538
Bureau du Ministre et Direction Générale	788	500	1288	45	28 071 900	21 795
IBESR	54	54	108	51	2 583 820	23 924
EPPLS	59	14	73	50	2 164 700	29 653
ONM	48	22	70	46	1 748 360	24 977
SEIPH	28	18	46	45	1 153 520	25 077

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAST

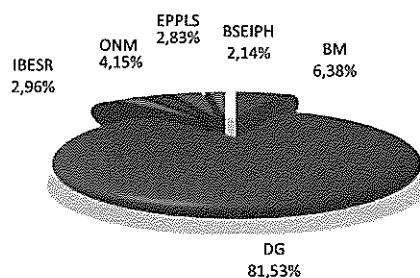


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

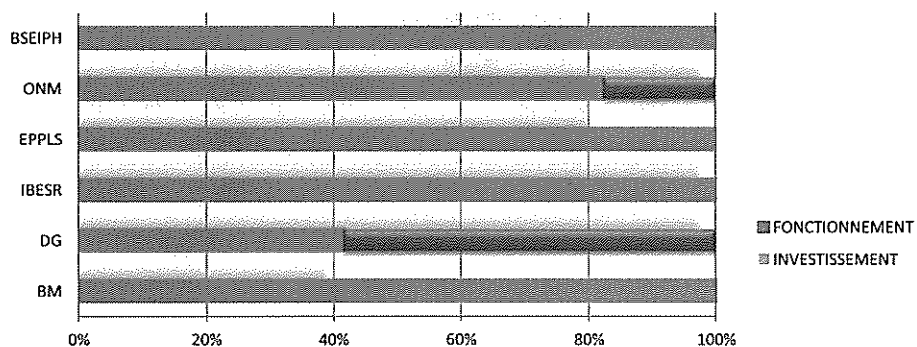
1312 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1312-1-11- BUREAU DU MINISTRE	113 341 024	-	113 341 024
1312-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	603 166 247	845 907 694	1 449 073 941
1312-1-13- INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	52 683 561	-	52 683 561
1312-1-14- E.P.P.L.S	50 303 777	-	50 303 777
1312-1-15- OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	60 801 363	13 000 000	73 801 363
1312-1-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	38 039 750	-	38 039 750
TOTAL	918 335 723	858 907 694	1 777 243 417

Pondération des crédits budgétaires du MAST 2015 -2016 par section



Crédits budgétaires 2015 -2016 du MAST par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est créé et régi par le Décret du 17 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir, concrétiser et évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif ;
- Promouvoir et valoriser la santé individuelle et collective et entreprendre les actions nécessaires en vue de l'épanouissement progressif de la personne humaine ;
- Créer et conserver les conditions généralement quelconques susceptibles de maintenir la santé collective ainsi que l'équilibre physique, mental et social de l'individu ;
- Mettre en place un système qui garantit la prestation de soins médico-sanitaires efficaces à tous les citoyens ;
- Participer à la réhabilitation de tous les citoyens frappés d'incapacité physique ou mentale et les aider à intégrer la vie collective ;
- Coordonner, réglementer, superviser et inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Établir les normes et spécifications relatives à la construction, la restauration ou l'agrandissement des édifices destinés à fournir des services de santé ;
- Formuler, évaluer et exécuter des plans de santé ;
- Établir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Établir les normes techniques sanitaires destinées à protéger la santé des citoyens contre les risques provoquées par certains développements agricoles, industriels ou urbains ;
- Enregistrer et contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé ;
- Collaborer avec les associations professionnelles du monde médical et paramédical ;
- Établir conjointement avec les autres Ministères, les normes techniques sanitaires relatives à l'hygiène publique, aux bâtiments et installations à l'usage de l'homme ;
- Participer avec les organismes intéressés à la lutte contre les épidémies, les inondations et autres calamités publiques ;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé ;
- Entretenir des relations avec les organismes étrangers et internationaux compétents dans le domaine de la santé ;
- Recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences sur la santé ;
- Participer à l'étude, à la définition et à l'exécution de la stratégie globale de la population.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de quatre (4) Unités de Coordination, de deux (2) écoles de Formation et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Améliorer la qualité de la prise en charge des pathologies (diarrhée, infections respiratoires aiguës, fièvre, anémie...) et lutter contre les maladies courantes ;
- Renforcer la couverture vaccinale et intensifier la lutte contre les maladies endémiques et les épidémies ;

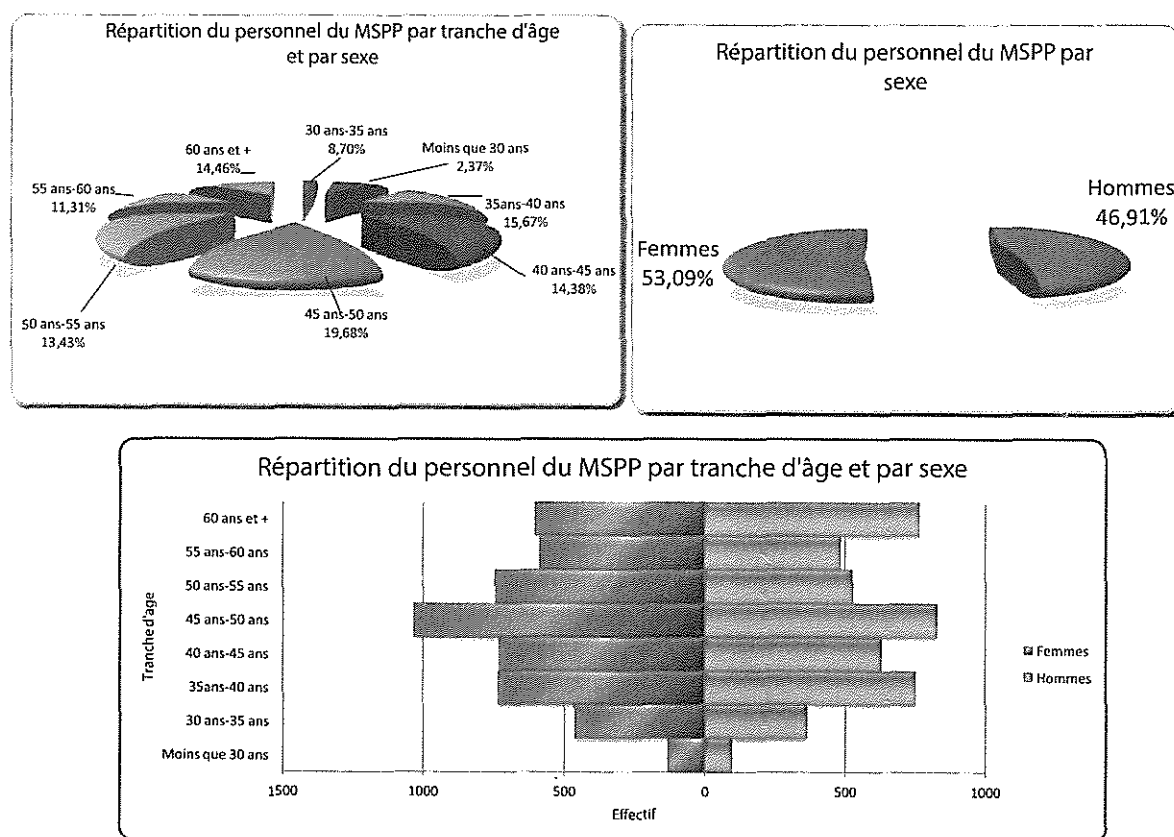
- Améliorer l'offre sanitaire régionale avec notamment la construction/réhabilitation des infrastructures sanitaires (10 hôpitaux départementaux, Construction de 30 nouvelles institutions de santé, 2 centres ambulanciers régionaux...) ;
- Garantir une répartition équilibrée de l'offre de soins entre les milieux urbain et rural et entre les régions ;
- Consolider les acquis des programmes de lutte et de prévention contre les maladies transmissibles ;
- Améliorer les conditions d'utilisation des hôpitaux publics ;
- Améliorer la disponibilité des médicaments et dispositifs médicaux ;
- Sensibiliser le public aux problèmes de santé mentale et lutter contre la stigmatisation.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	4427	5010	9437	48	184 216 910	19 521

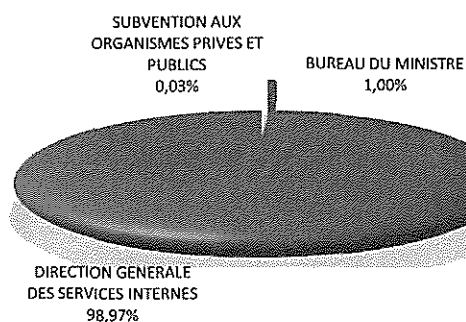
COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MSPP



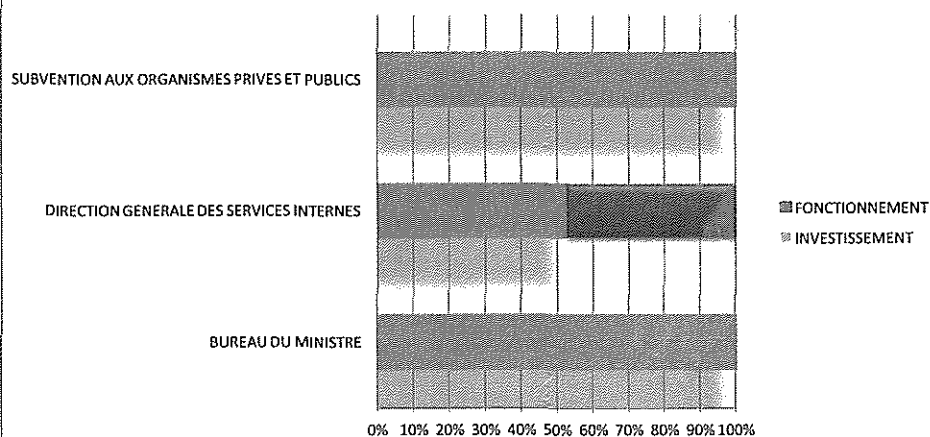
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1313 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1313-1-11- BUREAU DU MINISTRE	66 153 937	-	66 153 937
1313-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 453 508 265	3 100 930 400	6 554 438 665
1313-1-14- SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 159 999	-	2 159 999
TOTAL	3 521 822 201	3 100 930 400	6 622 752 601

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du MSPP par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MSPP par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE
ET AUX DROITS DE LA FEMME**

1314- MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est créé et régi par le Décret du 14 août 1995. Ses principales mission et attributions sont:

- . Définir la politique sectorielle du Ministère ;
- . Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
- . Présenter et défendre par-devant la chambre législative, les projets de loi du Pouvoir Exécutif;
- . Veiller à l'exécution des actes que le MCFDF signe et contresigne ;
- . Préparer et présenter au Conseil des Ministres les rapports sur sa gestion ;
- . Elaborer et présenter aux Institutions compétentes les avant-projets de budget de son Ministère ;
- . Exercer son pouvoir de tutelle et de contrôle conformément aux lois en vigueur ;
- . Connaître et résoudre les conflits au sein du Ministère.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Promouvoir les droits pour l'équité de genre et renforcer la sécurité et la protection des femmes;
- Promouvoir des opportunités économiques pour les femmes par la mise en place des mécanismes de financements des activités génératr;
- Mettre en œuvre des centres d'accueil pour des femmes victimes de violence dans les pôles locaux de développement.

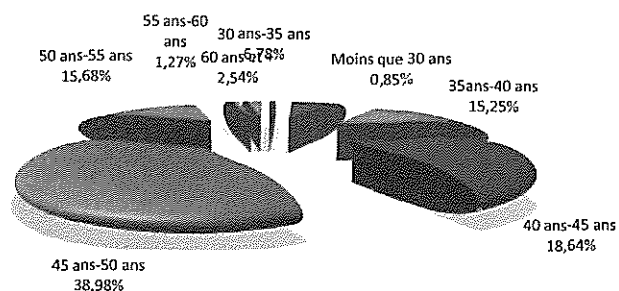
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	95	141	236	44	6 864 110	29 085
Bureau du Ministre et Direction Générale	95	141	236	44	6 864 110	29 085

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCFDF

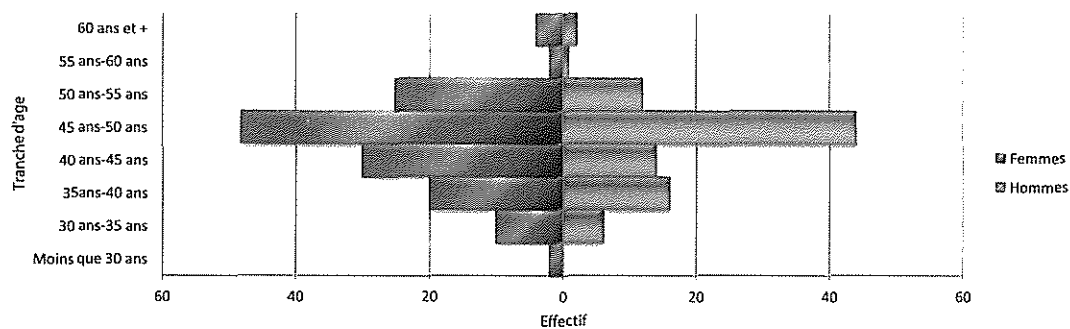
Répartition du personnel du MCFDF par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MCFDF par sexe



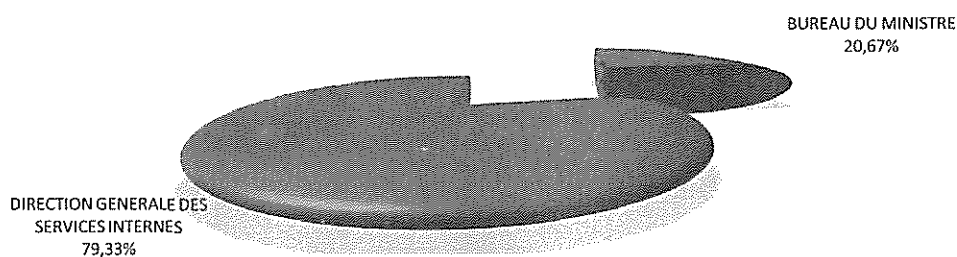
Répartition du personnel du MCFDF par tranche d'âge et par sexe



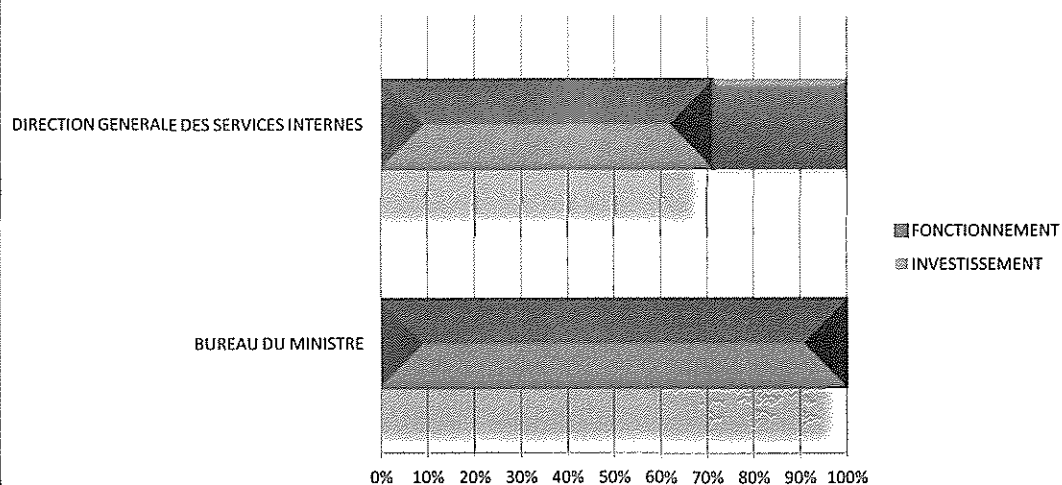
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1314 MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1314-1-11- BUREAU DU MINISTRE	36 206 718	-	36 206 718
1314-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	98 986 114	40 000 000	138 986 114
TOTAL	135 192 832	40 000 000	175 192 832

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du MCFDF par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MCFDF par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES
SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE**

1315- Ministère de la jeunesse, des Sports et de l'Action Civique**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Cadre légal : Non disponible

Les principales mission et attributions du MJSAC sont:

- . Formuler la politique du gouvernement en matière de sport, de jeunesse et de civisme et mettre en œuvre cette politique;
- . Développer, coordonner et superviser les activités physiques et sportives ;
- . Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux;
- . Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse ;
- . Promouvoir et participer à la formation des cadres sportifs.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- . Améliorer les conditions de pratiques du sport au niveau individuel et professionnel par l'entremise de la construction et réhabilitation des infrastructures de pratiques des sports;
- . Élaborer et adopter une politique nationale de sports et un mécanisme de financement du sport;
- . Promouvoir la participation des femmes aux activités physiques et sportives;
- . Développer le sport de compétition dans une perspective d'émergence d'un sport de haut niveau;
- . Élaborer en collaboration avec les Fédérations une stratégie de détection et de formation des jeunes talents sportifs;
- . Assurer une couverture adéquate du territoire national en infrastructures sportives;
- . Faciliter l'acquisition du matériel et des équipements sportifs;
- . Lutter contre l'usage de stupéfiants et de substances psychotropes chez les jeunes;
- . Améliorer les normes nationales sur l'emploi en vue de lutter efficacement contre le chômage et la pauvreté des jeunes;
- . Développer le sens du civisme et du patriotisme chez les jeunes.

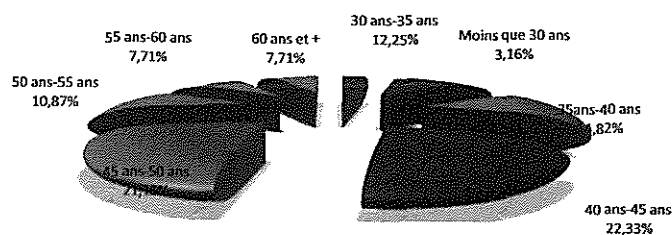
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- Effectif et masse salariale

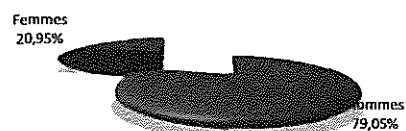
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	400	106	506	45	14 932 000	29 510
Bureau du Ministre et Direction Générale	400	106	506	45	14 932 000	29 510

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSAC

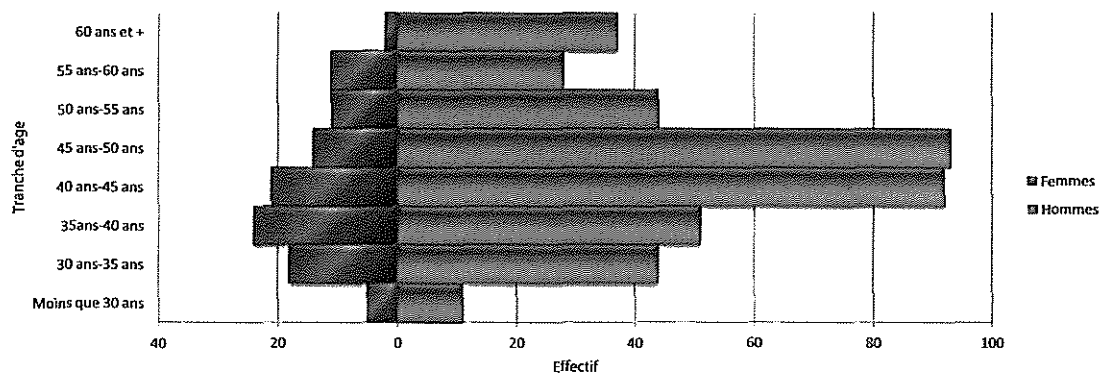
Répartition du personnel du MJSAC par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MJSAC par sexe



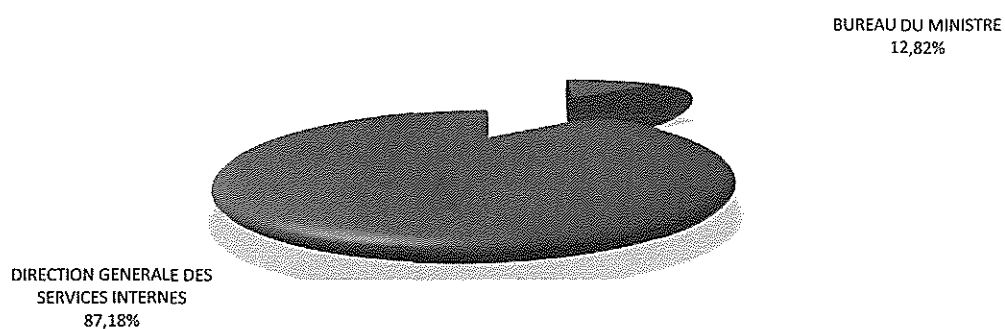
Répartition du personnel du MJSAC par tranche d'âge et par sexe



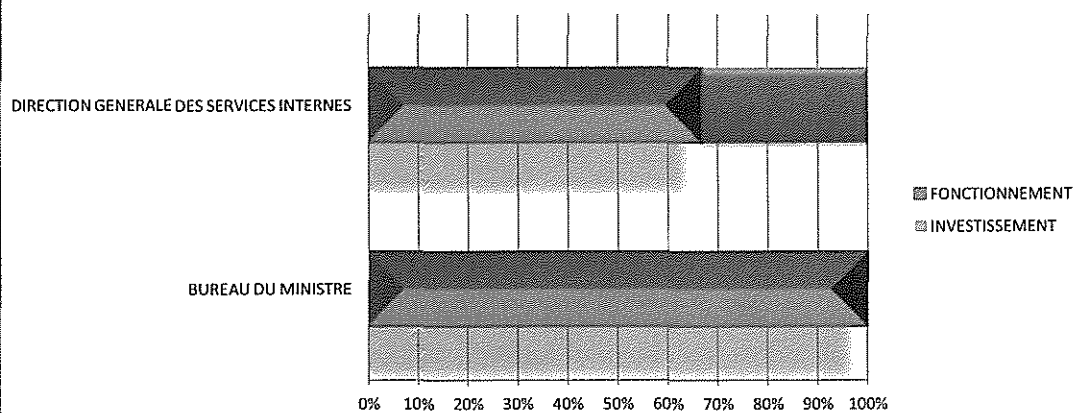
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE			
SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1315-1-11- BUREAU DU MINISTRE	85 525 292	-	85 525 292
1315-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	388 334 963	193 500 000	581 834 963
TOTAL	473 860 255	193 500 000	667 360 255

Pondération des crédits budgétaires du MJSAC 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MJSAC par section et par nature

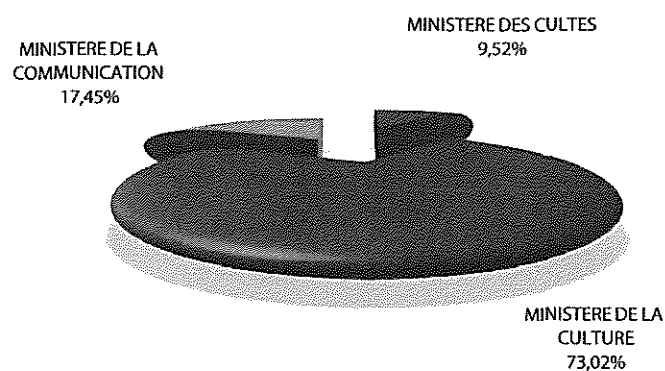


**POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR CULTUREL**

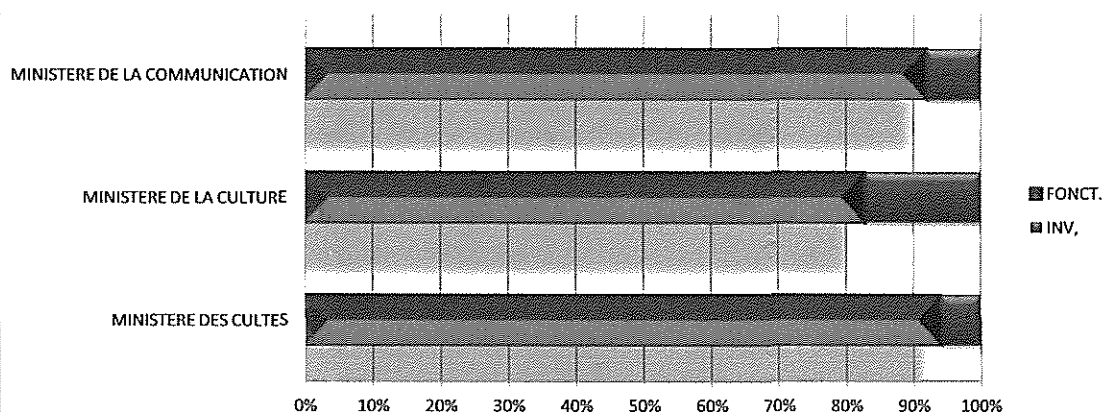
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR ENTITE ADMINISTRATIVE

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCT.	INV,	TOTAL
1411 MINISTERE DES CULTES	159 152 190	10 000 000	169 152 190
1412 MINISTERE DE LA CULTURE	1 072 818 515	224 000 000	1 296 818 515
1413 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	284 989 013	25 000 000	309 989 013
TOTAL	1 516 959 717	259 000 000	1 775 959 717

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 par entité administrative



Crédits budgétaires 2015-2016 par entité administrative



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DES CULTES**

1411- Ministère des Cultes**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Cultes est créé et régi par le Décret du 5 août 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- . Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers Cultes Religieux;
- . Veiller aussi à l'exécution des conventions, des concordats ou des accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Églises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- . Recenser et enregistrer les divers cultes, sectes, confessions, missions religieuses et Églises établis dans le pays ;
- . Visiter régulièrement les églises, les temples...etc et faire un relevé de leurs œuvres sociales et éducatives en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays ;
- . Recevoir les plaintes et les réclamations des Responsables des différents Cultes ;
- . Mener des enquêtes et veiller à l'exécution des décisions prises.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- . Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- . Encourager très fortement, par des mécanismes appropriés, toutes les initiatives visant au regroupement des Églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- . Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions.

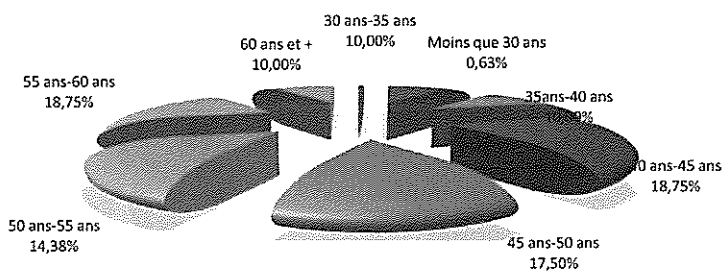
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- Effectif et masse salariale

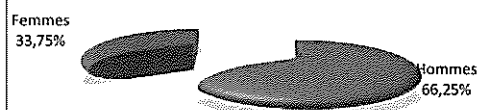
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	106	54	160	50	4 174 720	26 092,00
Direction Générale	106	54	160	50	4 174 720	26 092,00

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MC

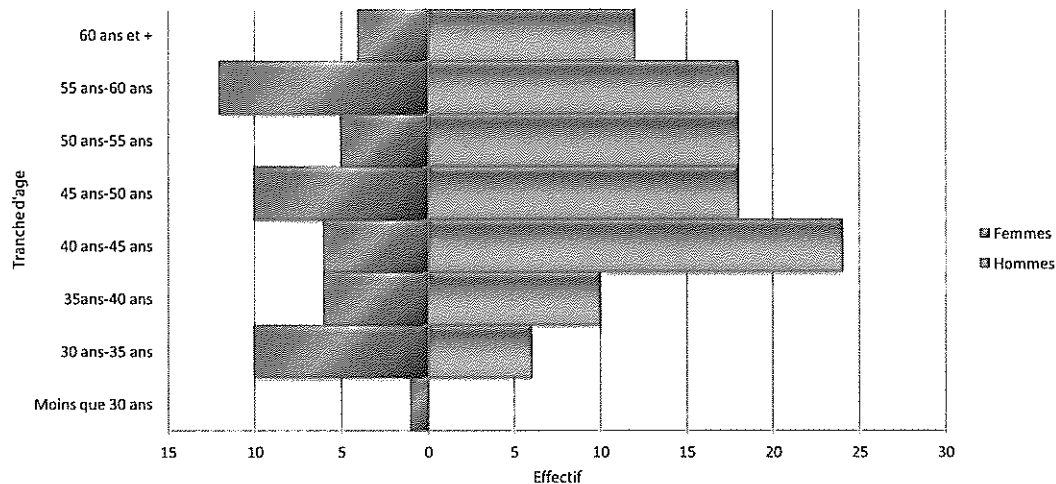
Répartition du personnel du MCultes par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MCultes par sexe



Répartition du personnel du MCultes par tranche d'âge et par sexe

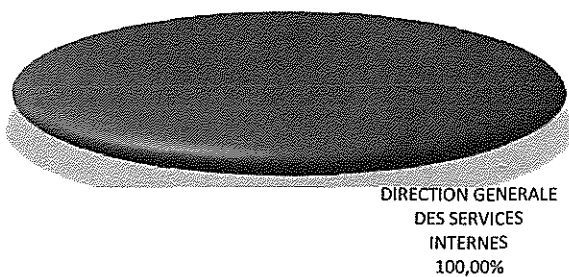


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

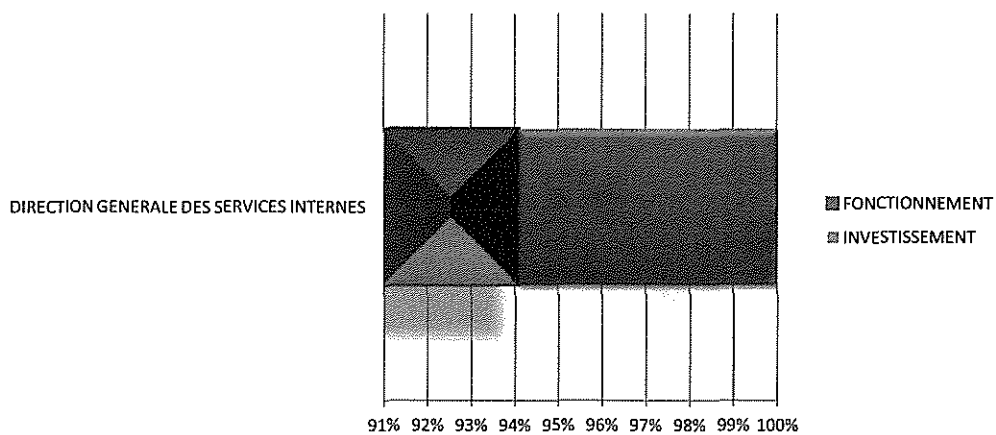
1411 MINISTERE DES CULTES

	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	159 152 190	10 000 000	169 152 190
	TOTAL	159 152 190	10 000 000	169 152 190

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du MC par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MC par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA CULTURE**

1412- Ministère de la Culture**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Culture est régi et créé par l'Arrêté du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- . Sauvegarder, conserver et Promouvoir la Culture Nationale ;
- . Préserver et conserver les traditions culturelles, les documents, œuvres et monuments qui constituent le patrimoine national ;
- . Stimuler et encourager la création et la production artistique ;
- . Promouvoir et diffuser la culture nationale ;
- . Participer à l'éducation civique du peuple haïtien;
- . Défendre l'environnement culturel contre tout ce qui tendrait à le défigurer;
- . Encadrer les créateurs dans la défense de leurs droits d'auteur ;
- . Représenter l'État dans toutes activités et négociations dans les domaines relatifs à la Culture;

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'État. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- . Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales;
- . Douze (12) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- . Protéger et valoriser le patrimoine culturel matériel et immatériel par l'établissement de partenariats efficaces;
- . Améliorer le dispositif institutionnel et juridique en vue d'assurer une bonne régulation du secteur;
- . Développer l'entrepreneuriat et les industries culturelles;
- . Développer l'offre culturelle attractive et diversifiée sur toute l'étendue du territoire national;
- . Rendre plus visibles les manifestations culturelles traditionnelles;
- . Apporter l'appui technique aux musées, aux structures et aux initiatives locales de protection du patrimoine;
- . Renforcer les capacités opérationnelles des centres de formation culturelle et artistique à travers la construction de 3 centres de lecture et d'animation culturelle.

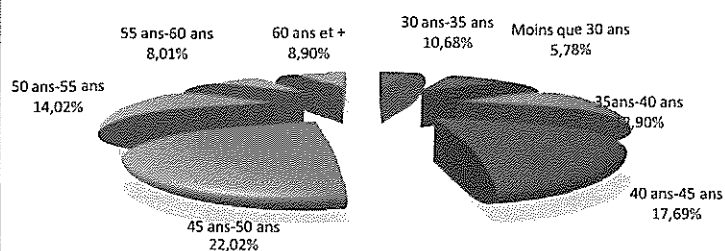
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

- Effectif et masse salariale

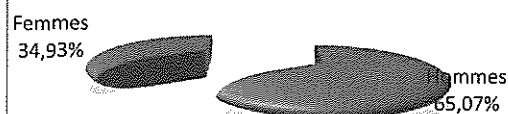
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	558	300	858	46	22 543 270	26 274
Bureau du Ministre et Direction Générale	99	29	128	47	3 956 960	30 914
ENARTS	54	16	70	51	1 766 410	25 234
ISPAN	34	8	42	51	1 066 200	25 386
THEATRE NATIONAL	81	30	111	47	2 330 100	20 992
MUPANAH	34	14	48	48	1 349 100	28 106
BNE	20	9	29	46	854 260	29 457
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	54	43	97	46	2 009 300	20 714
AR NLE	131	125	256	41	7 143 010	27 902
DNL	36	17	53	43	1 271 330	23 987
BHDA	15	9	24	41	796 600	33 192

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCULTURE

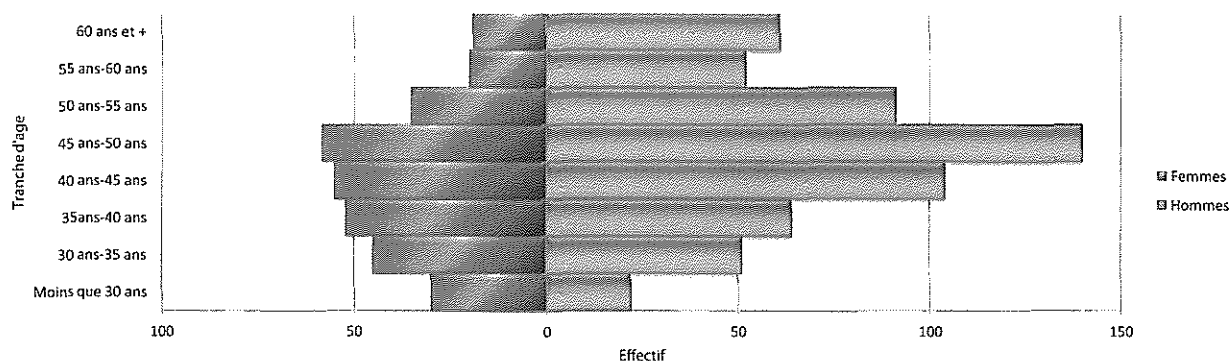
Répartition du personnel du MCulture par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MCulture par sexe



Répartition du personnel du MCulture par tranche d'âge et par sexe

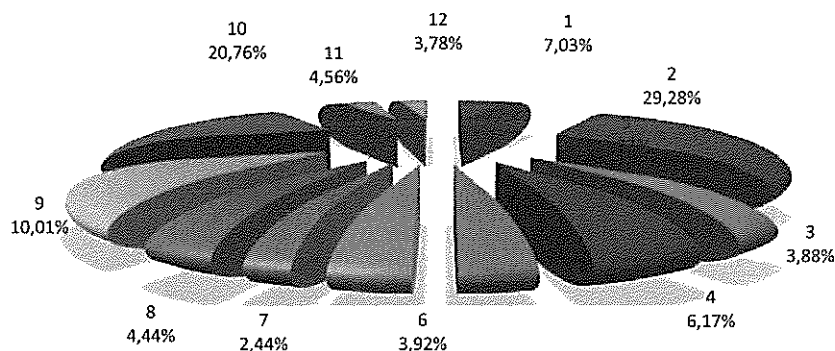


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

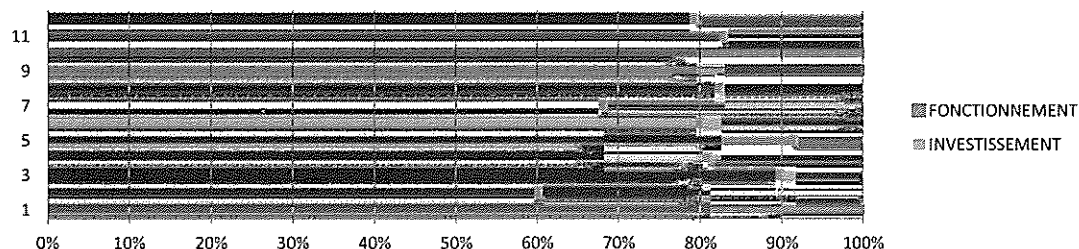
1412 MINISTERE DE LA CULTURE

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1412-1-11- BUREAU DU MINISTRE	91 228 192	-	91 228 192
1412-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	229 737 342	150 000 000	379 737 342
1412-1-13- ECOLE NATIONALE DES ARTS	45 254 754	5 000 000	50 254 754
1412-1-14- INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	65 076 624	15 000 000	80 076 624
1412-1-15- THEATRE NATIONAL	44 184 122	4 000 000	48 184 122
1412-1-16- MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	40 833 956	10 000 000	50 833 956
1412-1-17- BUREAU D ETHNOLOGIE	21 647 883	10 000 000	31 647 883
1412-1-18- BIBLIOTHEQUE NATIONALE	47 574 488	10 000 000	57 574 488
1412-1-19- ARCHIVES NATIONALES	129 784 641	-	129 784 641
1412-1-23- ACTIVITES CULTURELLES	269 263 000	-	269 263 000
1412-1-24- DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	49 198 878	10 000 000	59 198 878
1412-1-25- BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	39 034 635	10 000 000	49 034 635
TOTAL	1 072 818 515	224 000 000	1 296 818 515

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du MC par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MC par section et par nature



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION**

1413.- MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

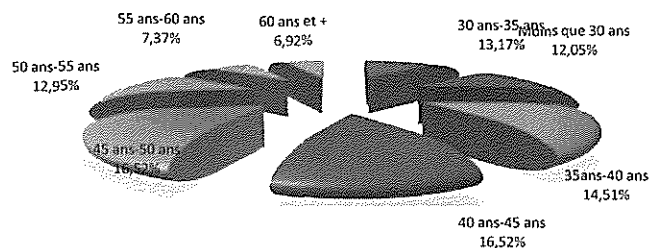
Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

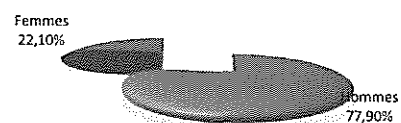
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	349	99	448	44	11 590 410	25 871
Bureau du Ministre et Direction Générale	42	14	56	41	2 138 010	38 179
TNH	229	64	293	43	6 882 840	23 491
RNH	78	21	99	47	2 569 560	25 955

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCOM

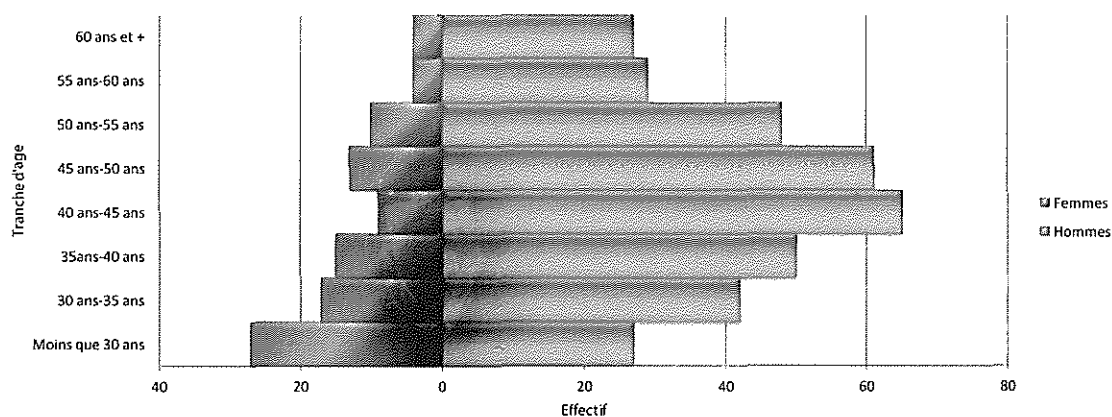
Répartition du personnel du MCOMM par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du MCOMM par sexe



Répartition du personnel du MCOMM par tranche d'âge et par sexe

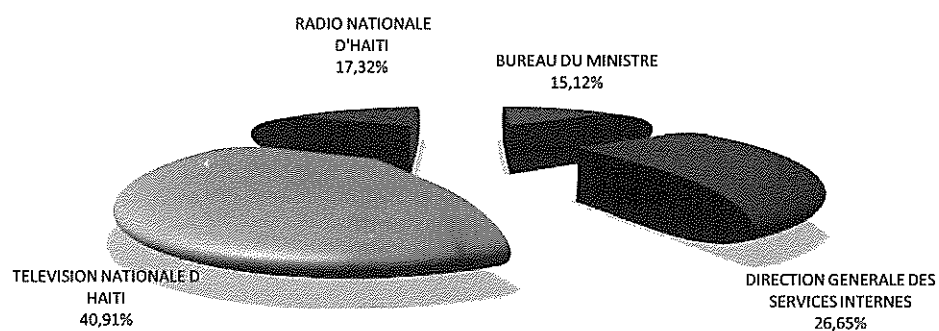


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

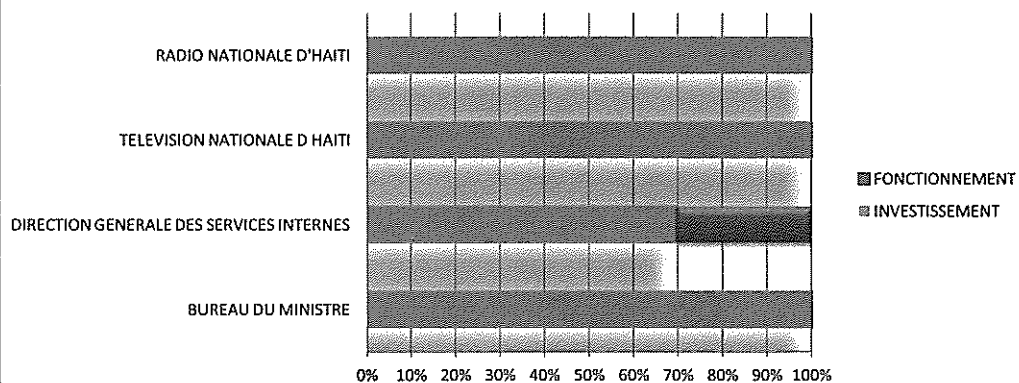
1413 MINISTERE DE LA COMMUNICATION

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1413-1-11- BUREAU DU MINISTRE	46 861 863	-	46 861 863
1413-1-12- DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	57 599 696	25 000 000	82 599 696
1413-1-13- TELEVISION NATIONALE D HAITI	126 828 501	-	126 828 501
1413-1-14- RADIO NATIONALE D'HAITI	53 698 953	-	53 698 953
TOTAL	284 989 013	25 000 000	309 989 013

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 du MCOM par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du MCOM par section et par nature

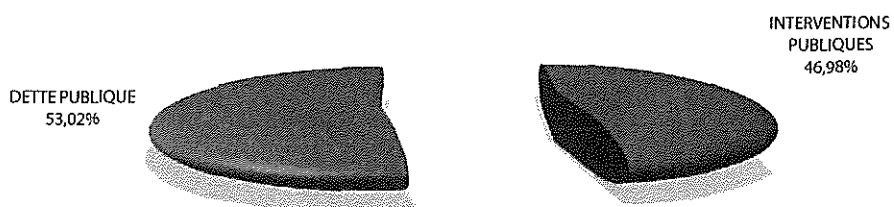


**POUVOIR EXÉCUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS**

AUTRES ADMINISTRATIONS

INSTITUTION	FONCT.	INV.	TOTAL
INTERVENTIONS PUBLIQUES	7 923 062 912	-	7 923 062 912
DETTE PUBLIQUE	8 942 353 541	-	8 942 353 541
TOTAL	16 865 416 454	-	16 865 416 454

Pondération des crédits budgétaires 2015-2016 des autres administrations



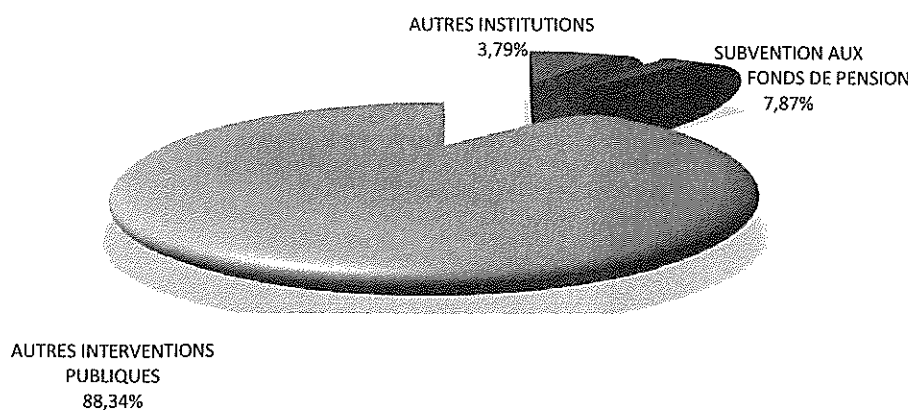
INTERVENTIONS PUBLIQUES

CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1511 INTERVENTIONS PUBLIQUES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1511-1-11-	SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	623 889 108	-	623 889 108
1511-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS	299 999 999	-	299 999 999
1511-1-49-	AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 999 173 805	-	6 999 173 805
	TOTAL	7 923 062 912	-	7 923 062 912

Pondération des crédits budgétaires des INTERVENTIONS PUBLIQUES 2015-2016 par section

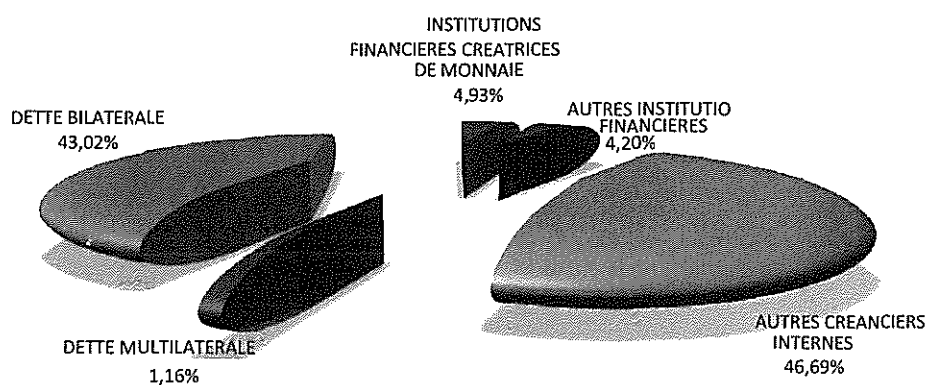


DETTE PUBLIQUE

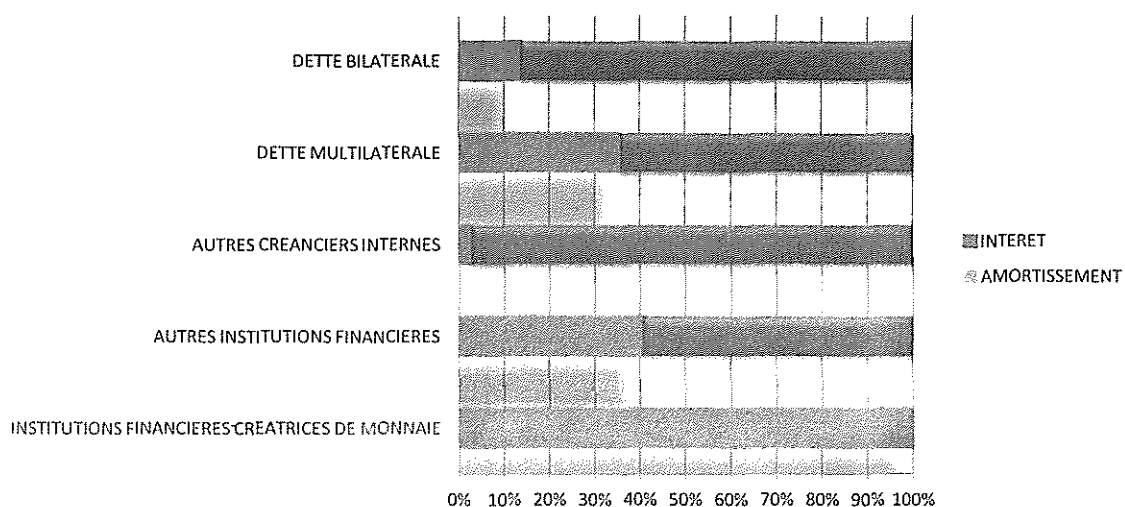
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

1512 DETTE PUBLIQUE			
SECTION	INTERET	AMORTISSEMENT	TOTAL
1512-1-11- INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	300 000 000	-	300 000 000
1512-1-12- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	104 196 247	151 457 736	255 653 983
1512-1-13- AUTRES CREANCIERS INTERNES	84 454 247	2 757 296 022	2 841 750 269
1512-2-11- DETTE MULTILATERALE	25 349 811	45 499 320	70 849 131
1512-2-12- DETTE BILATERALE	358 290 936	2 260 085 437	2 618 376 373
TOTAL	872 291 241	5 214 338 515	6 086 629 756

Pondération des crédits budgétaires de LA DETTE PUBLIQUE 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 de LA DETTE PUBLIQUE par section et par nature

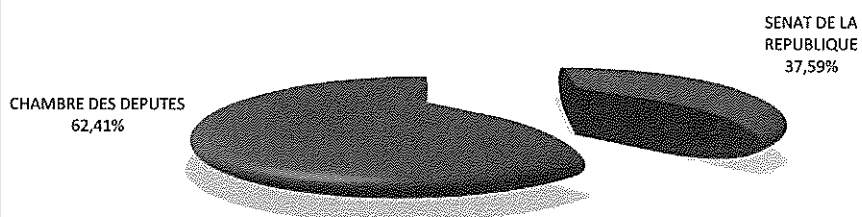


CRÉDITS BUDGÉTAIRES DU POUVOIR LÉGISLATIF

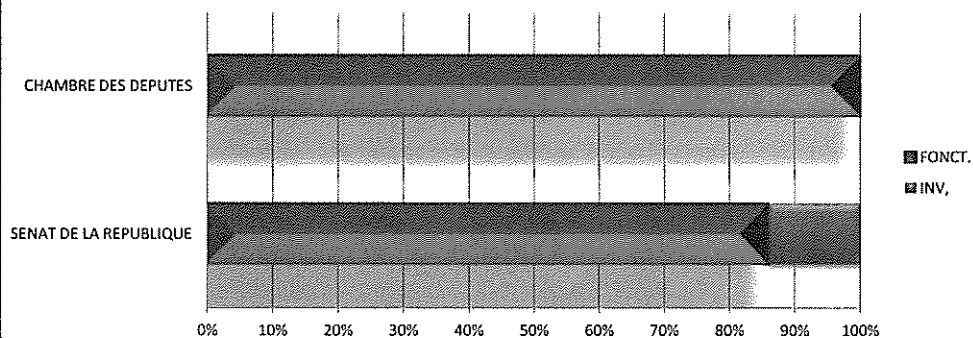
CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2015-2016 PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE

INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 079 424 684	175 000 000	1 254 424 684
CHAMBRE DES DEPUTES	2 082 261 773		2 082 261 773
TOTAL	3 161 686 457	175 000 000	3 336 686 457

Pondération des crédits budgétaires du pouvoir législatif 2015-2016 par branche



Crédits budgétaires du Pouvoir Législatif 2015-2016 par branche



**PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU
SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE**

2211.- SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Sénat de la République est régi par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont de :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle de la chambre des Députés, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Sénateurs et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national;
- Accomplir des missions d'information ou d'enquête auprès des Ministères, des Organismes et Entreprises Publiques Autonomes et déconcentrés de l'Etat, des Collectivités Territoriales et toutes autres institutions utilisant des fonds publics;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la Constitution;
- Approuver ou rejeter le choix du chef de l'Etat de personnalités désignées aux fonctions prévues à cet effet par la Constitution: Commandant en chef de l'Armée, Commandant en chef de la Police Nationale, membre de Conseil d'Administration d'Entreprises Publiques ou d'organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés et Ambassadeur d'Haïti;
- Participer au processus de désignation des membres du Conseil Électoral Permanent et du Protecteur du Citoyen
- Soumettre au Chef de l'Etat une liste de trois (3) candidats par siège à pouvoir à la Cour de Cassation;
- Elire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre;
- Questionner ou interpellier le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet;
- Inscire les Sénateurs et valider leur pouvoir;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Étrangers.

b) Structure organisationnelle

Le Sénat de la République a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Sénateurs assisté d'une Questure et d'un Secrétariat Général .

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Contribuer à doter le pays d'un cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions du Sénat pour un contrôle plus efficace de l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement du Sénat.

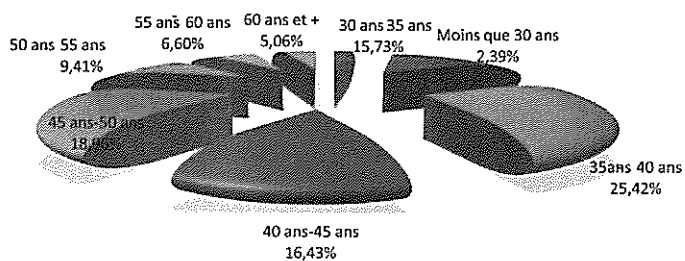
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	480	232	712	44	20 446 800	28 717

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU SENAT

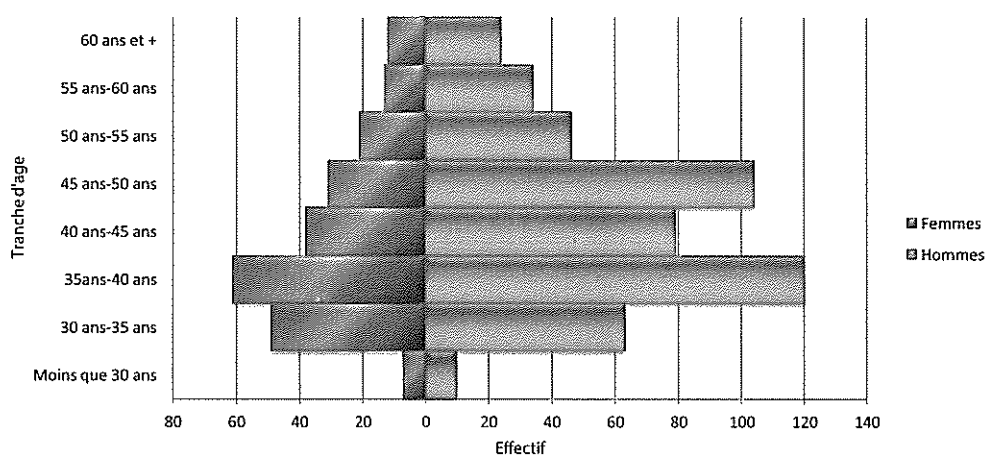
Répartition du personnel du Sénat par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du Sénat par sexe



Répartition du personnel du Sénat par tranche d'âge et par sexe



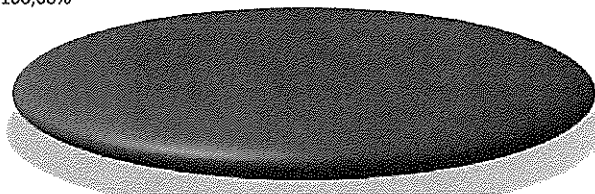
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
2211-1-11- ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 079 424 684	175 000 000	1 254 424 684
TOTAL	1 079 424 684	175 000 000	1 254 424 684

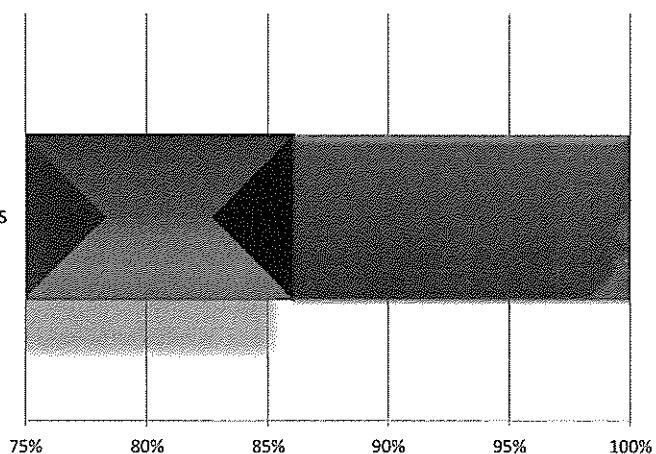
Pondération des crédits budgétaires du SENAT 2015-2016

ASSEMBLEE DES
SENATEURS
100,00%



Crédits budgétaires 2015-2016 du SENAT par nature

ASSEMBLEE DES SENATEURS



■ FONCTIONNEMENT
■ INVESTISSEMENT

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS DE
LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

2212.- CHAMBRE DES DÉPUTÉS**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Chambre des Députés est régie par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle du Sénat, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Députés et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national ;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpellier le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet;
- Doter la chambre des Députés de règlements et d'un plan d'organisation ;
- Inscrire les Députés et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'État, les Institutions Publiques Nationales.

b) Structure Organisationnelle

La Chambre des Députés a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Députés assisté d'un Conseil Technique, d'une Questure, d'un Secrétariat Général.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Contribuer à doter le pays d'un cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions de la Chambre des Députés pour un contrôle plus efficace de l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement de la Chambre des Députés;
- Renforcer l'action parlementaire.

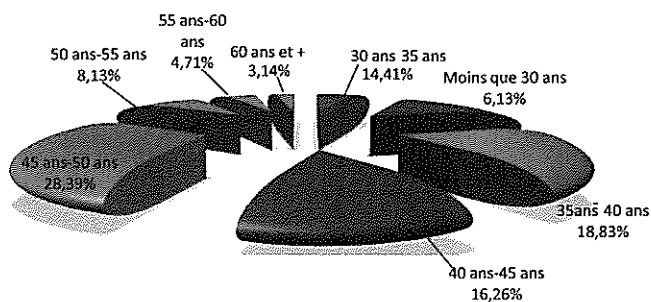
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	277	121	398	39	10 581 400	26 586

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CH. DES DEPUTES

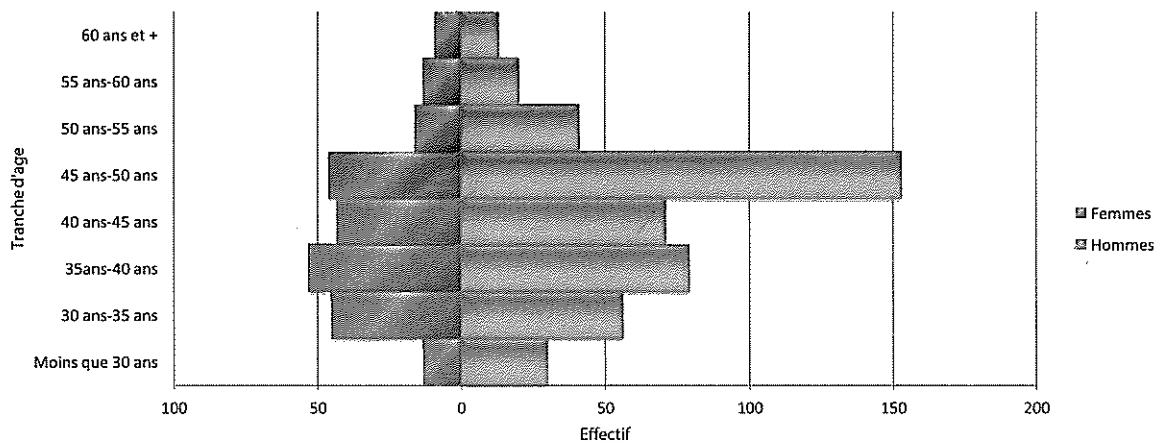
Répartition du personnel de la Chambre des Députés par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel de la Chambre des Députés par sexe



Répartition du personnel de la Chambre des Députés par tranche d'âge et par sexe

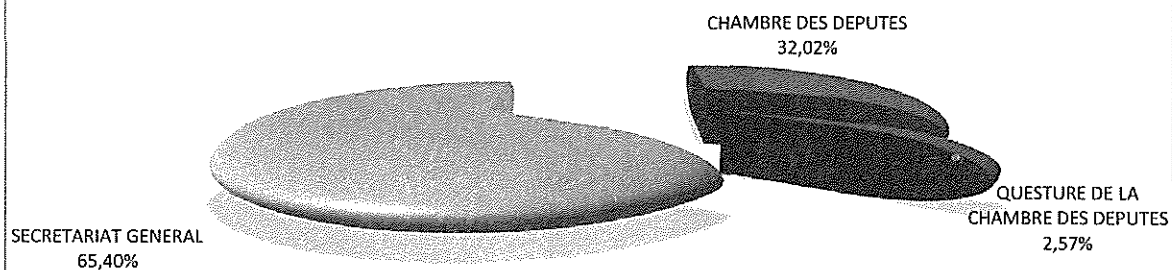


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

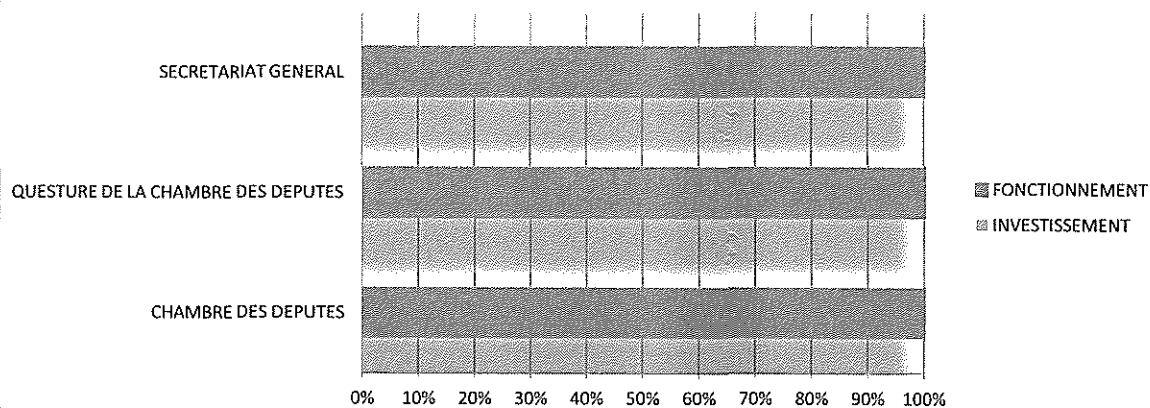
2212 CHAMBRE DES DEPUTES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
2212-1-11- CHAMBRE DES DEPUTES	666 793 925	-	666 793 925
2212-1-12- QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	53 585 320	-	53 585 320
2212-2-11- SECRETARIAT GENERAL	1 361 882 527	-	1 361 882 527
TOTAL	2 082 261 773	-	2 082 261 773

Pondération des crédits budgétaires de LA CHAMBRE DES DEPUTES
2015-2016 par section



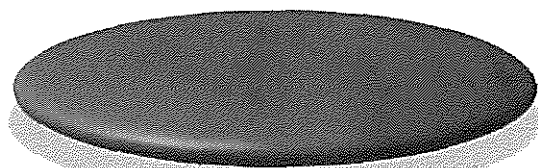
Crédits budgétaires 2015-2016 de la CHAMBRE DES DEPUTES par section
et par nature



CRÉDITS BUDGÉTAIRES DU POUVOIR JUDICIAIRE

MIN,	FONCT.	INV,	TOTAL
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	944 314 866	85 000 000	1 029 314 866
TOTAL	944 314 866	85 000 000	1 029 314 866

Crédits budgétaires 2015-2016 du Pouvoir Judiciaire



CONSEIL SUPERIEUR DU
POUVOIR JUDICIAIRE
100,00%

**PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU
CONSEIL SUPÉRIEUR
DU POUVOIR JUDICIAIRE
SECTEUR POLITIQUE**

3211.- CONSEIL SUPÉRIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Pouvoir Judiciaire est régi par la loi du 17 décembre 2007. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux ;
- Donner son avis sur les projets de politique judiciaire élaborés par le Pouvoir Exécutif ;
- Appliquer la politique judiciaire de l'État ;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence ;
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

b) Structure Organisationnelle

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Comprend :

- L'Administration
- La Cour de Cassation
- La Cour d'Appel
- Les Tribunaux

c) Objectifs pour l'exercice fiscal 2015-2016

- Contribuer à la fourniture d'une justice équitable et de qualité en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

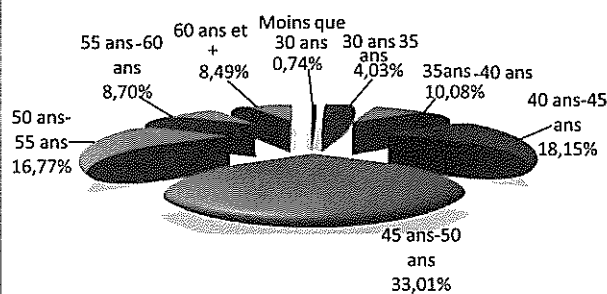
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

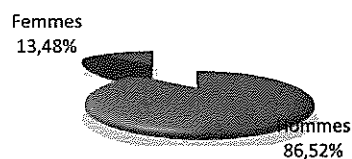
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	80	39	119	48	4 400 630	36 980

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CSPJ

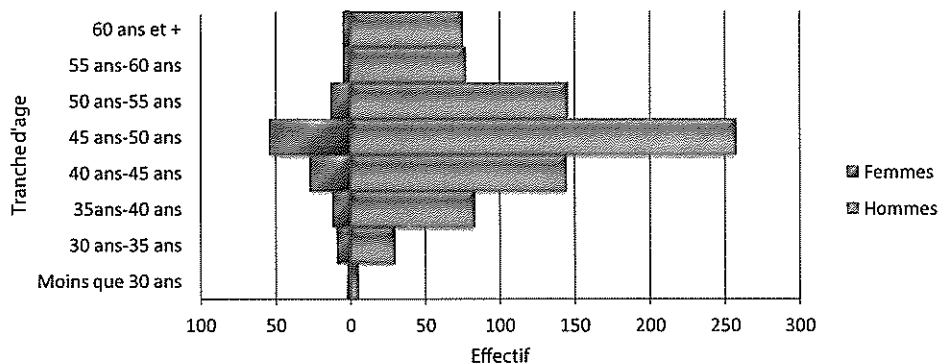
Répartition du personnel du CSPJ par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel du CSPJ par sexe



Répartition du personnel du CSPJ par tranche d'âge et par sexe

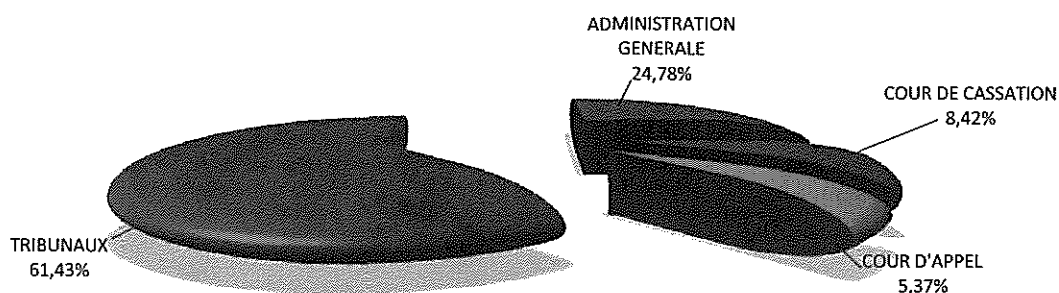


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

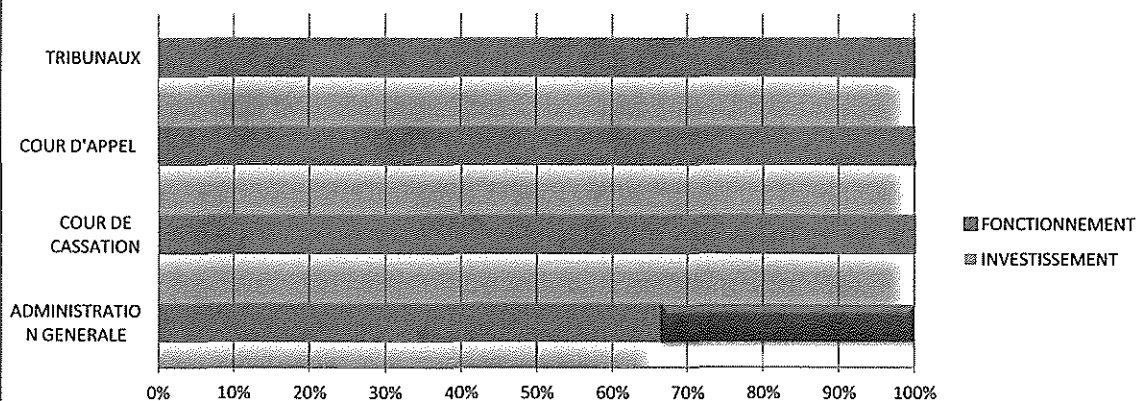
3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	170 039 022	85 000 000	255 039 022
3211-2-12- COUR DE CASSATION	86 634 586	-	86 634 586
3211-2-13- COUR D'APPEL	55 291 086	-	55 291 086
3211-2-14- TRIBUNAUX	632 350 173	-	632 350 173
TOTAL	944 314 866	85 000 000	1 029 314 866

Pondération des crédits budgétaires du CSPJ 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 du CSPJ par section et par nature

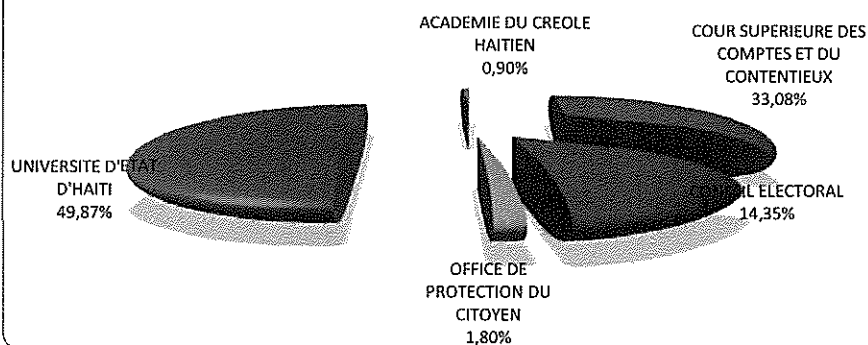


INSTITUTIONS INDÉPENDANTES

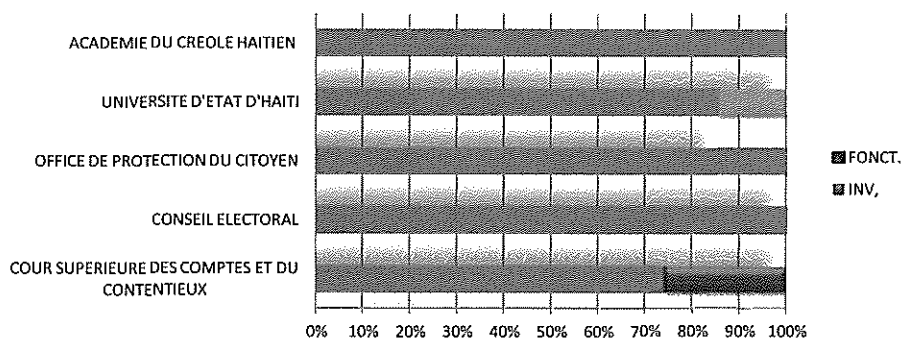
CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2015-2016 PAR CATÉGORIE INSTITUTIONNELLE

INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	602 374 332	207 500 000	809 874 332
CONSEIL ELECTORAL	351 240 782	-	351 240 782
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	44 000 000	-	44 000 000
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 046 837 751	174 000 000	1 220 837 751
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	22 031 200	-	22 031 200
TOTAL	2 066 484 064	381 500 000	2 447 984 064

Pondération des crédits budgétaires des institutions indépendantes
2015-2016 par entité administrative



Crédits budgétaires des institutions indépendantes 2015-2016 par
entité administrative



**COUR SUPÉRIEURE DES
COMPTES ET DU CONTENTIEUX
ADMINISTRATIF**

4111.- COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est régie par le Décret du 23 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Contrôler, sur les plans Administratif et Juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'État ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif ;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales ainsi que celle des Entreprises d'État, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes ;
- Connaître les litiges mettant en cause l'État et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les Services Publics et les Administrés.

b) Structure organisationnelle

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité d'un Conseil et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, cinq (5) Directions Techniques, une (1) Unité de Coordination et neuf (9) Directions Départementales.
- Un Tribunal Administratif ayant un Auditorat et un Greffe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Assurer un service de contrôle de qualité fidèle aux normes et procédures nationales ;
- Accompagner le processus de décentralisation ;
- Établir un environnement de contrôle propice à la reddition des comptes devant la nation ;
- Renforcer la capacité institutionnelle de la CSCCA pour un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources de l'État;
- Moderniser et systématiser les tâches de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

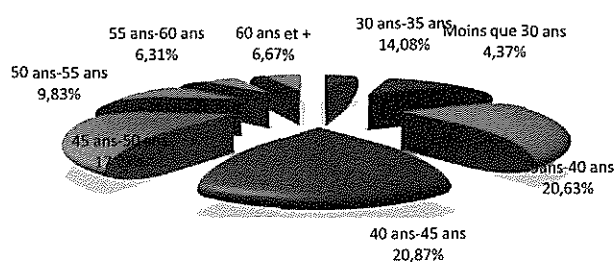
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	504	320	824	43	24 655 310	29 921

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CSCCA

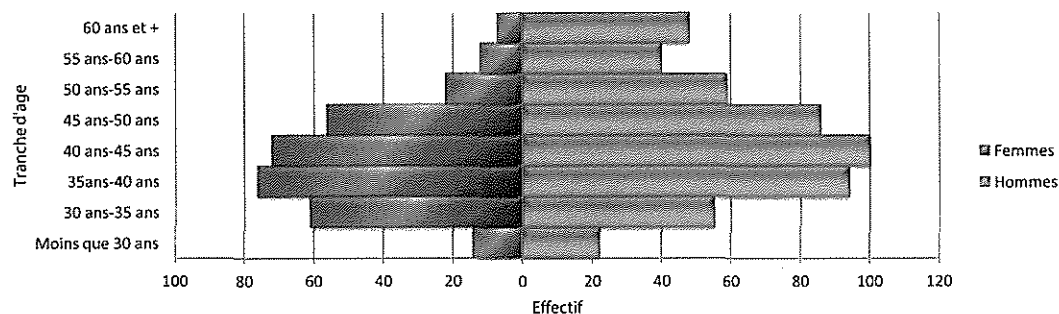
Répartition du personnel de la CSCCA par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel de la CSCCA par sexe



Répartition du personnel de la CSCCA par tranche d'âge et par sexe

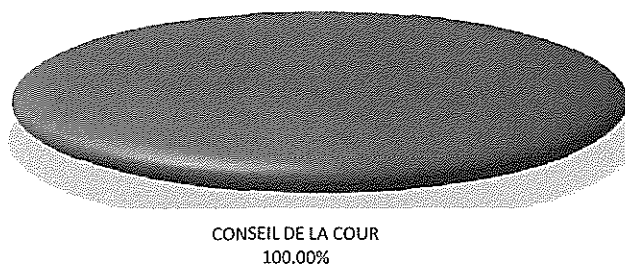


CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

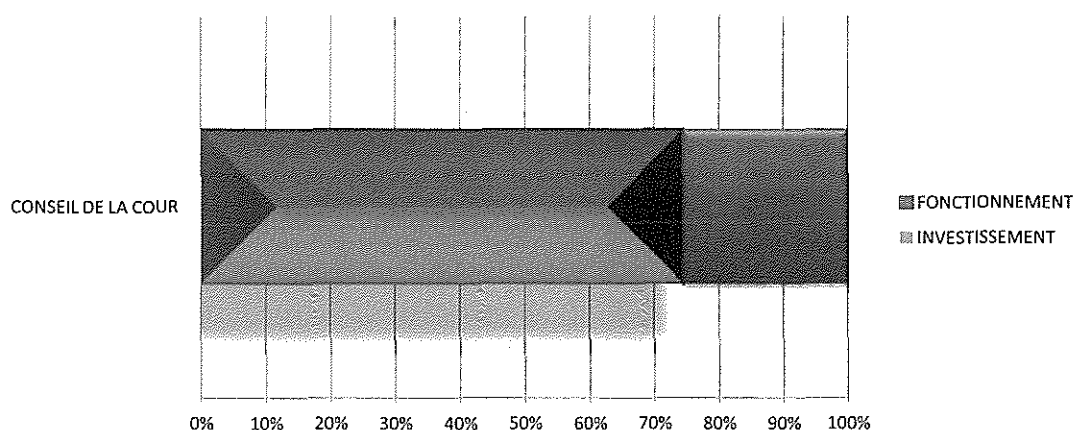
4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4111-1-11- CONSEIL DE LA COUR	602 374 332	207 500 000	809 874 332
TOTAL	602 374 332	207 500 000	809 874 332

Pondération des crédits budgétaires de la CSCCA 2015-2016 par section



Crédits budgétaires 2015-2016 de la CSCCA par section et par nature



CONSEIL ÉLECTORAL

4211.- CONSEIL ÉLECTORAL**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Conseil Électoral est régi par l'Arrêté du 12 octobre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Élaborer le projet de loi électorale qui sera soumis à l'exécutif pour les suites nécessaires ;
- Respecter, faire respecter et faire appliquer le Décret électorale, la Constitution et les Lois de la République en matière électorale;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par-devant le Tribunal compétent;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale ;
- Procéder à l'identification et au recensement des électeurs;
- Organiser des élections ;
- Organiser les Tribunaux Électorales (Bureau du Contentieux Électoral Communal (BCEC), Bureau du Contentieux Électoral Départemental (BCED), Bureau du Contentieux Électoral National (BCEN) pour connaître les cas de contestation soulevés à l'occasion des élections) ;
- Entreprendre et encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple haïtien en matière électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par-devant le tribunal compétent ;
- Déterminer et acquérir l'équipement nécessaire à l'exécution des opérations électorales ;
- Veiller à l'entretien et à la conservation des biens meubles et immeubles de l'Institution;
- Tenir les archives du processus électorale.

b) Structure organisationnelle

Le Conseil Électoral comprend :

- Le Bureau de Conseil
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

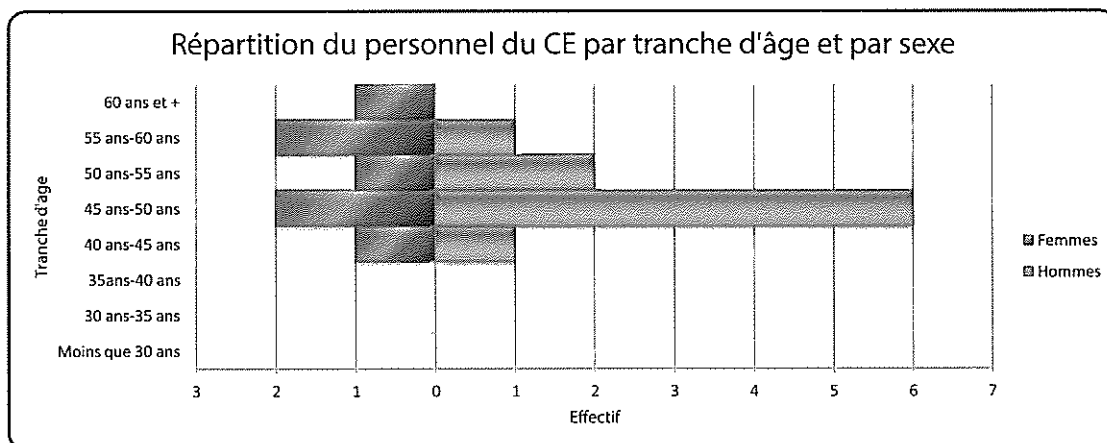
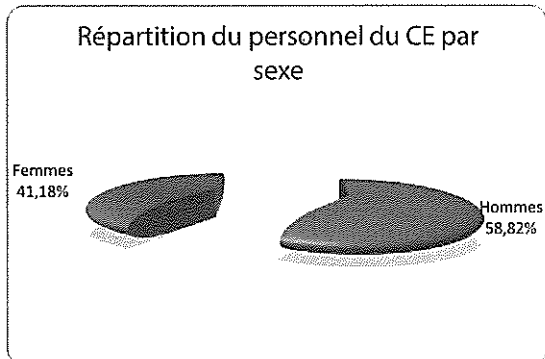
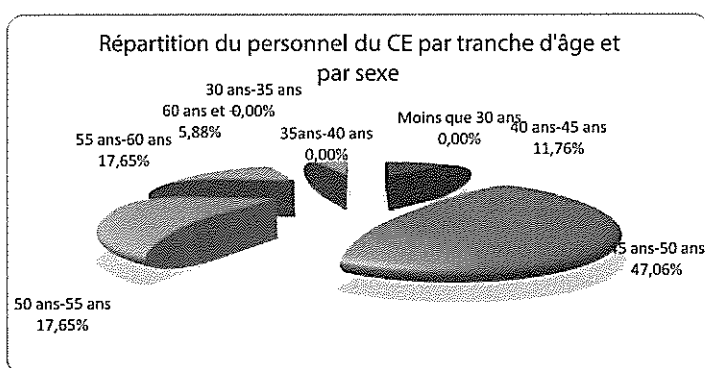
- Assurer le financement des élections;
- Réaliser des élections législatives et présidentielle et celles pour le renouvellement des organes des collectivités territoriales.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	10	7	17	49	1 402 510	82 501

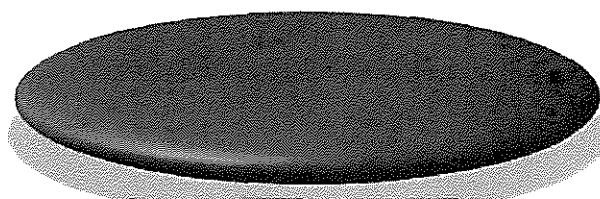
COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CE



CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

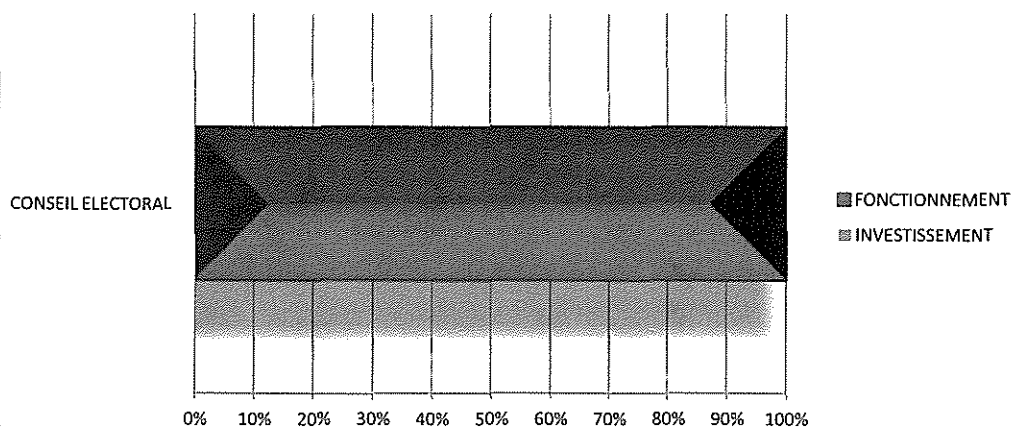
4211 CONSEIL ELECTORAL			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4211-1-11- CONSEIL ELECTORAL	351 240 782	-	351 240 782
TOTAL	351 240 782	-	351 240 782

Pondération des crédits budgétaires du CE 2015-2016 par section



CONSEIL ELECTORAL
100,00%

Crédits budgétaires 2015-2016 du CE par section et par nature



**OFFICE DE PROTECTION
DU CITOYEN**

4212.- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN**a) Cadre légal, Mission et Attribution**

L'Office de Protection du Citoyen est régi par le décret du 16 octobre 1995. Sa principale mission et attribution est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et d'erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des institutions autonomes.

b) Structure Organisationnelle

L'Office de la Protection du Citoyen comprend :

- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction Technique

c) Objectifs pour l'année fiscale 2015-2016

- Rapprocher l'Office de Protection Civile de l'ensemble de la population;
- Améliorer la visibilité de l'Office de Protection du Citoyen ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente;
- Assurer le droit à la citoyenneté Civile de l'ensemble de la population.

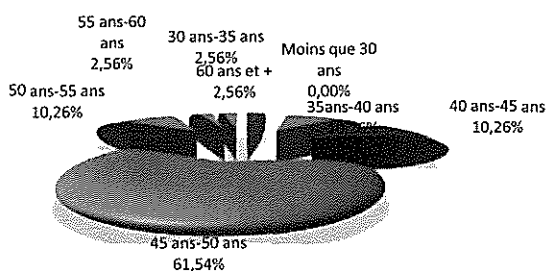
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	26	13	39	45	1 385 425	30 544

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE L'OPC

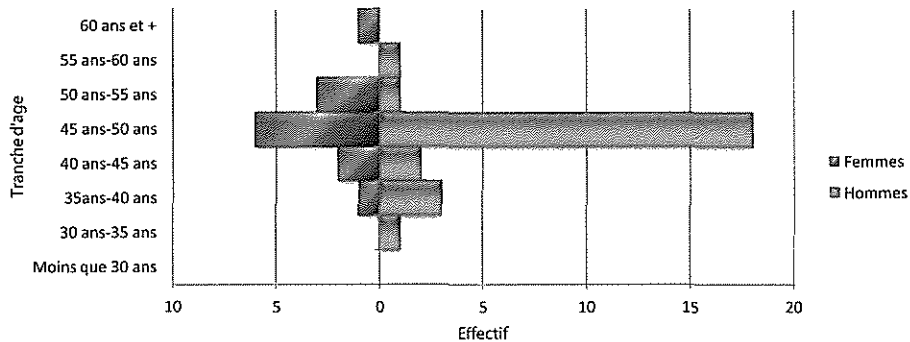
Répartition du personnel de l'OPC par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel de l'OPC par sexe



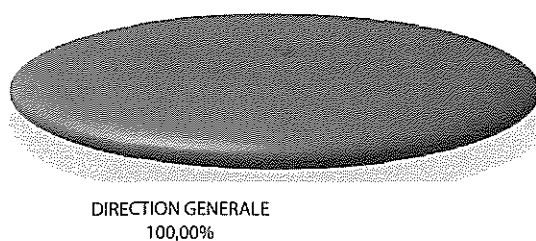
Répartition du personnel de l'OPC par tranche d'âge et par sexe



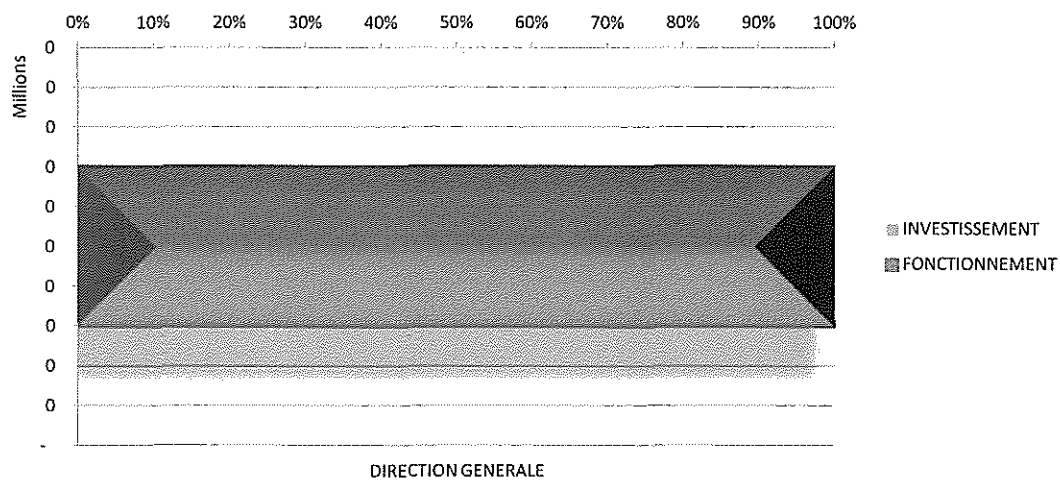
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

4212 OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4212-1-12- DIRECTION GENERALE	44 000 000	-	44 000 000
TOTAL	44 000 000	-	44 000 000

Pondération des Crédits budgétaires de l'OPC 2015-2016 par section



Crédits budgétaires de l'OPC 2015-2016 par section et par nature



UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI

4311.- UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI**a) Cadre légal, Mission et Attributions**

L'Université d'État d'Haïti (UEH) est une institution publique d'enseignement supérieur. Elle est régie par la Constitution de 1987 (Art. 208, 209, 210, 211, 211.1, 212, notamment) et par les Dispositions Transitoires relatives à l'organisation de l'Administration Centrale en date de février 1997. Ses principales mission et attributions sont de :

- Promouvoir et transmettre les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être dans toutes les couches de la société haïtienne;
- Oeuvrer au développement de la recherche dans les domaines scientifique, technique, culturel, économique, social;
- Accompagner l'État, la société et la population haïtienne en général dans le processus de développement;
- Contribuer à la modernisation de l'enseignement supérieur en Haïti.

b) Structure organisationnelle

L'Université d'État d'Haïti (UEH) regroupe aujourd'hui onze (11) entités situées dans la région métropolitaine et six (6) facultés ou écoles de droit, de gestion et d'économie dans les villes du Cap-Haitien, de Fort-Liberté, des Gonaïves, de Hinche, de Jacmel et de Port-de-Paix. Un nouveau campus à Limonade vient d'augmenter son patrimoine physique. Une quarantaine de programmes d'études de premier cycle sont offerts parmi un vaste champ de connaissances. Le programme d'études post-graduées inclut treize programmes de maîtrise existant dans les domaines du patrimoine, de la philosophie, des sciences informatiques, des sciences juridiques, des sciences de la santé, des sciences du développement, et des sciences pures (Mathématiques, Physique, Chimie) en partenariat avec des universités étrangères, pour la plupart. Y seront aussi intégrés des programmes de doctorat et d'autres programmes de maîtrise en perspective. Les premières inscriptions au doctorat à l'UEH se sont réalisées au cours de l'année 2012-2013.

c) Objectifs pour l'exercice fiscal 2015-2016

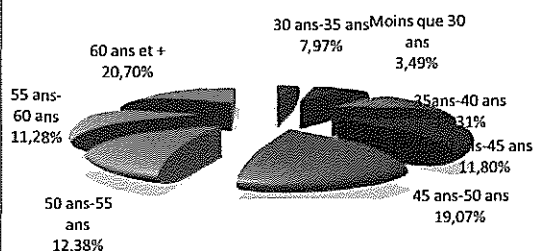
- Améliorer la gouvernance de l'UEH;
- Affermir le rôle de l'Université comme partenaire avec les secteurs économiques, sociaux et culturels;
- Doter l'université d'infrastructures lui permettant d'assurer sa mission et d'offrir un milieu de travail accueillant et motivant ;
- Renforcer les structures académiques à travers l'engagement et la qualification du corps enseignant ;
- Améliorer la condition estudiantine ;
- Développer la recherche au sein de l'UEH et assurer son excellence;
- Dynamiser les relations UEH-Société ;
- Développer les relations internationales.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2015

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1233	487	1720	46	53 621 436	31 175
Services Internes	237	91	328	42	13 137 840	40 054
FDSE	117	51	168	50	4 017 610	23 914
FDS	94	23	117	52	3 855 014	32 949
FASCH	100	48	148	51	4 839 320	32 698
FE	69	18	87	50	2 702 780	31 066
FO	62	39	101	51	2 834 150	28 061
FMP	135	57	192	54	3 520 280	18 335
FLA	43	12	55	48	2 525 230	45 913
ENS	81	24	105	0	4 048 091	38 553
IERAH	80	21	101	48	2 354 300	23 310
INAGHEI	133	36	169	53	4 571 970	27 053
FAMV	82	67	149	47	5 214 850	34 999

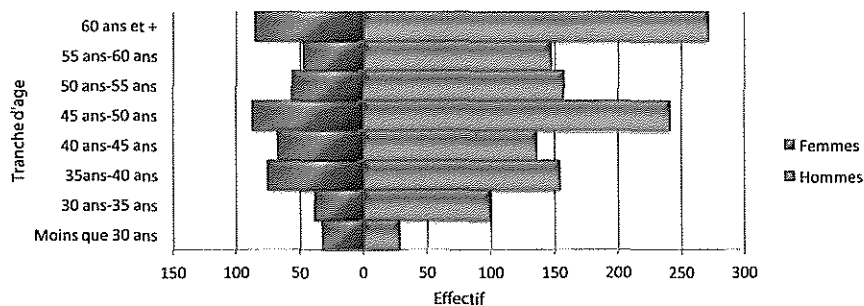
Répartition du personnel de l'UEH par tranche d'âge et par sexe



Répartition du personnel de l'UEH par sexe



Répartition du personnel de l'UEH par tranche d'âge et par sexe



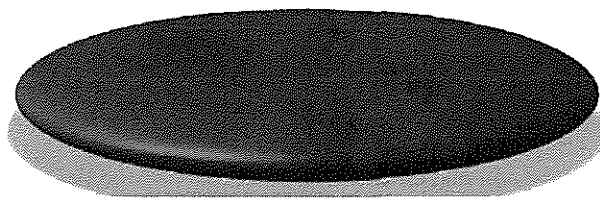
CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

4311 UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4311-1-11-	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 046 837 751	174 000 000	1 220 837 751
	TOTAL	1 046 837 751	174 000 000	1 220 837 751

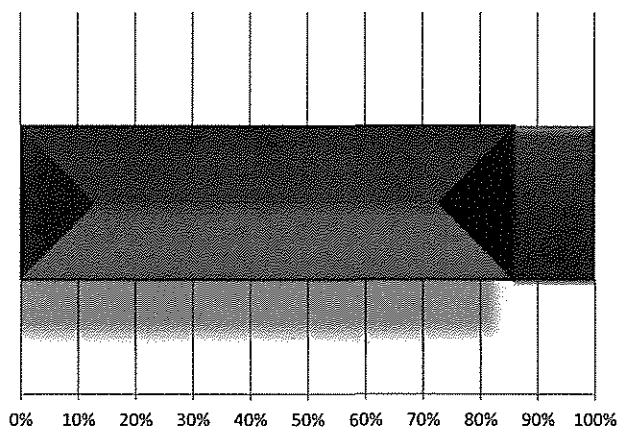
Pondération des crédits budgétaires de l'UEH 2015-2016 par section

RECTORAT DE
L'UNIVERSITE D'ETAT
D'HAITI
100,00%



Crédits budgétaires 2015-2016 de l'UEH par section et par nature

RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI



■ FONCTIONNEMENT
■ INVESTISSEMENT

4411.- ACADEMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN**a) Estati, misyon ak travay akademi an**

Akademi kreyòl Ayisyen an se yon enstitisyon Leta. Li kreye jan Konstitisyon 1987 amande a mande l nan atik 213 ak 214-i. Li endepandan e li kouvri tout peyi a. Li gen karaktè administratif, kiltirèl ak syantifik.

Akademi Kreyòl Ayisyen an genyen misyon pou li:

- a) Fè tout sa ki nesèsè pou ankouraje pwodiksyon nan lang kreyòl ;
- b) Ankouraje eksperyans pèp la ap fè nan dekouvèt, nan kreyasyon, nan pwodiksyon l ap fè an kreyòl, kit se pwodiksyon oral, kit se pwodiksyon ekri;
- ch) Fè tout sa ki nesèsè pou fè kreyòl la gen bonjan reyònmman ak prestij nan je popilasyon ayisyen an ak nan je lòt popilasyon yo ;
- d) Travay epi siveye pou gen relasyon ki byen balanse nan jan enstitisyon yo ap sèvi ak lang yo ;
- e) Travay pou enstitisyon leta yo aplike Konstitisyon an nan piblikasyon tout dokiman ofisyèl yo nan lang kreyòl;
- f) Fè pwopozisyon sou fason moun kapab sèvi ak lang kreyòl la nan komunikasyon piblik nan peyi a;
- g) Ankouraje travay sou devlopman zouti tankou gramè, diksyonè, leksik nan tout domèn ;
- h) Ankouraje travay sou pwogram fòmasyon teknik pou tout sektè ki bezwen fòmasyon avanse nan lang kreyòl;
- i) Fè envantè tout moun k ap travay sou lang kreyòl ak espesyalis nan tout domèn kap pwodui nan lang kreyòl;
- j) Fè envantè pwodiksyon k ap fèt nan lang kreyòl ak pwodiksyon sou lang kreyòl anndan peyi a kou deyò;
- k) Ankouraje epi pwopoze bonjan travay rechèch sou lang kreyòl la;
- l) Travay pou enstitisyon rejyonal yo sèvi ak lang kreyòl la pou entegrasyon popilasyon kreyolofòn yo.

b) Òganizasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an

Akademi Kreyòl Ayisyen an ap fonksyone ak kat (4) ògàn:

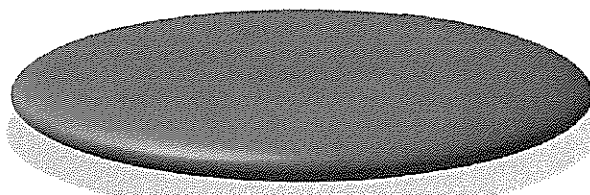
- a) Yon Konsèy Akademisyen;
- b) Yon Konsèy Administrasyon;
- ch) Yon Konsèy Konsiltatif;
- d) Yon Sekretarya Egzekitif.

CREDITS BUDGETAIRES 2015-2016 PAR SECTION ET PAR NATURE

ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN			
SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4411-1-11- SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	22 031 200	-	22 031 200
TOTAL	22 031 200	-	22 031 200

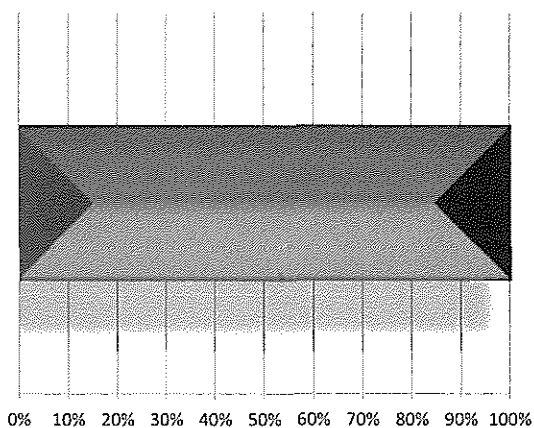
Pondération des crédits budgétaires de l'ACH 2015-2016 par section

SECRETARIAT TECHNIQUE
DE L'ACADEMIE DU CREOLE
HAITIEN
100,00%



Crédits budgétaires 2015-2016 de l'ACH par section et par nature

SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE
HAITIEN



■ FONCTIONNEMENT
■ INVESTISSEMENT

* * * * *

* * * * *

* * * *

* *